

Dossier Des énergies vraiment propres

Courrier

I N T E R N A T I O N A L

www.courrierinternational.com

N° 960 du 26 au 31 mars 2009 - 3 €

PROJET Un Guantanamo en France

MADAGASCAR Rien n'est joué

CHINE La tragédie des migrants

DRÔLE DE PAPE!

Le malaise
grandit
dans l'Eglise



AFRIQUE CFA : 2 500 FCFA - ALGÉRIE : 420 DA - ALLEMAGNE : 3,50 €
AUTRICHE : 3,80 € - BELGIQUE : 3,50 € - CANADA : 5,50 \$CAN. DOM : 3,80 €
ESPAGNE : 3,50 € - E.U. : 5,50 \$US - G.B. : 3,00 £ - GRÈCE : 3,50 €
IRLANDE : 3,80 € - ITALIE : 3,50 € - JAPON : 700 ¥ - LUXEMBOURG : 3,50 €
MAROC : 25 DH - NORVÈGE : 46 NOK - PORTUGAL CONT. : 3,50 €
SUISSE : 5,80 FS - TOM : 700 CFP - TUNISIE : 4,10 DTU

M 03183 - 960 - F: 3,00 €



PUBLICITÉ

sommaire.

4 les sources de cette semaine

6 l'éditorial par Philippe Thureau-Dangin

6 l'invité Mohamed Al-Haddad, Al-Hayat, Londres

9 à l'affiche Ela Bhatt

9 ils et elles ont dit

d'un continent à l'autre

10 france

IMMIGRATION Guantanamo en Calais

GRÈVE La France ne fait pas exception en Europe

12 en couverture Drôle de pape !

18 europe

RUSSIE Un "dissident" à l'assaut de la mairie de Sochi

HONGRIE Pourquoi Gyurcsány préfère partir

UE Les Européens ont enfin décidé de se prendre en main

SLOVAQUIE Jelsava attend son sauveur russe

ROUMANIE Dacia ne tourne plus très rond

21 amériques

ÉTATS-UNIS Tim Geithner placé en première ligne par Obama

ANALYSE Un plan de sauvetage à haut risque

MEXIQUE Pas de pitié pour les saisonniers

VENEZUELA Dîner aux chandelles au restaurant Chávez

ÉTATS-UNIS Les conservateurs font de la résistance littéraire

ÉTATS-UNIS Tout était bon pour faire parler les suspects

24 asie

MALAISIE Un pouvoir bien mal en point

PAKISTAN De bonnes raisons d'espérer le changement

PHILIPPINES A Mindanao, la paix n'est toujours pas en vue

CHINE Pékin fait son marché autour du monde

JAPON L'agriculture, une activité d'avenir

28 moyen-orient

ISRAËL Pour Tsahal, les valeurs humaines n'existent pas

KOWEÏT Démocratie, un terme qui fait peur

MONDE MUSULMAN Faut-il brûler Charles Darwin ?

30 afrique

MADAGASCAR Rajoelina doit encore faire ses preuves

POLITIQUE La tentation du coup de force se propage

SOUDAN Rejeté de Grande-Bretagne, abattu au Darfour

DIPLOMATIE Khartoum frappé par le syndrome irakien

enquêtes et reportages

33 dossier CO₂ mon amour

44 portrait Louise Richardson

47 enquête Pauvre comme un migrant en Chine

intelligences

51 économie

EMPLOI Des usines aux effectifs incompressibles

HUMANITAIRE Faire le bien – et beaucoup de profits

53 multimédia

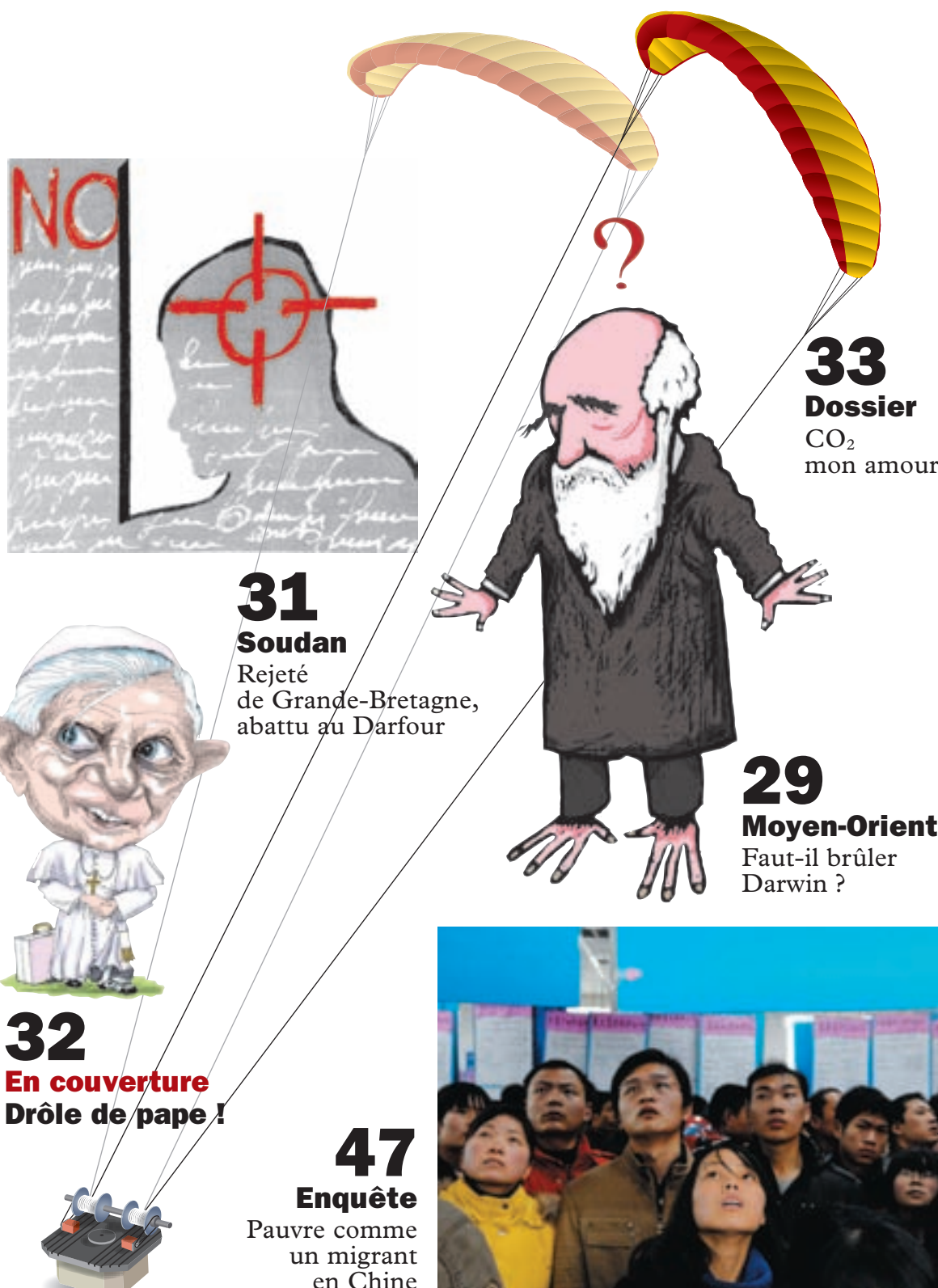
PRESSE Les journaux, une espèce de plus en plus menacée

rubriques

54 le livre Pamun noraehanda, de Kim Yeonsu

54 saveurs Corée du Sud : de la sève bonne pour les os

55 insolites Ces superhéros américains



► En couverture : Le pape Benoît XVI. Dessin d'António paru dans Expresso, Lisbonne.

Les plus de courrierinternational.com			
Dossier spécial Face à la crise Comment le monde réagit et s'adapte	SPORT Football Le retour gagnant du Zidane iranien		
BLOG DES BLOGS Un tour du monde de la blogosphère	JEU CONCOURS Gagnez des DVD du film Le Sel de la mer de Annemarie Jacir	CARTOONS Les galeries de dessins du monde entier	
INSOLITES Découvrez nos inédits		ARCHIVES Espace abonnés Retrouvez tous les dossiers	

PARMI LES SOURCES CETTE SEMAINE

ABC 267 000 ex., Espagne, quotidien. Journal monarchiste et conservateur depuis sa création en 1903, *ABC* a un aspect un peu désuet unique en son genre : une centaine de pages agrafées, avec une grande photo à la une.

ASIA SENTINEL <<http://www.asia-sentinel.com>>, Chine. Créé en 2006, ce site publie des analyses et des éclairages rédigés par des spécialistes de l'Asie. On y retrouve des signatures issues de grands titres de la presse hongkongaise anglophone disparus ces dernières années.

CAUING 220 000 ex., Chine, bimensuel. Publié par le Stock Exchange Executive Council, "Finance et économie" est dirigé par une femme d'exception, Hu Shuli. Ce magazine fut l'un des premiers à avoir eu l'audace de changer le paysage de la presse chinoise.

CHANGJIAKXIAPIPIYONG, Corée du Sud, trimestriel. Fondée en janvier 1966, "Création et critique", communément appelée *Changbi*, est l'une des plus anciennes revues littéraires du pays. Elle a contribué à faire connaître un grand nombre d'écrivains. Après avoir survécu à la censure du temps de la dictature, elle continue à publier des œuvres inédites dans tous les domaines de la littérature.

CHICAGO TRIBUNE 680 000 ex. (1 million le dimanche), Etats-Unis, quotidien. Fondé le 10 juin 1847, le titre est une voix dominante du Midwest. Libéral à ses débuts, aujourd'hui conservateur, il est considéré comme l'un des meilleurs quotidiens du pays.

LE DEVOIR 35 000 ex., Canada (Québec), quotidien. Le dernier quotidien indépendant du Québec jouit d'une solide réputation, même si sa diffusion est restreinte. Plutôt souverainiste.

DIÁRIO DE NOTÍCIAS 75 000 ex., Portugal, quotidien. Fondé en 1864, le "Quotidien des nouvelles" fut l'organe officieux du salazarisme. Aujourd'hui, le *DN* est devenu un journal que l'on peut qualifier de centriste. Grâce au renouvellement de sa maquette et à ses efforts pour divulguer une information complète, le titre voit son public rajeunir.

O ESTADO DE SÃO PAULO 350 000 ex., Brésil, quotidien. Fondé en 1891, le plus traditionnel des quatre grands quotidiens brésiliens appartient à O Estado, l'un des plus importants groupes de presse du pays. Plutôt conservateur et austère, il publie depuis 1997 une sélection hebdomadaire d'articles du *Wall Street Journal*.

ESPRESSO 140 000 ex., Portugal, hebdomadaire. Lancé en 1973 par un député salazariste "libéral", le premier journal moderne pour Portugais cultivés a séduit par sa qualité et son indépendance. Sa principale originalité vient de son format, proche de celui d'un quotidien. L'"Express" est l'hebdomadaire le plus lu du pays.

FAIR EASTERN ECONOMIC REVIEW <<http://www.feer.com/>>, Chine (Hong Kong), mensuel. Ce magazine, fondé en 1946 et propriété du groupe américain Dow Jones, a longtemps été l'observateur privilégié des mutations de l'Asie, en proposant des analyses et des reportages sur l'ensemble du continent. Interrompu en novembre 2004, il a reparu sous la forme d'une revue mensuelle, plus académique que journalistique.

FINANCIALTIMES 448 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. Le journal de référence, couleur saumon, de la City et du reste du monde. Une couverture exhaustive de la politique internationale, de l'économie et du management.

GANDUIU 35 000 ex., Roumanie, quotidien. Avec pour devise un vieux proverbe, "*Personne ne pense à ta place*", et pour logo la statue du *Penseur d'Hamangia*, "La Pensée" a été fondé en 2005 par Mircea Dinescu, Cristian Tudor Popescu, Bogdan Chiriac et Lelia Munteanu.

LA GAZETTE DE LA GRANDE ÎLE 15 000 ex., Madagascar, quotidien. Lancé en mars 2003 par des proches du parti de l'ancien président, Didier Ratsiraka, ce journal reste néanmoins assez objectif. La rédaction en chef se définit "indépendante politiquement" et le journal a bénéficié d'un financement bancaire mauricien.

THE GUARDIAN 364 600 ex., Royaume-Uni, quotidien. Depuis 1821, l'indépendance, la qualité et l'engagement à gauche caractérisent ce titre qui abrite certains des chroniqueurs les plus respectés du pays.

AL-HAYAT 110 000 ex., Arabie Saoudite (siège à Londres), quotidien. "La Vie" est sans doute le journal de référence de la diaspora arabe et la tribune préférée des intellectuels de gauche ou des libéraux arabes qui veulent s'adresser à un large public.

HETI VILÁGZASÁG 200 000 ex., Hongrie, hebdomadaire. Le préféré de l'intelligentsia. Indépendant de tendance libérale, c'est l'hebo magyar de référence.

THE INDEPENDENT 240 500 ex., Royaume-Uni, quotidien. Créé en 1986, c'est l'un



LA STAMPA 400 000 ex., Italie, quotidien. Le titre est à la fois le principal journal de Turin et l'un des fleurons du groupe Fiat, qui contrôle 100 % du capital à travers sa filiale Italiana Edizioni Spa. Depuis quelque temps, *La Stampa* fait place à une grande photo à la une.

des grands titres de la presse britannique de qualité. Il se distingue de ses concurrents par son indépendance d'esprit, son engagement proeuropéen et ses positions libérales sur les questions de société.

JOURNAL DU JEUDI 10 000 ex., Burkina Faso, hebdomadaire. Sans doute l'un des meilleurs parmi les journaux satiriques qui fleurissent depuis 1990 en Afrique francophone. Ses dessins n'épargnent personne et ses textes font souvent rire jaune... Essentiellement consacré à l'actualité burkinabé, le *Journal du jeudi* fait des incursions dans l'international.

EL MUNDO 330 000 ex., Espagne, quotidien. Fondé en 1989, "Le Monde" a toujours revendiqué le modèle du journalisme d'investigation à l'américaine, bien qu'il ait parfois tendance à privilégier le sensationnalisme au détriment du sérieux des informations. Son directeur, Pedro J. Ramirez, appelé familièrement Pedro Jota, a deux bêtes noires : les socialistes et le quotidien concurrent *El País*.

THE NATION 25 000 ex., Pakistan, quotidien. C'est le principal quotidien de langue anglaise de Lahore, capitale culturelle

comme l'un des vingt meilleurs journaux du monde. Plutôt proche des socialistes, il appartient au groupe de communication PRISA.

AL-QUDSAL-ARABI 50 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. "La Jérusalem arabe" est l'un des trois grands quotidiens panarabes édités à Londres. Toutefois, contrairement à ses confrères *Al-Hayat* et *Asharq Al-Awsat*, il n'est pas détenu par des capitaux saoudiens.

RADIKAL 65 000 ex., Turquie, quotidien. Lancé par le groupe Milliyet en 1996 pour devenir le quotidien des intellectuels. Certains l'appellent "*Cumhuriyet light*", en référence au grand journal kémaliste qu'il veut concurrencer.

LA REPUBBLICA 650 000 ex., Italie, quotidien. Né en 1976, le titre se veut le journal de l'élite intellectuelle et financière du pays. Orienté à gauche, avec une sympathie affichée pour le Parti démocrate, il est fortement critique vis-à-vis du président du Conseil, Silvio Berlusconi.

SME 80 000 ex., Slovaquie. En 1993, la rédaction du journal *Smena* ("Le Changement") s'est scindée en deux, d'où la naissance de *Sme*. "Nous sommes" est le plus important quotidien slovaque de tendance libérale.

IL SOLE 24 ORE 410 000 ex., Italie, quotidien. Le journal de référence en matière économique de l'autre côté des Alpes. Austère, il n'en est pas moins extrêmement bien informé. Pour conforter son leadership, il tend aujourd'hui à laisser plus de place à l'actualité néo-économique, avec un certain succès.

STERN 1 275 000 ex., Allemagne, hebdomadaire. Premier magazine d'actualité allemand. Appartient au groupe de presse Gruner + Jahr. Toujours à l'a recherche d'un scoop, cette "étoile" a un peu pâli depuis l'affaire du faux journal intime de Hitler.

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG 430 000 ex., Allemagne, quotidien. Né à Munich, en 1945, le journal intellectuel du libéralisme de gauche allemand est l'autre grand quotidien de référence du pays, avec la *FAZ*.

THE SUNDAYTIMES 1 202 240 ex., Royaume-Uni, hebdomadaire. Fondé en 1822, il a fusionné avec *The Times* en 1967. L'enfant chéri de Rupert Murdoch est aujourd'hui l'un des meilleurs journaux britanniques de qualité du dimanche, en tout cas le plus lu.

THE TABLET 21 000 ex., Royaume-Uni, hebdomadaire. Cette publication catholique, créée en 1840, est l'une des plus anciennes revues de langue anglaise. D'obédience

catholique, *The Tablet* n'a toutefois pas de liens formels avec l'Eglise catholique et se distingue par son ouverture d'esprit et sa couverture de l'actualité internationale.

DIETAGESZEITUNG 60 000 ex., Allemagne, quotidien. Ce titre alternatif, né en 1979 à Berlin-Ouest, s'impose comme le journal de gauche des féministes, des écologistes et des pacifistes... sérieux.

LETEMPS 49 000 ex., Suisse, quotidien. Né en mars 1998 de la fusion du *Nouvel Quotidien* et du *Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne*, ce titre de centre droit, prisé des cadres, se présente comme le quotidien de référence de la Suisse romande.

TOKYO SHIMBUN 1 585 000 ex. (éd. du matin), Japon, quotidien. Né en 1942, en pleine guerre, d'une fusion du *Miyako Shimbun* et du *Kokumin Shimbun*, le "Journal de Tokyo" était alors conservateur. Depuis sa reprise, en 1963, par le groupe Chunichi Shimbun de Nagoya, il affirme une ligne éditoriale de centre gauche, mieux accueillie par les Tokyoïtes.

EL UNIVERSAL 150 000 ex., Mexique, quotidien. Fondé en 1916 par Félix Palavicini, ce quotidien a été très proche du Parti révolutionnaire institutionnel. Il fut le premier journal mexicain à fonctionner avec des agences de presse et à avoir des correspondants. La figure emblématique du journal est son propriétaire, Juan Francisco Ealy Ortiz, qui a passé le flambeau à son fils.

LA VANGUARDIA 185 000 ex., Espagne, quotidien.

"L'Avant-Garde" a été fondée en 1881 à Barcelone par la famille Godó, qui en est toujours propriétaire. Ce quotidien de haute tenue est le quatrième du pays en termes de diffusion, mais il est numéro un en Catalogne, juste devant *El Periódico de Catalunya*.

VZGLAD <www.vzglyad.ru>, Russie. Créé en mai 2005, le site se distingue par une grande réactivité à l'actualité. Sans doute la clé de son succès. Il mêle avantageusement actu et analyses, réalisées par des auteurs de talent.

AL-WATAN 40 000 ex., Arabie Saoudite, quotidien. "La Patrie" a été fondé en 2000 par le prince Khaled Ben Fayçal dans le but d'en faire la principale tribune des réformateurs progressistes et pro-occidentaux. Bien que respectueux des lignes rouges, le titre les frôle parfois, et, encore aujourd'hui, c'est là qu'on trouve les éditoriaux les plus courageux.

Courrier international n° 960

Édité par **Courrier international SA**, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : Le Monde Publications internationales SA.
Directoire : Philippe Thureau-Dangin, président et directeur de la publication ; Régis Confaveux
Conseil de surveillance : David Guiraud, président ; Eric Fottorino, vice-président
Dépôt légal : mars 2009 - Commission paritaire n° 0712C82101
ISSN n° 1 154-516 X - Imprimé en France / Printed in France

RÉDACTION

6-8, rue Jean-Antoine-de-Bailf, 75212 Paris Cedex 13
Accueil 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01
Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02
Site web www.courrierinternational.com
Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directeur de la rédaction Philippe Thureau-Dangin
Assistante Dailia Bounekta (16 16)
Directeur adjoint Bernard Kapp (16 98)
Rédacteur en chef Claude Leblanc (16 43)
Rédacteurs en chef adjoints Odile Conseil (16 27), Isabelle Lauze (16 54),
Chief des informations Anthony Bellanger (16 59)
Rédactrice en chef technique Nathalie Pingaud (16 25)
Directrice artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31)

Europe de l'Ouest Eric Maurice (chef de service, Royaume-Uni, 16 03), Gian-Paolo Accardo (Italie, 16 08), Anthony Bellanger (France, 16 59), Danièle Renon (chef de rubrique Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 22), Marc Fernandez (Espagne, 16 86), Daniel Matias (Portugal), Wineke de Boer (Pays-Bas), Léa de Chalvon (Finlande), Rasmus Esglund (Danemark), Philippe Jacqué (Irlande), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Mehmet Koksai (Belgique), Kristina Rönngvist (Suède), Laurent Siero (Suisse) **Europe de l'Est** Alexandre Lévy (chef de service, 16 57), Laurence Haby (chef de rubrique, Russie, Caucase, 16 36), Iwona Ostapkowicz (Pologne, 16 74), Philippe Randrianarimanana (Russie, 16 68), Iulia Badea-Guérîtée (Roumanie, Moldavie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Agnès Jarfas (Hongrie), Kamélia Konakchiéva (Bulgarie), Larissa Kotelevets (Ukraine), Mandi Gueguen (Albanie, Kosovo), Miro Miceski (Macédoine), Gabriela Kukurugyova (Rép. tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie) **Amériques** Jacques Froment (chef de service, Amérique du Nord, 16 32), Béangère Cagnat (Etats-Unis, 16 14), Marc-Olivier Bherer (Canada), Christine Lévêque (chef de rubrique, Amérique latine, 16 76), Anne Prouenza (Amérique latine, 16 76), Paul Jurgens (Brésil) **Asie** Hidenobu Suzuki (chef de service, Japon, 16 38), Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Ingrid Thenwath (Asie du Sud, 16 51), Christine Chaumeau, François Gerles (Asie du Sud-Est, 16 24), Marion Girault-Rime (Australie, Pacifique), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées), Kazuhiko Yatabe (Japon) **Moyen-Orient** Marc Saghie (chef de service, 16 69), Hamdam Mostafavi (Iran, 17 33), Hoda Saliby (Egypte, 16 35), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowski (pays du Golfe), Pierre Vanlie (Moyen-Orient) **Afrique** Pierre Cherruau (chef de service, 16 29), Anne Collet (Mali, Niger, 16 58), Philippe Randrianarimanana (Madagascar, 16 68), Hoda Saliby (Maroc, Soudan, 16 35), Chawki Amari (Algérie), Gina Milonga Valot (Angola, Mozambique), Liesl Louw (Afrique du Sud) **Débat, livre** Isabelle Lauze (16 54) **Economie** Pascale Boyen (chef de service, 16 47) **Multimédia** Catherine André (chef de service, 16 78) **Multimédia** Claude Leblanc (16 43) **Sciences** Eric Glover (chef de service, 16 40) **Insolites** Claire Maupais (chef de rubrique, 16 60) **Epices & saveurs, Ils et elles** ont dit Iwona Ostapkowicz (chef de rubrique, 16 74)

Site Internet Olivier Bras (éditeur délégué, 16 15), Marie Béloil (rédactrice, 17 32), Anne Collet (documentaliste, 16 58), Mouna El-Mokhtarj (webmaster, 16 76), Pierrick Van-Thé (webmaster, 16 82), Mathilde Melot (marketing, 16 87) **Agence Courrier** Sabine Grandadam (chef de service, 16 97), Caroline Marcelin (16 62) **Traduction** Raymond Clairnard (rédacteur en chef adjoint, anglais, allemand, roumain, 16 77), Nathalie Armargier (russe), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Bogmino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois), Julie Marcot (anglais, espagnol), Marie-Françoise Monthiers (japonais), Mikage Nagahama (japonais), Ngoc-Dung Phan (anglais, vietnamien), Elodie Ragasol (anglais, espagnol), Danièle Renon (allemand), Mélanie Sinou (anglais, espagnol)

Révision Elisabeth Berthou (chef de service, 16 42), Pierre Bancel, Philippe Czerepak, Fabienne Gérard, Philippe Planché

Photographies, illustrations Pascal Philippe (chef de service, 16 41), Anne Doublet (16 83), Lidwine Kervella (16 10)

Maquette Marie Varéon (chef de service, 16 67), Catherine Doutey, Nathalie Le Dréau, Gilles de Obaldia, Denis Scudeller, Jonathan Renaud-Badet **Cartographie** Thierry Gauthé (16 70) **Infographie** Catherine Doutey (16 66), Emmanuelle Anquetil (colorisation) **Calligraphie** Hélène Ho (Chine), Abdollah Kiaie (Inde), Kyoko Mori (Japon) **Informatique** Denis Scudeller (16 84)

Fabrication Patrice Rochas (directeur) et Nathalie Communeau (directrice adjointe, 01 48 88 65 35). Impression, brochage : Maury, 45191 Malesherbes. Routage : France-Routage, 77183 Croissy-Beaubourg

Ont participé à ce numéro Gilles Berton, Aurélie Boissière, Marianne Bonneau, Jean-Baptiste Bor, Valérie Brunissen, Emilie Chaudet, Fabienne Costta, Geneviève Deschamps, Valéria Dias de Abreu, Alexandre Erichello, Lucie Goffroy, Marion Gronier, Françoise Liffan, Marina Niggli, Josiane Pétricia, Pauline Planchais, Margaux Revol, Stéphane Saindon, Isabelle Taudière, Anne Thiaiville, Emmanuel Tronquart, Han Hoà Truong, Janine de Waard, Zaplangues, Zhang Zhulin

ADMINISTRATION - COMMERCIAL

Directeur délégué Régis Confaveux (17 46). Assistantes : Sophie Jan et Natacha Scheubel (16 99). Responsable contrôle de gestion : Stéphanie Davoust (16 05), Laura Barbier. Responsable des droits : Dailia Bounekta (16 16). Comptabilité : 01 48 88 45 02
Relations extérieures Victor Delyèvre (16 44) **Partenariats** Sophie Jan (16 99) **Ventes au numéro** Directeur commercial : Patrick de Baecque. Responsable publications : Brigitte Billiard. Direction des ventes au numéro : Hervé Bonnaud. Chef de produit : Jérôme Pons (0 805 05 01 47, fax : 01 57 28 21 40). Diffusion internationale : Frank-Olivier Torro (01 57 28 32 22). Promotion : Christiane Montillet **Marketing, abonnement** Pascale Latour (directrice, 16 90), Sophie Gerbaud (16 18), Véronique Lallemand (16 91), Sweeta Subbaamah (16 89) **Publicité** Publicat, 7, rue Watt, 75013 Paris, tél. : 01 40 39 13 13. Président : Henri-Jacques Noton. Directeur de la publicité : Alexandre Scher <ascher@publicat.fr> (14 31). Directrice adjointe : Lydie Spaccaretella (14 05). Directrices de clientèle : Hedwige Thaler (14 07), Claire Schmitt (13 47). Chefs de publicité : Kenza Merzoug (13 46). Annonces classées : Cyril Gardère (13 03). Exécution : Géraldine Doyotte (01 41 34 83 97) **Publicité site Internet** Régie, 16-18, quai de Loire, 75019 Paris, tél. : 01 53 38 46 63. Directeur de la publicité : Arthur Millet, <amillet@regie.com>

ABONNEMENTS

Modifications de services ventes au numéro, réassort Paris 0 805 05 01 47, province, banlieue 0 805 05 0146 **Abonnements** Tél. de l'étranger : 00 33 3 44 62 52 73 Fax : 03 44 57 56 93 Courriel : <abo@courrierinternational.com> **Adresse abonnements** Courrier international, Service abonnements, BP1203 60732 Sainte-Geneviève Cedex **Commande d'anciens numéros** Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 01 57 28 27 78



Courrier International, USPS number 013-465, is published weekly 49 times per year (triple issue in Aug, double issue in Dec), by Courrier International SA c/o USACAN Media Dist. Srv. Corp. at 26 Power Dam Way Suite S1-S3, Plattsburgh, NY 12901. Periodicals Postage paid at Plattsburgh, NY and at additional mailing Offices. POSTMASTER : Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, P.O. box 2769, Plattsburgh, NY 12901-0239.

Ce numéro comporte un encart Abonnement broché pour les kiosques Canada et Etats-Unis, et un encart Abonnement broché pour les kiosques France métropolitaine ; un encart Club Med broché pour une partie des abonnés France métropolitaine, un encart "Monde des religions" jeté pour une partie des abonnés France métropolitaine et un supplément Lyon de huit pages broché pour le 69.

Offre spéciale d'abonnement

Bulletin à retourner sous enveloppe affranchie à **Courrier international B1203**
60732 SAINTE-GENEVIÈVE CEDEX
Pour joindre le service abonnements, téléphonez :
N° Indigo 0 825 826 325

En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service abonnements. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs sauf si vous cochez la case ci contre.

☐ Je désire profiter de l'abonnement (52 numéros), au prix de **94 €** au lieu de 151,50 € (prix de vente au numéro), soit près de 37 % d'économie. Pour l'étranger, nous consulter.

Voici mes coordonnées :

Nom et prénom. _____
Adresse _____
CP _____ Ville _____
Téléphone _____ E-mail _____

Je choisis mon moyen de paiement :

☐ Par chèque à l'ordre de Courrier international
☐ Par carte bancaire n° _____

Expire fin _____
Cryptogramme _____
Date et signature obligatoires _____

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :
Tél : 070 233 304
Courriel : abobelgique@edigroup.org

Canada :
Tél : (514) 355-3333
Courriel : expmag@expressmag.com

Suisse :
Tél : 022 860 84 01
Courriel : abonne@edigroup.ch

USA :
Tél : (514) 355-3333
Courriel : expmag@expressmag.com

PUBLICITÉ

Le coup d'Etat permanent



En Afrique, la saison des putschs est de retour. Après quelques années où l'on a beaucoup parlé de bonne gouvernance, revoilà le temps de la manière forte. Après les Comores, la Mauritanie, les deux Guinées (Conakry et Bisau), c'est le tour de Madagascar. Et ce n'est sans doute pas fini, car le continent connaîtra bientôt, dans la foulée de la crise économique mondiale, des turbulences sociales qui ne peuvent qu'aiguiser les ambitions politiques.

Pour autant, il y a des différences. Alors que, en Mauritanie, on a assisté en août dernier à un coup militaire assez classique, il n'en est pas de même à Madagascar. Dans la Grande Ile, en effet, on a vu des manifestations en nombre, un lieu de rassemblement devenu symbolique (la place du 13-Mai), une couleur – l'orange – qui a servi de drapeau à tous les mécontents... Tout cela ne vous rappelle rien ? Mais si, bien sûr, c'est la technique des révolutions dans l'est de l'Europe. Un modèle mis au point en Serbie et en Géorgie, encouragé ici ou là par des ONG américaines et qui fut exporté en Ukraine sous le nom de "révolution orange", puis adapté au Kenya et au Liban par le Mouvement du 14 mars (toujours la symbolique des dates), et envisagé même en Biélorussie... Chaque fois, on retrouve les mêmes ingrédients : l'organisation pacifique des colères légitimes en vue d'un renversement du pouvoir légal, et cela souvent avec l'aide de la "communauté internationale". Malheureusement, l'avenir de ces coups n'est guère brillant. En Géorgie, le président a déçu ; en Ukraine, les principaux leaders orange se livrent une guerre sans pitié. Et ne parlons pas du Liban. Car l'inconvénient de ces putschs est de pouvoir être répliqués et de manquer de tout fondement légal. A Madagascar, le nouvel homme "fort", Andry Rajoelina, aura du mal à rétablir l'ordre institutionnel face à d'autres groupes d'opposants*. L'Union africaine, qui a fait part de sa réprobation, sera impuissante. Comme l'a titré le *Madagascar Tribune*, le quotidien d'Antananarivo, nous ne sommes pas loin du "coup d'Etat permanent".

Philippe Thureau-Dangin

* Rajoelina insiste beaucoup sur la continuité légale car, selon la Charte africaine de la démocratie, l'auteur d'un putsch n'a pas le droit, en théorie, de se présenter à la présidentielle.

l'invité

Mohamed Al-Haddad*, *Al-Hayat*, Londres

Un hebdomadaire américain a voulu surprendre ses lecteurs par une couverture inédite, entièrement verte et barrée de cette phrase : "L'islam radical est une réalité – Comment vivre avec ?" Les responsables de ce magazine [il s'agit de *Newsweek*], proches du département d'Etat, préparent la voie, semble-t-il, à une refonte des orientations diplomatiques. Cette une coïncidait en effet avec un appel lancé la même semaine par le président des Etats-Unis, Barack Obama, à l'ouverture d'un dialogue avec les talibans modérés.

Les grands médias se sont mis à analyser ce changement stratégique et à en débattre. Certains ont affirmé que la nouvelle administration exerçait des pressions sur le président de l'Afghanistan, Hamid Karzai, pour qu'il se montre moins intransigeant à l'égard des talibans ; d'autres ont même dit qu'elle le critiquait plus ou moins ouvertement. On a également parlé d'un désaveu qu'elle lui aurait infligé. A moins d'une erreur d'analyse, l'administration américaine cherche à faire porter à Hamid Karzai la responsabilité de cette initiative afin de ne pas avoir à l'assumer en interne. Il faut dire que c'est ce dernier qui a proposé cette solution, dès septembre 2007. Au moment des commémorations des attentats de septembre 2001, un kamikaze avait fait exploser un bus du ministère de la Défense à Kaboul, faisant 35 morts afghans, pour la plupart des soldats. La surprenante réaction du président Karzai avait été de dire qu'il était prêt à discuter avec le mollah Omar, chef des talibans, et avec son allié Gulbuddin Hekmatyar, du Mouvement islamique. Quelques semaines plus tard, il avait déclaré qu'ils bénéficieraient d'un sauf-conduit s'ils décidaient de négocier avec lui, malgré l'avis de recherche dont ils faisaient l'objet aux Etats-Unis.

Imaginons ce que signifierait un dialogue avec les talibans modérés. En premier lieu, cela voudrait dire

qu'il y a des modérés dans un mouvement obscurantiste qui n'a pas une once de respect pour la vie humaine. Deuxièmement, ce serait un retour à la position américaine d'avant le 11 septembre 2001, à savoir une reconnaissance implicite. Troisièmement, cela reviendrait à acheter la sécurité des soldats américains stationnés en Afghanistan en fermant l'œil sur l'influence grandissante des talibans sur la vie politique, sociale et culturelle. Autrement dit, ceux qui s'engagent à ne pas s'attaquer aux Américains seront considérés comme des modérés. Foin de la question des droits des femmes, de l'enseignement des filles, de l'application de la prétendue loi divine, de la mainmise des

talibans sur la justice, de la relance des pépinières de terroristes, etc. Tout cela sous le mot d'ordre du magazine américain cité, appelant à accepter l'islam radical comme une réalité avec laquelle il faut organiser une coexistence pacifique. La politique américaine suit des paradigmes élaborés en fonction du fait dominant, qui sont ensuite déclinés et appliqués à des situations comparables. Le paradigme de la "coexistence" avec le radicalisme pourrait ainsi s'étendre à l'ensemble de ce que la précédente administration

appelait le "Grand Moyen-Orient". Les yeux doux que les Britanniques font en ce moment au Hezbollah participent de ce même tableau.

Il faudrait dire au président Obama que l'islam radical est certes une réalité, mais qu'il ne constitue pas une fatalité qui s'impose *ad aeternum* aux peuples de la région. Il ne s'agit pas d'apprendre à vivre avec mais de tout faire pour s'en débarrasser. Le problème n'est pas qu'il constitue un danger pour les intérêts américains, mais qu'il en est un pour les peuples du Moyen-Orient. Les Etats-Unis avaient vécu avec et l'avaient même encouragé durant la guerre froide et jusqu'en 2001. Les victimes des Tours jumelles ne pardonneraient pas qu'on commette aujourd'hui la même erreur.

L'islam radical n'est pas une fatalité



■ Titulaire d'un doctorat d'études arabes et islamiques en Sorbonne, Mohamed Al-Haddad est maître de conférences à la faculté de lettres et sciences humaines de Tunis. Il est aussi chroniqueur à *Tayyarat*, le supplément politique du quotidien panarabe *Al-Hayat*.

LE DESSIN DE LA SEMAINE

■ ► UN PEU D'AIR
Le ministre des Finances américain, Timothy Geithner, a présenté un plan doté de 100 milliards de dollars de fonds publics destiné à inciter les investisseurs privés à racheter aux banques leurs actifs toxiques. Pour ce faire, le projet devrait mobiliser jusqu'à 1 000 milliards de dollars. Wall Street a applaudi.

Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas.



Sur www.courrierinternational.com, retrouvez chaque jour un nouveau dessin d'actualité, et plus de 3 000 dessins en consultation libre

LES MARDIS DE
Courrier
INTERNATIONAL

mardi 7 avril à 20 h 30

Le rendez-vous
du film documentaire
étranger avec MK2

LÉOPARD D'OR LOCARNO 2008

La Forteresse

Le quotidien d'un centre de rétention en Suisse, le pays où la législation en matière de droit d'asile est la plus dure d'Europe.

du réalisateur suisse
Fernand Melgar
Projection suivie d'un débat

MK2 Quai de Seine 19, quai de Seine
75019 Paris (Métro : Jaurès ou Stalingrad)

Voir aussi notre article
"Guantanamo en Calais ?" page 10

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

Inde Voir les femmes en grand

D'AHMEDABAD, EN INDE

Il y a trente-cinq ans, dans cette ville autrefois prospère grâce à l'industrie textile, Ela Bhatt s'est battue pour que les femmes qui transportaient des rouleaux de tissu sur la tête touchent de meilleurs salaires. Puis elle a créé la première banque pour femmes en Inde. Depuis, son association, la Self-Employed Women's Association (SEWA), propose des comptes d'épargne retraite et des assurances santé à des femmes qui n'avaient jamais connu une telle sécurité. Elle prête des capitaux à des entrepreneuses désireuses d'ouvrir des boutiques d'esthéticiennes dans les bidonvilles, aide des artisanes à vendre leur production dans de nouvelles boutiques en ville et forme même les membres de l'association à gérer des stations-service.

Petite, frêle, généralement drapée dans un sari de coton tissé à la main, Ela Bhatt est à la fois pragmatique et gandhienne. Agée de 76 ans, elle dénonce certaines des réformes libérales de son pays, mais ne tient pas moins à ce que les plus démunis des travailleurs indiens puissent profiter de la croissance de l'économie. Elle a édifié un puissant empire de coopératives de type gandhien – une centaine – gérées par des femmes. Certaines offrent des services de garderie aux mères salariées, d'autres vendent des graines de sésame aux entreprises de l'agroalimentaire ; toutes s'inspirent du modèle gandhien d'autosuffisance.

L'empire de la SEWA compte 500 000 membres dans le seul Etat du Gujarat et englobe en outre deux sociétés à but lucratif qui confectionnent et brodent des vêtements féminins. Plus de 100 000 femmes sont inscrites dans les programmes d'assurance vie et santé de l'association, et 350 000 déposantes ont recours aux ser-



David Karp/AP/Sipa

ELA BHATT, 76 ans, avocate. Fondatrice de l'association indienne SEWA, qui offre microcrédits, formations et couverture sociale aux femmes, elle a consacré les trente-cinq dernières années à ce combat. Et n'a pas attendu la crise pour adopter un mode de vie fait de simplicité et de frugalité.

vices de sa banque, qui, comme tous les organismes de microcrédit, affiche un taux de remboursement de près de 97 %.

C'est dans son mode de vie personnel que l'approche gandhienne de Bhatt est le plus manifeste. Elle vit dans un bungalow à deux chambres, exigu et spartiate. Sa seule coquetterie est une balancelle blanche suspendue au plafond au centre de son salon. Son lit lui sert de fauteuil de bureau. "Sa simplicité est vraiment remarquable", déclare Anil Gupta, qui enseigne à l'Institut indien de gestion d'A Ahmedabad et s'intéresse au travail de la SEWA depuis plus de dix ans, parfois avec un regard critique. "Dans sa vie personnelle, on ne trouve pas un soupçon d'hypocrisie."

Née dans une famille de brahmanes privilégiés, Bhatt a eu un parcours atypique pour une femme de sa génération. Elle a décroché un diplôme de droit et a choisi l'homme qu'elle épouserait. Elle a commencé sa carrière en tant qu'avocate pour le principal syndicat des ouvriers du textile de la ville, des hommes pour la plupart ; elle en est partie en 1981 pour créer un nouveau type de syndicat pour les femmes.

Très vite, elle a obtenu une augmentation des salaires pour les porteuses. Puis elle a remporté une victoire juridique qui a fait date et qui a autorisé les femmes à vendre des fruits et légumes dans la rue sans être harcelées par la police.

Au début, raconte-t-elle, les femmes avaient des ambitions limitées. Elles voulaient des toilettes, des tondeuses à cheveux ou des machines à coudre pour leur travail, et les moyens de financer l'éducation de leurs enfants. Mais peu à peu elles ont commencé à voir les choses en grand. Aujourd'hui, les mères veulent que leurs filles apprennent à conduire un scooter et à travailler sur ordinateur.

"A l'époque, elles n'envisageaient pas l'avenir, dit-elle. Entre-temps, leurs aspirations se sont considérablement développées." Il n'y a pas si longtemps, se souvient Bhatt, elle a demandé aux membres de la SEWA ce qu'était la liberté à leurs yeux. Pour certaines, c'était simplement la possibilité de sortir de chez elles. Pour d'autres, c'était que leurs toilettes soient équipées d'une porte. Pour d'autres encore, c'était disposer de leur propre argent. Puis elle cite sa réflexion préférée. La liberté, lui a déclaré une femme, c'est de "regarder un policier droit dans les yeux".

Somini Sengupta,

The New York Times (extraits), Etats-Unis

ILS ET ELLES ONT DIT

GEORGE W. BUSH, ex-président des Etats-Unis
■ **Elégant**

"Il mérite mon silence." Dans une première apparition publique depuis son départ de la Maison-Blanche, il a refusé de critiquer le nouveau président américain, Barack Obama.

(CBS News, Washington)



▲ Dessin de Falco, La Havane.

SALEH BEN ABDELAZIZ AL-CHEIKH, ministre des Affaires religieuses saoudien
■ **Assourdi**

"Certains imams montent le son plus qu'il ne faut, au point qu'on entend leur sermon à deux, trois ou même cinq kilomètres à la ronde. Les mosquées étant proches les unes des autres, les voix se superposent au point que plus personne n'entend

clairement les paroles du Coran. Le Prophète a pourtant dit : 'Si vous priez tous avec ferveur, ne vous couvrez pas la voix les uns les autres !'"

(Al-Watan, Abha)

LE PRINCE CHARLES, héritier du trône d'Angleterre
■ **Rassuré**

"Si les gens réalisent maintenant que je ne disais pas n'importe quoi, j'en suis ravi", a confié le prince de Galles, qui met en garde depuis longtemps contre le réchauffement climatique.

(The Sunday Telegraph, Londres)

OSMAN YOUSEF KIBER, gouverneur du Nord-Darfour
■ **Tranquille**

"Les organisations humanitaires ont été chassées [du Darfour] parce qu'elles étaient complices du TPI [Tribunal pénal international qui vient d'accuser le président du Soudan Omar El-Béchir de génocide] et

qu'elles faisaient de l'espionnage. Maintenant, nous pouvons gérer la situation avec des effectifs soudanais."

(Al-Jarida, Koweït)

BARACK OBAMA, président des Etats-Unis
■ **Pacifiste**

"Je ne tiens pas à militariser la frontière." Afin de faire face aux violences liées au trafic de drogue entre le Mexique et les Etats-Unis, le gouverneur du Texas, Rick Perry, avait demandé l'envoi d'un millier de gardes nationaux. Pour Obama, une telle mesure ne pourrait être prise qu'en "dernier recours".

(The Dallas Morning News, Etats-Unis)

WOJCIECH FIGURSKI, journaliste polonais
■ **Expéditif**

"Un petit homme retardé et bête, connu sous le nom de Lech Kaczynski, président de la Pologne." Radio Eska, où il travaille, vient de le suspendre pour ces propos dif-

fusés en direct. Le président Kaczynski n'a pas l'intention de le poursuivre.

(Dziennik, Varsovie)

SILVIO BERLUSCONI, président du Conseil italien
■ **Martyrisé**

"Etre Premier ministre me dégoûte", a-t-il déclaré alors qu'il assistait à une représentation théâtrale à Rome. "Ça fait huit semaines que je n'ai pas eu un jour de repos. Je n'aime pas ce que je fais. Je le fais seulement par sens des responsabilités. Je suis désespéré."

(L'Unità, Rome)



► Dessin de Kichka, Jérusalem.

PERSONNALITÉS DE DEMAIN

JONATHAN KROHN

Déjà vieux



Erik S. Lesser/The New York Times

Depuis quelques semaines, il enchaîne les interviews dans la maison familiale de Duluth, en Géorgie. The New York Times lui a consacré un long article, The Guardian lui a dépe-

ché son correspondant aux Etats-Unis... Car derrière ce visage encore enfantin se cachent une étonnante personnalité, une maturité hors du commun et des convictions politiques fortes. Lors du grand raout organisé par les conservateurs américains le 27 février, à Washington, Jonathan Krohn – c'était quelques jours avant son 14^e anniversaire – a pris la parole à la tribune pendant trois minutes. Sans notes, sans gêne, avec autorité, cet enfant déguisé en adulte, qui parle comme un politicien accompli, a tout à la fois expliqué ce qu'était le conservatisme et promu le livre qu'il a lui-même écrit sur le sujet, Define Conservatism – 86 pages éditées à compte d'auteur. (On peut le voir sur YouTube.) Rien, chez cet admirateur de Margaret Thatcher, n'a le goût, l'odeur ou la légèreté de la jeunesse. Son aisance sur scène, il la doit à sa mère, une ancienne actrice qui l'a fait monter sur les planches dès l'âge de 8 ans. Ce sont elle et son mari, un informaticien, tous deux très conservateurs et très chrétiens, qui jouent les enseignants auprès de leur fils unique. Son ambition : animer un talk-show qui serait diffusé sur des centaines de chaînes.

MARIA SERGUEÏEVA

Dans la ligne



Ivan Sekretarev/AP/Sipa

Jolie, blonde, 24 ans, étudiante en philosophie à Moscou, elle occupe plusieurs responsabilités officielles au sein de la Jeune Garde, le mouvement de jeunesse du parti du pou-

voir Russie unie : Maria Sergueïeva est déjà sur les rails d'une carrière politique nationale. Son intervention, lors d'un meeting politique à Moscou, fin janvier, l'a littéralement propulsée sur le devant de la scène. "Je suis convaincue que le Premier ministre Vladimir Poutine, le président Dmitri Medvedev et le parti Russie unie me protégeront de la crise financière", a-t-elle lancé avec emphase. Ces paroles ont suscité une déferlante de réactions – pas toujours positives – sur son blog <<http://anaitiss.livejournal.com>>, par ailleurs très visité. Celle que la presse américaine s'est empressée de qualifier de "Sarah Palin russe" – "elle est patriote et fière de l'être, elle a de l'allure et des opinions tranchées, elle peut voir la Russie de chez elle", détaille le The New York Daily News – s'attire aussi des critiques chez elle. The Moscow Times a récemment consacré sa une à cette "blonde pompeuse de la blogosphère", dont la rhétorique est jugée "populiste, énergique et un peu vulgaire". En revanche, l'hebdomadaire russe Profil voit en elle "une jeune fille sérieuse, digne des Jeunesses communistes" de l'époque soviétique.



france

IMMIGRATION

Guantanamo en Calais ?

L'idée de créer un centre de rétention sous juridiction britannique soulève bien des questions. Londres et Paris espèrent s'affranchir des traités internationaux et expulser plus facilement les demandeurs d'asile.

THE INDEPENDENT

Londres

Londres et Paris ont engagé des discussions sur la création d'un nouveau centre pour immigrés clandestins sur les docks de Calais. Un centre qui serait un bout de territoire britannique pour tout ce qui concerne les lois sur l'immigration et permettrait de renvoyer facilement chez eux les déboutés du droit d'asile. Même si les deux gouvernements ne se sont pas encore entendus sur tous les termes de l'accord, ils comptent exploiter l'ambiguïté du statut légal de la "zone de contrôle" britannique créée en 2003 sur le port de Calais [les officiers d'immigration britanniques peuvent y effectuer des contrôles d'identité et y "pratiquer des recherches au moyen de matériels électroniques ou d'équipes cynophiles"] pour surmonter les difficultés juridiques qui empêchent actuellement l'expulsion des demandeurs d'asile vers leurs pays d'origine.

L'idée – dont ont débattu les ministres de l'Immigration britannique et français en février – est de prendre à leur propre jeu les demandeurs d'asile et les passeurs qui les amènent dans le nord de la France. A l'heure actuelle, les immigrants rassemblés à Calais, pour la plupart originaires d'Afghanistan, du Kurdistan et de la Corne de l'Afrique, profitent des contradictions et des zones d'ombre dans les législations européenne et internationale sur l'immigration et l'asile pour éviter d'être expulsés de l'Hexagone. Peu importe qu'ils se fassent prendre à de multiples reprises ; à chaque fois, ils sont libérés et tentent de nouveau d'entrer illégalement au Royaume-Uni.

LA GRANDE-BRETAGNE NE DOIT PLUS ÊTRE LA TERRE PROMISE

Si le projet se concrétise, il ne manquera pas d'attirer l'attention des organisations de défense des droits de l'homme et des libertés civiles. Celles-ci pourraient établir un parallèle entre la création de ce centre doté d'un statut extraterritorial en territoire français et la prison de Guantanamo [sise en territoire cubain, sous juridiction américaine, mais dont l'"exterritorialité" lui a permis d'éviter pendant des années d'appliquer la justice ordinaire des Etats-Unis]. Même si les demandeurs d'asile devaient y séjourner seulement pendant une courte période et y recevoir un traitement humain, un vide juridique demeurerait.

L'existence de discussions franco-britanniques sur ce sujet a été révélée



▲ Dessin de Miroslaw Owczarek paru dans Rzeczpospolita, Varsovie.

LES MARDIS DE
Courrier
INTERNATIONAL

La Forteresse de Fernand Melgar (Suisse)

Mardi 7 avril, 20 h 30
MK2 Quai de Seine, Paris

Le quotidien d'un centre de rétention en Suisse, le pays où la législation en matière de droit d'asile est la plus dure d'Europe.

WEB +
Dans nos archives
courrierinternational.com
► Ils ont bien raison de faire la grève (25/11/2007)

par le ministre de l'Immigration britannique, Phil Woolas. Selon lui, les clandestins seraient gardés dans ce nouveau "centre de détention [sic], après être passés devant les services d'immigration britanniques" sur les docks de Calais. Déboutés, ils seraient alors renvoyés vers leurs pays d'origine dans des vols charters. Londres et Paris comptent ainsi "adresser un message" aux immigrants et à leurs passeurs, pour reprendre les termes de Woolas. "Nous voulons braquer les projecteurs sur les expulsions, pour qu'il soit bien clair en Afghanistan et en Irak que le Royaume-Uni n'est pas la Terre promise."

La presse britannique a tourné en ridicule les commentaires du ministre, après qu'il eut essuyé le soir même une rebuffade de son homologue français, Eric Besson. En réalité, Besson n'a pas démenti les propos de Woolas. Il a simplement expliqué que la France n'avait pas l'intention de construire un nouveau Sangatte – ce qui n'est pas la même chose. Le gouvernement français est furieux et embarrassé, parce que l'expression "centre de détention" a une sinistre connotation historique à l'oreille des Français. Paris préfère parler de "centre de rétention". Les termes les plus importants employés par Woolas sont passés inaperçus au milieu des railleries dont il a fait l'objet. Le nouveau centre – de détention ou de rétention – serait construit au-delà de la ligne délimitant les services

d'immigration britanniques sur les quais de Calais.

La UK Border Agency, l'agence des frontières britannique, a également fait allusion au projet. "Nous sommes décidés à travailler avec les Français pour faire en sorte que nos frontières soient parmi les plus difficiles à franchir dans le monde, et nous envisageons toutes les possibilités", a déclaré l'agence. "Le ministre de l'Immigration a rencontré le mois dernier son homologue français pour réfléchir aux différentes options, et des discussions sont en cours sur les infrastructures à bâtir dans le port de Calais."

En 2003, la France et le Royaume-Uni ont conclu un traité sur des "contrôles frontaliers juxtaposés", dans le cadre d'un accord permettant la fermeture du camp de Sangatte. La police des frontières française opère, armée, à Douvres dans une "zone de contrôle" qui reste partie intégrante du Royaume-Uni, mais qui est pour certains aspects sous juridiction française.

Les agents de l'immigration britannique, eux, ont la haute main sur une "zone de contrôle" similaire sur les quais de Calais, où s'appliquent certains aspects de la loi britannique, mais sur laquelle la France continue d'exercer sa souveraineté. Les négociations portent donc sur le statut binational ambigu de cette zone "britannique" à Calais, première "incursion" britannique dans cette ville depuis près de

cinq cents ans. [Calais a été repris à l'Angleterre en 1558.]

A l'heure actuelle, les tribunaux français refusent de renvoyer les clandestins dans leurs pays, où ils risquent la persécution. Ceux qui cherchent à entrer au Royaume-Uni ne veulent surtout pas demander l'asile en France. Car, en cas de refus de l'administration – et en vertu des traités internationaux et européens –, ils n'auraient plus le droit de déposer une demande au Royaume-Uni. Or ces candidats à l'immigration restent convaincus que ce dernier leur offre de bien meilleures perspectives que la France.

Généralement, les candidats à l'immigration arrivent sur les docks de Calais et se font arrêter avant d'avoir pu se cacher dans un camion ou après. Relâchés par les autorités françaises au bout de quelques jours, ils reviennent à Calais et tentent leur chance une nouvelle fois. Le plan franco-britannique permettrait, espère-t-on officiellement, de changer la règle du jeu. Reste à savoir dans quelle mesure. Les illégaux pourraient être renvoyés dans leur pays sans relever de la loi française ou britannique – mais une telle éventualité sera contestée par les défenseurs des droits de l'homme. Par ailleurs, un centre de rétention dans les docks permettrait aux autorités de faire pression sur les immigrants pour qu'ils demandent l'asile en France, faute de quoi on les renverrait directement d'où ils viennent. Londres et Paris espèrent avoir suffisamment avancé sur ce dossier pour faire une déclaration commune quand le président Sarkozy et le Premier ministre Brown se rencontreront, en mai.

John Lichfield et Ben Russell

GRÈVE

La France ne fait pas exception en Europe

Les "journées d'action" sont peut-être une spécificité française mais, cette fois-ci, c'est toute l'Europe qui gronde de revendications sociales.

DIE TAGESZEITUNG

Berlin

Voilà bien la France," ne manqueront pas de dire les habitués. "Ils manifestent et se mettent en grève pour un rien." Il est vrai que les Français n'ont pas la même culture politique que les Allemands. L'instinct de rébellion est profondément ancré chez les Français, qui refusent de croire les hommes

politiques quand ceux-ci leur disent qu'"il n'y a pas d'autre solution". Le vent de révolte ne souffle toutefois pas uniquement en France. En témoignent les 120 000 personnes qui ont défilé dans les rues de Dublin le 21 février dernier, ainsi que les grandes manifestations de janvier en Lettonie et en Lituanie. Toutes ces protestations étaient dirigées contre cette même logique gouvernementale qui distribue des

milliards d'euros aux entreprises et aux établissements financiers tandis que les dépenses publiques, les prestations sociales et les salaires stagnent.

Ce mouvement de redistribution du bas vers le haut, que l'on peut observer dans toute l'Europe, fait peut-être consensus au sein des autorités nationales et européennes, mais les citoyens se demandent de plus en plus si le capitalisme mérite d'être

sauvé et, surtout, si cela doit se faire sur le dos des plus faibles. A présent, le principal défi des dirigeants européens est de trouver une réponse aux revendications des manifestants. Mais les syndicats, français ou européens, sont aussi sur la sellette. Il est temps pour eux de formuler des alternatives concrètes et de passer à l'action au niveau européen s'ils ne veulent pas se faire dépasser par leur base. **Dorothea Hahn**

PUBLICITÉ



◀ Dessin de Antonio paru dans Expresso, Lisbonne.

DRÔLE DE PAPE !

■ Le préservatif “aggrave” le problème du sida, déclare le pape Benoît XVI dans l’avion qui le mène en Afrique le 17 mars. Pour beaucoup de catholiques, c’est la déclaration de trop. ■ Car ces propos viennent s’ajouter à deux affaires récentes qui les ont choqués : la levée de l’excommunication des quatre évêques intégristes, dont le négationniste Richard Williamson, et la mère brésilienne excommuniée pour avoir fait avorter sa fillette enceinte à la suite d’un viol. ■ Le pape a-t-il perdu la tête ? Est-il mal conseillé ? Ou pêche-t-il par dogmatisme ? Les analyses de fins connaisseurs de l’Eglise et du Vatican.



Les catholiques ne comprennent

Les fidèles ont toujours été tiraillés entre la doctrine et leurs valeurs personnelles. Mais, depuis l’élection de Benoît XVI, ces tensions sont devenues insupportables.

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG (extraits)
Munich

Le plus étonnant, c’est la consternation que suscite le pape. Comme si l’on était préparé à tout sauf à cela. Comme s’il nous paraissait impensable que le pape réhabilite un évêque négationniste, qu’il traite les juifs, les protestants et les orthodoxes comme des citoyens de seconde classe et les non-croyants comme des sous-hommes. Comme si nous l’avions cru incapable de reprendre les mots d’un ennemi de l’islam ayant vécu au XV^e siècle pour dire ce qu’il pensait des musulmans [en 2006, lors de son discours de Ratisbonne], et ce à peine un an après le scandale des caricatures de Mahomet. Surtout venant de lui, un pape allemand.

Les explications ensuite : Benoît XVI est mal conseillé. Il s’est fourvoyé, mais cela paraît d’un bon sentiment. Ou bien c’est une question de stratégie. Le pape doit aujourd’hui savoir

tenir la bride à ses ouailles africaines qui pourraient se détourner de l’Eglise pour renouer avec d’effroyables coutumes vaudoues. Donc il ne peut plus s’occuper aussi longuement de ses ouailles éclairées en Europe. Et, naturellement, il est affecté de tant d’incompréhension.

Le pape a récemment reconnu, dans une lettre revenant sur le cas des évêques lefebvristes, à quel point il se sentait blessé. Dans cette lettre, il se disait “*peiné du fait que même des catholiques, qui au fond auraient pu mieux savoir ce qu’il en était, aient pensé devoir [l’]offenser avec une hostilité prête à se manifester*” et qu’il avait donc décidé d’y répondre. On est loin des paroles de réconciliation que les catholiques progressistes attendaient. Les fidèles ont toujours été divisés, tiraillés entre l’institution religieuse et leurs valeurs personnelles. Mais, depuis l’élection de Benoît XVI, ces contradictions sont tout bonnement devenues insupportables.

Pour mesurer l’ampleur de cette grotesque incompréhension, il faut se souvenir de l’entrée en fonctions de ce pape,

▼ Dessin de Cajas paru dans El Comercio, Quito.



quand les médias allemands étaient littéralement ivres d’allégresse. A l’époque, on aurait dit que ce n’était pas seulement un cardinal allemand qui entraînait au Vatican, mais la République fédérale elle-même, avec ses valeurs de tolérance, de dialogue et de pluralisme. Comme si le Saint-Siège allait devenir une seconde république allemande, en plus solennel, plus somptueux, plus romain en quelque sorte. Reconnaissons au moins une chose à ce pape : il ne nous a jamais rien promis de tel et il n’a donc aucune raison de le mettre en pratique aujourd’hui.

L’idéologie de Joseph Ratzinger n’a jamais été celle d’un conservateur arrangeant. Il ferait plutôt partie des réactionnaires inflexibles. Aujourd’hui comme hier, les gens lui importent moins que l’unité de l’Eglise, le dogme prévaut sur la vie et les conséquences en sont dévastatrices, comme toujours lorsque les idées sont jugées plus importantes que les gens.

Ce n’est pas la première fois que le pape condamne l’usage du préservatif, mais cette remarque a pris toute son importance dans le contexte du voyage du souverain pontife en Afrique : l’Eglise exige de ses fidèles qu’ils meurent plutôt que de se protéger du sida. C’est ce que dicte l’intransigeance dogmatique du pape, digne en cela d’un Robespierre, et cela montre bien que le message de l’Eglise catholique est dangereux pour les hommes, qui plus



plus

est sur un continent comptant plus de 22 millions de personnes contaminées par le VIH. Dans le même temps, au Brésil, des médecins ont été excommuniés pour avoir pratiqué un avortement sur une fillette de neuf ans violée par son beau-père et enceinte de jumeaux. Or les évêques brésiliens ne sont pas des extrémistes, ils sont juste parfaitement en phase avec le Vatican.

L'Europe lutte depuis près d'un siècle pour l'égalité des femmes et la défense des minorités, comme les homosexuels. Le pape, lui, préfère se réconcilier avec la Fraternité Saint Pie X, qui voudrait transformer la République fédérale en un Etat religieux et qui voit la peine de mort d'un bon œil.

Rien n'est plus inquiétant qu'un homme ne connaissant pas le doute. De par son rang, le pape n'a pas le droit de douter. Pourquoi s'entourer de conseillers quand on est infaillible ? Comment reconnaître une erreur et comment demander pardon ? Pour le philosophe et mathématicien britannique Bertrand Russell [1872-1970], l'un des plus grands héritiers des philosophes des Lumières, l'éloge réitéré de la "foi inébranlable" ne signifiait rien de plus qu'une paralysie de l'esprit et qu'une représentation de Dieu héritée d'"antiques despotes orientaux", "indigne des hommes libres". Il plaiderait donc pour la compassion, le doute et la raison.

Sonja Zokri

▲ *Le préservatif sauve des vies...mais vous brûlerez en enfer.*
Dessin de Patrick Chappatte paru dans Le Temps, Genève.

Le dogme et le terrain

En Afrique, les structures catholiques font depuis longtemps des entorses aux propos du pape sur le préservatif.

JOURNAL DU JEUDI

Ouagadougou

Si les récents propos controversés de Benoît XVI sur le préservatif ont été géographiquement tenus à proximité du Cameroun, le tollé international qu'ils ont éveillé semble, lui, bien éloigné des Camerounais. Bien sûr, l'Afrique est le continent le plus concerné par le virus du sida, avec deux tiers du total des personnes infectées et presque trois quarts des décès dus au virus en 2007. Certaines populations, comme celles du Swaziland ou de l'Ouganda, pourraient à terme disparaître. Préservatif ou pas, les progrès en matière de prévention y sont moindres qu'ailleurs.

Mais, si le contexte africain rend les propos du pape, du point de vue des oreilles occidentales, singulièrement irresponsables, il esquisse aussi un terrain conquis pour Benoît XVI. L'Afrique est profondément spirituelle, mystique, superstitieuse – religieuse, même si elle est syncrétique. Ce continent est également très conservateur sur les sujets de société. La condamnation – systématique moralement et parfois aussi judiciaire – des homosexuels d'Afrique est pain bénit pour les faucons du Vatican. A cela s'ajoute la faible alphabétisation, qui peut conduire de bonne foi au déni de la maladie. Peut-il y avoir débat théologique populaire sans polémique intellectuelle vulgarisée ? Lorsque Sa Sainteté foule le sol africain, la "fanfare" qui l'accueille couvre ses propos enrôlés. La visite d'un pape à Yaoundé, c'est comme une tournée des Rolling Stones à Berlin. Pas besoin de s'arrêter sur les paroles d'Angie pour communier, parfois en transe, au milieu d'une foule appro-

visionnée en produits dérivés. Le Camerounais porte un pagne événementiel à l'effigie de Benoît XVI comme l'Allemand arbore sur la poitrine la langue sérigraphiée du groupe de Mick Jagger. Moins par adhésion avisée que par vague affection.

Là réside l'enjeu stratégique pour Benoît XVI : l'affectif est à la fois atout et piège pour le souverain pontife. Atout parce qu'en Afrique on pratique plus avec le cœur qu'avec les synapses. Piège parce que ce pape-là ne manie pas l'émotion avec le talent de son prédécesseur. A défaut de mouvements catholiques charismatiques très audibles, le nomadisme des convictions religieuses africaines alimente alors le protestantisme. L'Eglise évangélique du Cameroun comptait 30 000 membres au moment de l'indépendance, en 1960. Elle aurait dépassé aujourd'hui 3 millions de fidèles.

30% DES CENTRES DE SOINS DU SIDA SONT GÉRÉS PAR L'EGLISE

La pratique catholique africaine est-elle pour autant condamnée par la théorie austère ? Tout intellectuel pointilleux rêve d'une cohérence théologique entre le sommet cléricale et la base des fidèles. Mais, en voyant l'hécatombe des séropositifs africains, il se prend, bienveillant, à espérer une déconnexion entre les dogmes du souverain pontife et les comportements des bons Samaritains de la quotidienneté cléricale. Le 19 mars, le site Eucharistie Miséricorde rapportait les propos du chef de l'Etat burkinabé, Blaise Compaoré, par ailleurs président du Comité national de lutte contre le sida : "Chez nous, l'Eglise est d'abord synonyme d'écoles et de dispensaires." Dans le monde, 30 % des centres de soins du sida sont en effet gérés par des structures catholiques. Dans le contexte sanitaire, les prêtres, religieuses ou missionnaires sauront faire des entorses aux propos "aériens" de Benoît XVI.

Ernest Diao

REPÈRES Des impairs à répétition

2005 Le 19 avril, le cardinal allemand Joseph Ratzinger (Marktl am Inn, 1927) est élu pape sous le nom de Benoît XVI.

2006 Le 12 septembre, son discours à l'université de Ratisbonne sur les rapports entre foi et raison est perçu par beaucoup comme une critique de l'islam et met le monde musulman en ébullition.

2009 24 janvier Le Vatican lève l'excommunication qui frappe depuis 1988 les quatre évêques lefebvristes

qui refusent l'héritage du concile Vatican II. Le tollé est d'autant plus grand que l'un d'entre eux, le prélat britannique Richard Williamson, a nié la Shoah deux jours plus tôt sur une chaîne suédoise.

31 janvier Le pape nomme l'ultraconservateur M^{gr} Wagner évêque auxiliaire de Linz, en Autriche. L'épiscopat autrichien oblige Rome à revenir sur sa décision.

5 mars L'archevêque de Recife, au Brésil, excommunique la mère d'une fillette de 9 ans ayant subi une IVG après un viol, ainsi que l'équipe

médicale. Il est soutenu par le Saint-Siège mais désavoué quelques jours plus tard par la Conférence nationale des évêques du Brésil et par un prélat du Vatican dans *L'Osservatore Romano*.

10 mars Le pape adresse une lettre à tous les évêques pour s'expliquer sur la levée de l'excommunication des intégristes.

17 mars Dans l'avion qui le mène au Cameroun dans le cadre de son premier voyage pontifical en Afrique, Benoît XVI affirme que le préservatif "aggrave" le problème du sida.



Cette Eglise qui ne voit plus l'être humain

Les maladresses de Benoît XVI sont le résultat du repli de la hiérarchie sur le dogme et l'abstraction, estime l'éditorialiste Barbara Spinelli.

LA STAMPA (extraits)

Turin

Il y a peut-être une part de vérité dans ce qui se dit des derniers propos et des derniers actes de Benoît XVI : il lui est particulièrement difficile de communiquer ce qu'il pense. Il s'embourbe sans cesse, mal soutenu par son entourage. Le faux pas, la déclaration précipitée, mal comprise, le guettent à chaque instant. Le pape lui-même, dans sa lettre aux évêques après la levée de l'excommunication des lefebvristes [voir p. 16], énumère les erreurs de gestion qui ont entraîné son imprévisible mésaventure.

Mais d'autres gestes sont venus s'ajouter [voir repères p. 13], que l'erreur de gestion ne suffit plus à expliquer. Certains commencent à parler de pathologie, de quasi-folie même. L'ancien Premier ministre français Alain Juppé parle d'autisme. Mais ces explications n'aident pas à comprendre. Il y a de la méthode dans cette folie.

Un conservatisme puissant refait surface, qui a des partisans et qui n'est pas autiste. Ceux qui tentent de ressusciter le concile Vatican II à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa convocation [le 25 janvier 1959] et qui voient dans les mésaventures papales quelque chose de plus profond sont plus proches de la vérité : l'association Notre 58 [Jean XXIII a été élu pape le 28 octobre 1958], par exemple, considère la tempête actuelle comme une épreuve spirituelle. Une épreuve pour le pape, pour les catholiques et pour la communauté des laïcs : l'occasion qui réveillera l'esprit du concile ou qui l'ensevelira à jamais. On n'a jamais tant parlé du concile que ces dernières semaines qui semblent le vider de son contenu. Plus que jamais, les figures de Jean XXIII et de Paul VI [qui a clos Vatican II] sont mises en avant. La lecture du dernier livre de l'historien de l'Eglise Alberto Melloni sur Jean XXIII permet de mieux comprendre ce qui s'est passé à l'époque de Vatican II et ce qui se passe aujourd'hui, et de comprendre que ce concile extraordinaire vient tout juste de commencer et qu'il se heurte à autant de résistances aujourd'hui qu'à l'époque.

Dans sa lettre aux évêques, le pape affirme : *"En ce moment de notre histoire, le vrai problème est que Dieu disparaît de l'horizon des hommes et que, tandis que s'éteint la lumière provenant de Dieu, l'humanité manque d'orientation."* Si Dieu disparaît vraiment, l'autorité de son vicaire est d'autant plus indispensable. Cette tentation n'est peut-être pas celle du pape, mais d'une partie de l'Eglise. L'*auctoritas* devient plus importante que la rencontre avec Jésus. Et il est urgent d'affirmer cette *auctoritas* à tout prix. De même que devient plus importante la hiérarchie, rigide, abstraite, des valeurs. Dans cet horizon vide ne restent plus qu'abstraction et pouvoir. L'archevêque brésilien José Cardoso Sobrinho affirme le monopole sur les valeurs et, surtout, il proclame que *"la loi de Dieu est supérieure à celle des hommes"*. *"L'avortement est beaucoup plus grave que le viol."*

Dans le second cas, la victime est adulte ; dans l'autre, c'est un innocent sans défense", a-t-il déclaré, se félicitant des éloges que lui a adressés le cardinal Giovanni Battista Re, préfet de la Congrégation des évêques.

Ni Sobrinho ni Re ne voient l'homme. Ni l'un ni l'autre ne voient que la fillette enceinte n'est pas adulte. Ils ne voient pas l'être humain, le bois tordu dont il est fait. Ce même être humain que voyait Jean XXIII à la veille du concile. Melloni rappelle la dernière page de son *Journal de l'âme*, écrite le 24 mai 1963, quelques jours avant sa mort : *"Aujourd'hui plus que jamais et bien plus que dans les siècles passés, notre tâche consiste à servir l'homme en tant que tel, et pas seulement les catholiques ; à défendre, avant toute chose et en tous lieux, les droits de la personne humaine, et pas seulement ceux de l'Eglise catholique. [...] Ce n'est pas l'Evangile qui change : c'est nous qui commençons à mieux le comprendre."*

Ces derniers mois sont une épreuve parce qu'une grande partie de l'Eglise ne pense

pas comme le pape et fait primer la liberté, la conscience, sur le dogme. Elle s'efforce de comprendre le présent, surtout là où l'homme est fragilisé, comme en Afrique ou dans les banlieues de l'Occident. Rappelons-nous de sœur Emmanuelle qui, à 63 ans, décide de vivre avec les chiffonniers des faubourgs du Caire et écrit un jour une lettre au pape Jean-Paul II dans laquelle elle lui explique la nécessité de la pilule pour des filles victimes de grossesses à répétition.

Elle le raconte dans un livre qu'elle a écrit peu avant sa mort (*J'ai 100 ans et je voudrais vous dire*, Plon, 2008). Jean-Paul II ne répondit pas à sa lettre. Il était sur la même longueur d'onde que Ratzinger. Mais le silence offre un avantage inestimable : c'est une ouverture infinie à l'humain. Sœur Emmanuelle lui en fut reconnaissante. Elle dit que son silence fut comme un baume. C'est le silence qui aujourd'hui fait défaut au Vatican. Le silence qui pense, qui a soif de savoir, qui écoute. Qui ne voit pas d'horizons vides.

En Afrique, le pape a évoqué le *"mythe"* de sa solitude, déclarant que ça lui *"donne envie de rire"*, étant donné qu'il a tant d'amis. Pourquoi ce rire ? Comment comprendre la douleur humaine sans la solitude ? Que reste-t-il, sinon l'admiration pour la force (la force du nombre des lefebvristes, évoquée dans la lettre du 12 mars) et l'oubli de ceux qui, impuissants, encourent l'anathème, comme la mère de la fillette brésilienne ou les malades qui se défendent comme ils peuvent contre le sida ? Voilà pourquoi ce que vit le pape est une épreuve. Une épreuve pour ceux qui continuent à redouter l'aggiornamento de Jean XXIII et qui semblent vouloir hâter la fin de l'Eglise pour en refaire une plus pure. Une épreuve pour ceux qui défendent Vatican II en tant que rupture et redécouverte d'une tradition très ancienne, la tradition du renaître par le haut, de l'esprit qui souffle où il veut, proche des croyants les plus divers.

Barbara Spinelli

▼ Dessin de Kichka, Tel-Aviv.



PRÉSERVATIF Lever le tabou au nom de la lutte contre le sida

L'évêque auxiliaire de Hambourg Hans-Jochen Jaschke prend ses distances avec le pape.

Une chose est absolument certaine : toute personne qui a le sida, une sexualité active et qui change fréquemment de partenaire doit se protéger et protéger les autres." Dans une tribune publiée la semaine dernière par l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, l'évêque auxiliaire de Hambourg Hans-Jochen Jaschke appelle le Vatican à lever *"le tabou du préservatif"* pour mieux aider à lutter contre la propagation du sida. Cette position, juge cet ancien étudiant de Joseph Ratzinger, du temps où celui-ci était professeur de théologie, serait conforme aux engagements de l'Eglise sur le terrain. *"Les institutions ecclésiastiques sont de plus*

en plus reconnues par l'ONU et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme des auxiliaires efficaces de la lutte contre le sida. [...] De tout temps, l'Eglise catholique s'est engagée aux côtés des malades ; le soin aux sidéens entre dans cette tradition et permet aux plus pauvres des pauvres de garder leur dignité", sur un continent où le virus lui-même continue d'être tabou.

"L'engagement de l'Eglise en Afrique ne consiste pas à ériger des tabous et des interdits. Elle ne cherche pas à faire peur aux gens en s'enfermant dans une position antipréservatif. Un regard serein sur les causes du sida exige que chacun et chacune soit encouragé à se comporter de manière responsable et morale. L'Eglise ne serait pas l'Eglise si elle n'invitait pas à conjuguer sexualité, amour et fidélité. La morale sexuelle chrétienne ne consti-

tue pas un thème dépassé. Mais une activité de prévention et d'éducation digne de ce nom doit prendre en compte les gens tels qu'ils sont, avec leurs faiblesses et leurs limites. Pour le dire clairement : le préservatif ne doit pas être tabou, mais il ne doit pas être non plus érigé en mythe, comme s'il résolvait tous les problèmes du monde."

M^{re} Jaschke cite en exemple l'Ouganda, où l'Eglise et l'Etat ont œuvré de concert pour promouvoir la méthode dite Abstinence, fidélité, préservatif. *"Cela fonctionne. Dans ce pays où le taux de prévalence du VIH est l'un des plus élevés du monde, la propagation de la maladie semble désormais endiguée. Il est tout à l'honneur de l'Eglise de promouvoir une éthique et une morale qui soient humaines et fassent que la vie vaille la peine d'être vécue."*



Vent de révolte chez les évêques

Avec les erreurs en chaîne du Vatican, le malaise gagne la hiérarchie catholique. Une crise inédite dans l'Eglise.

THE TABLET (extraits)
Londres

Même si sa lettre adressée aux évêques du monde entier lui a valu des témoignages de solidarité, le pape Benoît XVI apparaît comme un monarque solitaire au sein d'une curie romaine déboussolée. La tempête suscitée par la levée de l'excommunication des quatre évêques lefebvristes semble s'être calmée, mais on ne peut pas en dire autant de la crise qui s'est déclenchée à la suite des erreurs en chaîne sur lesquelles le pape a tenté de s'expliquer. Il y a désormais dans son pontificat un avant et un après la rupture. Et l'après soulève des questions sur le leadership de Joseph Ratzinger tout en révélant les tensions entre le gouvernement central de l'Eglise et d'éminents évêques de l'hémisphère Nord.

Derrière leurs messages de solidarité adressés au pape, les évêques expriment le souhait de le voir changer de façon de gouverner. La hiérarchie catholique allemande se déclare ravie que le pape veuille entrer "en dialogue avec les évêques" (signifiant par là que ça n'a pas été le cas jusqu'à présent). Les évêques français soulignent la nécessité pour le Vatican de s'habituer à "des échanges substantiels et riches", laissant entendre que la relation entre le pape et les évêques ne peut pas se résumer à des ordres venus d'en haut. En Suisse, l'évêque de Lugano, Pier Giacomo Grampa, exprime l'espoir que le style humble et fraternel de la lettre de Benoît XVI devienne le mode de gouvernance de l'Eglise au quotidien. Mais ce sont les évêques autrichiens qui ont émis le message le plus franc. L'Eglise, dirigée par le cardinal Christoph Schönborn, l'un des plus fidèles disciples de Joseph Ratzinger, rappelle au pape qu'il n'est pas le seul à souffrir et que c'est aussi le cas de "nombreuses Eglises locales et de personnes en dehors de l'Eglise".

Le principal problème de l'Eglise aujourd'hui n'est pas l'existence d'un clan anti-Ratzinger au sein de la curie romaine. Dans l'ensemble, les cardinaux qui dirigent les congrégations suivent fidèlement les instructions du pape. Il n'existe pas vraiment de foyers d'opposition ou de dissension. Le vrai problème est l'absence d'un guide doté d'une stratégie cohérente qui puisse tenir compte du contexte géopolitique et de l'opinion publique à la fois au sein et à l'extérieur de l'Eglise.

Le décret du Vatican levant l'excommunication des quatre évêques intégristes a été publié

deux jours après les fuites dans la presse sur l'interview de l'évêque lefebvriste Richard Williamson à une télévision suédoise dans laquelle il niait la Shoah. Deux jours qui laissent largement le temps à Benoît XVI et à ses collaborateurs de bloquer la publication du décret.

J'ai immédiatement pensé au 12 septembre 2006. Quelques heures avant que Benoît XVI ne prononce son discours à l'université de Ratisbonne, citant les propos anti-islam d'un lointain empereur byzantin, un groupe de journalistes (qui avaient reçu la copie du discours à 7 heures du matin) avaient prévenu le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi, que les déclarations du pape risquaient de poser des problèmes avec les musulmans. Benoît XVI n'a pas fait marche arrière et, résultat, il a dû exprimer à de nombreuses reprises ses regrets aux représentants de l'islam.

L'entourage du pape a pour devise : "Ne pas déranger le conducteur." Mais ce n'est pas ainsi que l'on guide une communauté de 1,2 milliard de fidèles. Il s'agit de la première véritable crise de gouvernance du pape. Par le passé, les crises concernaient les relations de l'Eglise avec d'autres religions : avec l'islam, avec la communauté juive à propos de la béatification de Pie XII. Cette fois, la crise a éclaté à l'intérieur même de l'Eglise.

Lorsque j'avais interviewé le cardinal Ratzinger en novembre 2004, quelques mois

▲ Dessin de Mix & Remix paru dans L'Hebdo, Lausanne.

avant le conclave qui allait l'élire pape, il expliquait : "Une Eglise mondiale, tout particulièrement dans le contexte actuel, ne peut pas être gouvernée par un monarque absolu... Tôt ou tard, on trouvera le moyen d'instaurer de manière réaliste une étroite collaboration entre les évêques et le pape. C'est le seul moyen de répondre aux défis de ce monde."

Benoît XVI n'a rien fait pour mettre en œuvre ce principe. L'affaire de la réintégration des lefebvristes a révélé le fond du problème : l'échec de la mise en place de la collégialité. Le pape Jean-Paul II privilégiait lui aussi un exercice du pouvoir fortement personnel. Mais il savait être à l'écoute de l'opinion publique mondiale, il avait un sens aigu de l'Histoire et était capable de faire des gestes susceptibles d'ouvrir des perspectives nouvelles à l'Eglise catholique et à l'ensemble de la chrétienté.

Aujourd'hui, sans ces progrès, le problème d'un exercice du pouvoir autoritaire et solitaire apparaît flagrant et les évêques du monde entier font de plus en plus entendre leurs exigences de collégialité. L'affaire de la nomination du prélat autrichien ultraconservateur Gerhard Maria Wagner comme évêque auxiliaire de Linz est à cet égard emblématique. Jamais une Conférence nationale des évêques ne s'était opposée à une nomination papale et n'avait contraint le pape à revenir sur sa décision. C'est pourtant ce qui s'est passé en Autriche. Et c'est le signe d'une tension larvée qui pourrait facilement exploser. De même, il n'était jamais arrivé qu'un archevêque déclare une excommunication, que le Vatican avalisera postérieurement, et que des évêques d'un autre pays protestent au point que le quotidien du Vatican, *L'Osservatore Romano*, éprouve le besoin de critiquer cette décision. C'est pourtant ce qui s'est passé au Brésil [voir ci-dessous]. La violente réaction de plusieurs évêques français a mis le Vatican en difficulté. Comme sous un volcan, on entend sous la surface du pouvoir romain des grondements de mauvais augure.

Marco Politi*

*Vaticanologue du quotidien italien *La Repubblica*.

BRÉSIL Une décision choquante qui irrite les croyants

Déjà en 1980, les évêques réunis en synode à Rome sur le thème de la famille avaient noté un dangereux déphasage entre ce que dit le magistère de l'Eglise et ce que pensent et vivent une grande partie des chrétiens. Aujourd'hui, ils peuvent mesurer ce déphasage à la façon dont les fidèles ont réagi à l'attitude de dom José Cardoso Sobrinho. L'archevêque d'Olinda et de Recife a prononcé [le 5 mars] l'excommunication de tous ceux qui avaient contribué à l'avortement, à Recife, d'une fillette de 9 ans, enceinte de jumeaux après avoir été violée par son beau-père.

"Cette excommunication m'a attristée, cette enfant n'avait aucune chance de survivre à sa grossesse. Si elle n'avait pas avorté, il y aurait à présent trois morts au lieu de deux", dit Lenira Moraes, médecin au secrétariat à la Santé de São Paulo. Catholique pratiquante, elle affirme par ailleurs qu'elle se sentirait coupable devant Dieu si elle ne recommandait pas à ses patients le préservatif, afin de leur

éviter de contracter le sida. "J'ai trouvé cette excommunication absurde et totalement radicale", confie Flávia Martins, 49 ans, vendeuse dans une boutique de décoration et paroissienne de l'église Saint-Judas. Maria Cândida, 38 ans, vendeuse ambulante, ne dit pas autre chose : "C'est une absurdité. L'Eglise catholique est très coupée des problèmes quotidiens des gens."

"Même si cette fillette avait pu supporter sa grossesse, on doit aussi considérer l'aspect psychologique", observe le théologien João Batista Libânio, de l'Institut Santo Inácio, à Belo Horizonte. "Il serait simpliste de dire que l'évêque est du côté de la vie et que les autres sont du côté de la mort, c'est grotesque. Tous ceux qui pratiquent un avortement, comme dans le cas présent, agissent de façon responsable. Quand une fillette se trouve en danger de mort, transformer cela en débat sur la vie et la mort est une insulte à notre intelligence." "L'acte d'excommunication ne tient pas

compte du fait qu'avant d'être juge l'Eglise est mère et seulement après maîtresse", affirme le père Edênio Valle, coordinateur du programme de 3^e cycle en sciences de la religion à l'Université catholique de São Paulo. "Cette décision ne tient compte ni de ce que dit le droit canon, à savoir que la peine prévue par la loi [l'excommunication] doit être tempérée pour qui a agi poussé par le besoin, ni des circonstances dramatiques de ce cas précis", poursuit-il, en ajoutant que, si le Christ veut la miséricorde et non le sacrifice, comme le dit la Bible, "cela devrait être le premier critère pastoral pour guider l'action d'un évêque". La Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) s'est démarquée le 13 mars de l'archevêque de Recife en affirmant que la mère de la fillette n'était pas excommuniée, parce qu'elle avait agi "sous la pression des médecins et dans le seul but de sauver la vie de sa fille".

José Maria Mayrink et Lourival Sant'Anna, O Estado de São Paulo, Brésil



Le jour où plus personne ne protestera

La réhabilitation des évêques lefebvristes a mis l'Eglise en émoi. A tel point que le pape a éprouvé le besoin de se justifier. L'analyse d'un théologien italien en vue.

LA REPUBBLICA

Rome

Même pour le très expérimenté porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi, la lettre du pape* au sujet de la levée de l'excommunication des quatre évêques lefebvristes "est un document inhabituel".

Ne serait-ce que pour cette raison, parce qu'il s'agit d'une des rares choses inhabituelles émanant d'une institution qui puise sa force dans des habitudes séculaires, elle mérite la plus grande attention. Adressée aux évêques de l'Eglise catholique, cette lettre peut être qualifiée de mini-encyclique. Son objectif, comme le dit le pape lui-même, est de "contribuer à la paix dans l'Eglise". Prenant acte que la paix dans l'Eglise est troublée, le pape entend la rétablir. Nul doute que le trouble doit être considérable pour pousser le pape à faire un pas aussi "inhabituel" et, ajouterai-je, aussi retentissant. Mais à qui la faute si la paix de l'Eglise est troublée ? Le pape identifie trois groupes de "méchants" : 1) les lefebvristes ; 2) les fonctionnaires du Vatican, qui ne l'ont pas informé que M^{re} Williamson était négationniste ; 3) les catholiques qui ont protesté "avec une hostilité prête à se manifester".

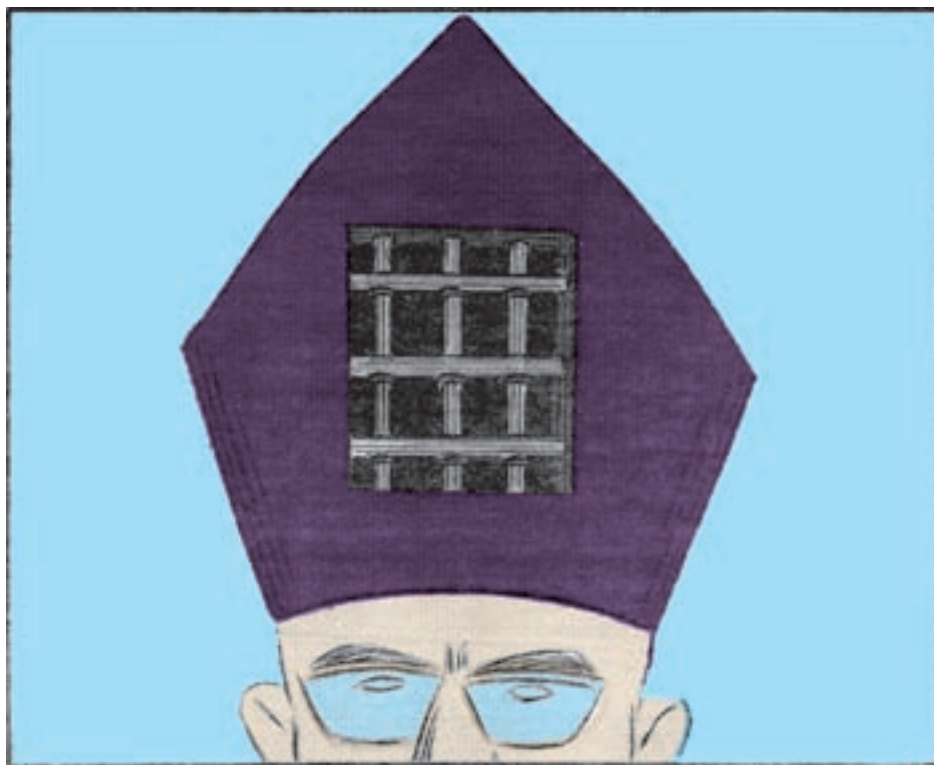
Le premier groupe de méchants reste en réalité à l'arrière-plan : on savait déjà qu'ils l'étaient, et le sens de l'initiative papale visant à lever leur excommunication était précisément de contribuer à leur retour dans le giron de la grande Eglise en leur faisant enfin accepter le concile Vatican II.

Le deuxième groupe de méchants, ce sont ces dirigeants du Vatican qui ont omis d'informer le pape sur ce qu'il en était réellement de M^{re} Williamson : "Le fait que le cas Williamson se soit superposé à la levée de l'excommunication a été pour moi un incident fâcheux imprévisible." Le pape reconnaît qu'il aurait suffi de consulter Internet pour s'éclaircir les idées ("suivre avec attention les informations auxquelles on peut accéder par Internet aurait permis d'avoir rapidement connaissance du problème"), et ajoute : "J'en tire la leçon qu'à l'avenir, au Saint-Siège, nous devons prêter davantage attention à cette source d'informations." Benoît XVI admet en outre une seconde erreur de la part de la machine vaticane en écrivant que "la portée et les limites de la mesure du 21 janvier 2009 [la levée de l'excommunication] n'ont pas été commentées de façon suffisamment claire au moment de sa publication". Il voit donc deux erreurs de la part de la curie romaine : l'une sur le fond, l'autre sur la forme. La conséquence en est que l'instance qui aurait dû lui fournir les informations nécessaires et ne l'a pas fait [la commission pontificale Ecclesia Dei, qui suit le dossier des lefebvristes voulant réintégrer pleinement l'Eglise] est placée sous la tutelle de la Congrégation pour la doctrine de la foi [que

► Dessin d'El Roto paru dans El País, Madrid.

■ Scénario noir

Quatre ans se sont écoulés depuis la mort de Jean-Paul II. Mais, au pays du "pape polonais", on ne peut s'empêcher de comparer son pontificat – "exceptionnel" – à celui du "pape allemand". L'hebdomadaire de gauche *Polityka* se projette dans l'après-Ratzinger et imagine, à l'occasion de la visite papale en Afrique la semaine dernière, un "scénario noir". "En 2005, les cardinaux n'ont pas été aussi courageux que les Américains qui ont élu Obama en 2008. Mais une barrière psychologique vient de tomber. Un pape non européen serait un signe d'ouverture dans l'Eglise. Ce serait aussi un moyen de 'valoriser' les fidèles dans les pays du tiers-monde. Ce choix serait risqué, mais la stagnation [lire Benoît XVI] est encore pire."



Joseph Ratzinger présidait avant de devenir pape]. Mais même ce deuxième groupe de méchants ne justifiait pas à lui seul cette mini-encyclique : le linge sale, surtout au Vatican, se lave en famille.

On en arrive donc au troisième groupe de méchants, qui, à mon sens, est le véritable objet de la lettre de Benoît XVI : ce sont ces catholiques ayant réagi "avec une hostilité prête à se manifester". La vraie cible de la lettre du pape, ce sont donc les "protestants" catholiques, autrement dit ces catholiques qui dans le monde entier ont protesté contre la levée de l'excommunication de M^{re} Williamson. Mais le pape sait bien – et il l'écrit avec la clarté qui caractérise depuis toujours la théologie de Joseph Ratzinger – que ce malaise "révélaient des blessures remontant au-delà de l'instant présent". L'avalanche de protestations qui ont provoqué "la souffrance évidente" de Benoît XVI (pour reprendre les termes de Lombardi) a certes été déclenchée par le cas Williamson, mais la neige s'était accumulée depuis longtemps.

LE SCHISME SOUTERRAIN DE MILLIONS ET DE MILLIONS DE LAÏCS

J'aimerais souligner deux choses à ce propos. 1. Comme le rappelle le pape lui-même, la polémique au sein de l'Eglise remonte aux temps du Nouveau Testament, et j'ajouterai d'ailleurs que Jésus a été le premier à en faire usage, ce qui signifie que la polémique et la franche discussion ne sont pas un mal en soi si elles ont lieu de façon ouverte, avec des arguments précis et le plus rationnels possible, exposés par des interlocuteurs qui avancent à visage découvert et luttent pour la vérité et surtout sans rancune personnelle. Je pense qu'il faut revenir à la franchise de rapports et de parole de l'Eglise apostolique. C'est seulement ainsi que l'Eglise redeviendra attrayante pour les hommes d'aujourd'hui. Bien entendu, comme le dit le pape, il y a toujours le risque

d'une "liberté mal interprétée", mais c'est un risque à courir si l'on veut être en phase avec son temps. Ce qui prouvera que la liberté a été bien ou mal interprétée, ce sera la capacité à générer le bien, la justice et l'unité.

2. Le pape fait bien de s'attacher à recoudre la plaie qui s'est ouverte avec la communauté lefebvriste, mais en même temps je me demande s'il ne devrait pas se préoccuper aussi du "schisme souterrain" qui concerne des millions et des millions de laïcs. Si quelques milliers de religieux lefebvristes ont une telle importance à ses yeux, pourquoi les innombrables chrétiens qui se sentent éloignés d'une Eglise souvent trop rigide et insensible n'en ont-ils pas davantage encore (on pense par exemple aux divorcés remariés, à qui l'on refuse les sacrements) ? Et pourquoi tant de compréhension à l'égard des lefebvristes et tant de dureté et d'intransigeance à l'égard de ces évêques, de ces prêtres et de ces théologiens qui cherchent à concilier l'Evangile et les exigences de la postmodernité ?

La lettre de Benoît XVI comporte quelques passages magnifiques, comme lorsqu'il affirme le primat de la spiritualité en disant que, pour l'Eglise, "la priorité qui prédomine est de rendre Dieu présent dans ce monde et d'ouvrir aux hommes l'accès à Dieu" ; ou encore quand il fait l'éloge de l'œcuménisme, du dialogue interreligieux et de la dimension sociale de la foi. Voilà le pape dont nous avons besoin, et il ne doit pas craindre les catholiques qui protestent avec franchise et honnêteté intellectuelle contre certaines décisions parce qu'ils prouvent, ce faisant, qu'ils aiment encore l'Eglise. Le jour où ils ne protesteront plus, il n'y aura plus que de l'indifférence.

Vito Mancuso**

* On peut le lire sur le site de la Conférence des évêques de France (www.eglise.catholique.fr).

** Théologien catholique italien. Il est l'auteur de *De l'âme et de son destin* (Albin Michel, 2009), best-seller en Italie.

PUBLICITÉ



RUSSIE

Un "dissident" à l'assaut de la mairie de Sotchi

Boris Nemtsov, ex-protégé surdoué de Boris Eltsine, qui végète aujourd'hui dans les rangs d'une opposition exsangue, ambitionne de diriger la future ville olympique.

VZGLIAD (extraits)

Moscou

Boris Nemtsov se voit naturellement déjà vainqueur : "Si par miracle les élections [du 26 avril] sont transparentes, nous sommes sûrs de les remporter." Qui donc tiendrait un autre genre de discours avant de se lancer dans la bataille ? De fait, il a ses chances, même si elles ne sont pas aussi grandes qu'il l'affirme. Il dispose pour cela d'un atout absolu : sa personnalité et sa notoriété. Certes, à Sotchi comme un peu partout en Russie, la plupart des gens ont une très mauvaise opinion de lui. Les épithètes qui lui collent à la peau – "traître", "agent de l'Occident", et, dans un autre genre, "Roméo" ou "Narcisse" – sont toujours bien présentes dans les esprits. Cela fait tout de même dix ans que la télé lui façonne une image d'égoцентриque ennemi de la Russie.

D'un autre côté, le fait qu'il se présente et aille à la rencontre de la population pourrait en partie changer l'idée que les électeurs se font de lui. Vu de près, l'"agent de l'Occident" se révèle être un homme sympathique, sportif, charismatique, au discours expressif. En cela, il se distingue avantageusement de nombre d'amibes tapageuses ou endormies qui prétendent se faire passer pour des hommes politiques. Ce ne sera donc pas une compétition entre adversaires de même force ; cette élection se jouera pour ou contre Nemtsov. Son calcul est on ne peut plus simple. Il sait qu'en présence d'un grand nombre de candidats (et cette élection va en attirer comme les fleurs attirent les abeilles), il a de bonnes chances d'arriver en tête du premier tour. Pareil score constituerait une victoire écrasante pour lui et Solidarité [qui a succédé à l'Union des forces de droite, parti historique des libéraux russes, non représenté à la Douma depuis 2003], surtout en regard de leurs échecs constants. Selon toute vraisemblance, Nemtsov devrait atteindre le second tour, mais il est presque certain qu'il perdra celui-ci.

L'analyse sociologique est formelle : partout en Russie, la colère vis-à-vis des "maudites années 1990", dont Nemtsov est le symbole, est incomparablement plus forte que vis-à-vis des années 2000, même en tenant compte de la crise. Sotchi ne fait pas exception. Russie unie, le parti du pouvoir, doit simplement présenter un candidat populaire, pour quoi pas un grand nom du sport, et l'affaire sera dans le sac.

Imaginons tout de même que Nemtsov atteigne son objectif et que son rêve se réalise. On est forcé de faire le rapprochement avec Nikita Belykh. Voici deux anciens chefs de l'Union des forces de droite. Ensemble, ils ont



▲ Dessin de Krauze paru dans The Guardian, Londres.

■ Candidats sulfureux

Andreï Lougovoi ne sera finalement pas candidat à la mairie de Sotchi.

Député du parti ultranationaliste de Vladimir Jirinovski, le LDPR, il est, aux yeux de la justice britannique, le principal suspect dans la retentissante affaire du meurtre d'Alexandre Litvinenko, en 2006 à Londres. Le LDPR a nié tout lien entre le passé sulfureux de cet ancien officier du KGB et la décision de retirer sa candidature.

Un autre candidat à la mairie, Alexandre Lebedev, est un riche homme d'affaires russe qui a racheté début 2009 le quotidien londonien Evening Standard. Ayant lui aussi appartenu au KGB, il n'a pas les faveurs de la presse britannique, qui le présente comme un "ancien espion".

inlassablement manifesté contre le pouvoir. Désormais, ils tentent tous deux d'accéder au pouvoir. Mais Belykh a été nommé par le pouvoir [gouverneur de la région de Kirov], tandis que Nemtsov, lui, veut se faire élire maire sous une étiquette d'opposant. On peut penser ce qu'on veut de lui, mais Nemtsov est honnête. Personne ne l'a jamais accusé de manière crédible d'être corrompu quand, à un peu plus de 30 ans, il était gouverneur de l'immense région de Nijni-Novgorod, ni quand il est devenu premier vice-Premier ministre à l'approche de la quarantaine. Oser suggérer qu'à 50 ans il aurait décidé de "rattraper l'argent perdu" en profitant de Sotchi, alors même que chacun de ses gestes sera observé à la loupe, que dis-je, au microscope, est proprement ridicule.

AUSSI HOSTILE À POUTINE QUE ELTSINE L'ÉTAIT À GORBATCHEV

Je pose donc la question : pourquoi Nemtsov veut-il devenir maire ? A 50 ans, en pleine possession de ses moyens, fort comme un bœuf (il pourrait quasiment prendre part aux JO), il en a plus qu'assez de cette vie oisive, à jouer les play-boys, dénoncer le pouvoir en place, faire de la figuration dans de vaines réunions mondaines d'anciennes gloires... On comprend très bien qu'il veuille un emploi du temps mieux rempli. Maire de Sotchi, une ville de 400 000 habitants qui s'apprête à accueillir les JO, ça, c'est excitant ! Mais cela fait longtemps que sa carrière est bien supérieure à celle d'un simple maire. C'est un personnage d'envergure nationale. Il ne va pas s'engager pour de bon dans des questions de réchauffement et d'écologie. En 1990, quand Boris Eltsine avait accédé au poste de "président du Comité du Soviet suprême de l'URSS pour l'ar-

chitecture et la construction", il était peu préoccupé de construire. Ce qui l'intéressait, c'était d'abord d'ébranler les fondations. Cette analogie n'est pas fortuite. Il est beaucoup plus pertinent de comparer Nemtsov à Eltsine qu'à Belykh. En 1989, Eltsine s'était présenté aux élections [au Congrès des députés du peuple, pour la région de Moscou] non pour revenir au pouvoir mais pour jeter à bas le pouvoir. Nemtsov est à peu près aussi hostile à Poutine que Eltsine l'était à Gorbatchev.

S'il était élu, Nemtsov serait un caillou dans la chaussure du pouvoir. La station balnéaire se transformerait en forteresse. Sotchi deviendrait la place forte de l'opposition. Au début, les habitants auraient sans doute l'impression de vivre quelque chose d'intéressant. Mais je crains qu'être les otages des jeux politiques nationaux les exaspère vite. Ce sont des gens normaux, ils ont probablement de vagues envies de fronde, un patriotisme local, mais il n'entre pas dans leurs projets d'entamer une confrontation sérieuse avec la région de Krasnodar, encore moins avec Moscou. Nemtsov a beau affirmer que sa "priorité, ce sont les problèmes de Sotchi et de ses habitants", ceux-ci pourraient penser qu'un maire dissident constituerait précisément leur plus gros problème...

Ce qui va arriver à Nemtsov sera instructif, aussi bien pour lui-même que pour le pays dans son ensemble. C'est un "maire pour une époque révolutionnaire", comme Eltsine, en 1989, était un "député de la révolution". Mais en 1989, on était en pleine tempête, et la révolution frappait à la porte. En 2009, la situation est tout autre. C'est pour cela qu'Eltsine avait été élu, et que je pense que Nemtsov ne le sera pas. Si le décompte des voix est honnête.

Leonid Radzikhovski

HONGRIE

Pourquoi Gyurcsány préfère partir

Très contesté, le Premier ministre était perçu comme un obstacle aux réformes économiques.

HETI VILÁGGAZDASÁG (extraits)

Budapest

Ferenc Gyurcsány est l'un des politiciens les plus impopulaires de Hongrie. Les électeurs l'identifient à ses aveux de mensonge, à ses nombreuses réformes (santé, fiscalité, secteur public...) et à ses échecs. Depuis son discours [censé rester confidentiel] de mai 2006, où il reconnaissait avoir menti sur l'état réel de l'économie nationale, il ne détenait plus la véritable légitimité [il avait ensuite reconnu "avoir merdé"] : celle du peuple. La majorité écrasante des Hongrois ne le croyait plus et pensait qu'il était incapable de tenir ses promesses.

C'est alors que la crise est arrivée. A la tête du gouvernement, Gyurcsány a dû geler, voire retirer, toutes ses réformes. Aujourd'hui, 91 % des Hongrois disent que le pays va dans la mauvaise direction et que les responsables en sont lui et son parti, le MSZP [ex-communiste]. Pour Gyurcsány, le plus grand danger est que la crise le balaie de la scène et que, relativement jeune, il entre dans l'Histoire comme l'une des personnalités les plus détestées du pays. En démissionnant de son poste de Premier ministre, il veut à la fois assurer ses arrières (il garde la présidence du MSZP) et refiler la patate chaude à quelqu'un d'autre.

Quelles sont les motivations de Gyurcsány ? Que le MSZP trouve quelqu'un qui serait soutenu par une majorité parlementaire et capable d'introduire les réformes douloureuses. La crise économique a tout bouleversé. C'est désormais une coupe de 1 000 milliards de forints [3,3 milliards d'euros] qui est nécessaire dans le budget hongrois. Un véritable massacre. Mais où trouver l'oiseau rare, celui qui sera accepté à la fois par le monde de la finance et par les partis de gauche et de droite ? L'unique espoir des socialistes est que cet homme n'existe pas et qu'on doive très vite revenir à la case départ.

Ce scénario ne peut être favorable qu'à Gyurcsány. Il garde une chance de pouvoir revêtir un jour le rôle d'un homme politique de gauche, un démocrate socialiste, fêru de réformes. Il entrera dans l'Histoire comme celui qui a "merdé" une fois, certes, mais qui a essayé de réparer les dégâts.

András Mózer

UNION EUROPÉENNE

Les Européens ont enfin décidé de se prendre en main

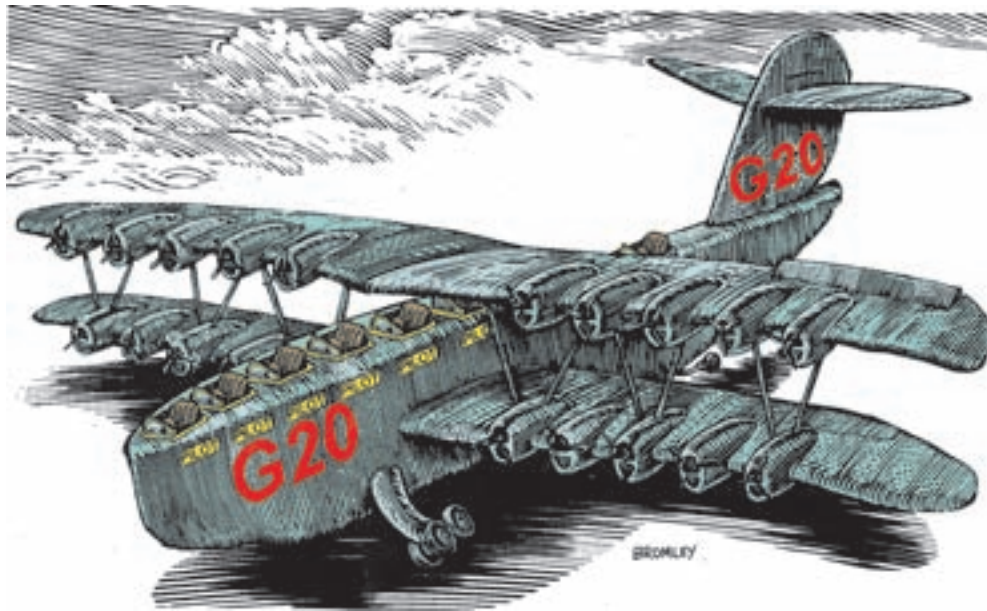
Pour sortir rapidement de la crise, les Vingt-Sept n'attendent plus que le salut vienne de l'extérieur. Lors du prochain sommet du G20, le 2 avril à Londres, ils présenteront leurs propositions.

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich

Il y a vingt ans, le mur de Berlin tombait. Sous ses décombres se retrouvait ensevelie l'idée qui avait prévalu jusqu'alors dans les pays d'Europe de l'Est – celle que ce qui était bon pour l'Union soviétique était bon pour nous. En cette année de jubilé de la chute du Mur, c'est l'ancien pendant occidental de cette idée qui est dépassé par la réalité – celui qui voulait que les Etats-Unis montrent toujours la voie pour sortir d'une crise. Pendant des années, les Européens (de l'Ouest) ont regardé de l'autre côté de l'Atlantique et pris exemple sur le modèle américain. Celui-ci n'existe plus aujourd'hui. Face aux agissements du nouveau gouvernement américain dans cette crise, les Européens se voient soudain contraints de faire ce qu'ils n'avaient jamais osé auparavant : avancer tout seuls.

C'est exactement ce qu'ont décidé les chefs de gouvernement européens, qui s'étaient réunis les 19 et 20 mars à Bruxelles pour leur sommet de printemps traditionnel. L'Union européenne (UE) se retrouve soudain unie sur une même politique face à la crise. Quand les vingt économies les plus puissantes du monde se rencontreront à Londres le 2 avril, l'Europe déposera sur la table une liste de revendications communes. On y trouvera énumérées nombre de propositions destinées à maîtriser la crise et à éviter d'autres malheurs à l'avenir [voir ci-contre].

Cette assurance n'est pas habituelle. Aux yeux de certains Européens, elle est même excessive. Après tout, pour beaucoup de gens, l'UE se résume avant tout à des querelles mesquines sur les ampoules électriques, les fruits à l'école ou l'électricité. Or ce n'est pas si simple. L'Europe a effectivement toutes les raisons d'intervenir avec force et assurance. Elle est même d'autant plus forte qu'elle a réussi à se réconcilier après ces chamailleries.



▲ Dessin de David Bromley paru dans le Financial Times, Londres.

Dans un premier temps, les quatre plus grands Etats avaient tenté de maîtriser la crise tout seuls, mais la rencontre entre Allemands, Britanniques, Français et Italiens [le 4 octobre 2008 à Paris] avait indisposé les autres gouvernements. Puis les pays de la zone euro s'étaient réunis séparément [le 12 octobre, également à Paris], et un président français trop zélé a voulu fonder un gouvernement économique européen qu'il aurait dirigé lui-même. Ce problème était à peine réglé que certains pays ont voulu fermer leur marché. Finalement, les Vingt-Sept se sont réunis au complet à Bruxelles pour accorder leurs stratégies face à la crise et sont tombés d'accord. Il s'est finalement révélé payant de procéder pas à pas et de laisser mûrir les décisions. Dans ce processus difficile, tout le monde a dû faire des concessions. Nicolas Sarkozy a renoncé à demander un accroissement des compétences économiques de l'UE. La chancelière Angela Merkel a affecté quelques millions d'euros à des projets économiques européens. Gordon Brown a accepté de faire surveiller plus étroitement les marchés financiers à l'avenir, tournant ainsi pour la première fois le dos aux Etats-Unis.

Les petits Etats n'ont pas protesté. Les pays d'Europe de l'Est se sont sentis suffisamment informés dans ce grand débat. Ils ont été satisfaits que l'UE se dise prête à agir de façon solidaire en cas de besoin. Même les Autrichiens se sont réjouis que l'Europe approvisionne le fonds d'aide d'urgence aux pays de l'Est hors zone euro [il est passé à 50 milliards d'euros]. Après tout, leur prospérité dépend de la survie des banques d'Europe de l'Est où ils ont placé leur argent. Les participants au sommet ont entre outre veillé à la qualité de l'ambiance : Jean-Claude Juncker, le Premier ministre luxembourgeois, a été assuré que son pays ne figurerait

pas sur la liste noire des paradis fiscaux. L'UE sera en mesure de montrer la voie dans cette crise parce qu'elle a découvert une chose précieuse. Chaque pays a finalement compris que tout le monde n'ira bien que si chacun est prêt à faire des

24 résolutions

Le 2 avril, à Londres, l'Union européenne soumettra aux membres du G20 un catalogue commun de 24 mesures pour sortir de la crise. "Les Vingt-Sept sont avant tout tombés d'accord pour ne pas suivre l'exemple américain", constate la *Süddeutsche Zeitung*. En clair : pas de nouveau programme de relance, un engagement à limiter les déficits publics et un appel à une réforme mondiale du système financier. Le fonctionnement du Fonds monétaire international (FMI) doit être revu, et un contrôle plus strict exercé sur les banques, les fonds de pension et les agences de notation.

concessions. Il n'y a désormais plus aucune raison logique qui empêcherait le plus grand espace économique mondial de mener le bal quand il s'agira d'élaborer les nouvelles règles du système économique et financier mondial.

Cerstin Gammelin

rfi
Carrefour de l'Europe
Dimanche à 14h10 (et 20h10) sur RFI, présenté par Daniel Desesquelle
avec Eric Maurice de **COMPTON**
Retrouvez l'émission sur www.rfi.fr



SLOVAQUIE

Jelsava attend son sauveur russe

Avec un taux de chômage de 30 % et une criminalité en hausse constante, les 3 000 habitants de cette ville, dont la moitié sont roms, s'en remettent à l'argent russe pour sortir de l'ornière.

SME (extraits)
Bratislava

Lorsque le maire de Jelsava, dans le sud-est du pays, égrène les problèmes de criminalité et de pauvreté que rencontre sa commune, il précise bien que ces derniers n'ont rien à voir avec la crise mondiale. *"Nous ne l'avons même pas ressentie : chez nous, la crise est là depuis des années"*, explique avec une ironie amère Milan Kolesar. Récemment, il a décidé de suspendre le paiement des aides sociales à tous les Roms de sa commune, à la suite de l'agression en plein jour, à son domicile, d'une retraitée par trois jeunes de cette communauté. *"Il fallait que j'exprime mon mécontentement. J'ignore si cela sera efficace, au moins ça provoquera un débat, peut-être cela attirera-t-il même l'attention de l'Etat. On supportait qu'ils nous volent les clôtures, les portails, les bouches d'égout ou encore tout le cuivre d'une toiture d'un manoir du centre-ville. Mais qu'ils agressent des citoyens respectables, ça non ! C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase"*, s'emporte le maire, pour qui les Roms sont responsables de "99 %" des crimes et délits commis dans sa ville.

UNE SOCIÉTÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE EN RENFORT

Cette dernière compte quelque 3 000 habitants – dont une bonne moitié de Roms – et connaît un taux de chômage de 30 %. C'est à la fin des années 1990, lors de la restructuration de l'industrie minière, que Jelsava a connu sa plus grande immigration rom. A cette époque, la population active a progressivement quitté la ville au profit de familles roms qui ont racheté les maisons pour des sommes dérisoires. Petite bourgade à la frontière hongroise, Jelsava fut à l'époque communiste un site militaire stratégique. Plus tard, les soldats tchécoslovaques ont remplacé l'armée russe dans les casernes. La présence de la garnison a créé des emplois et fait le bonheur des petits commerçants. Mais, lorsque le dernier soldat est parti, l'armée n'a laissé qu'un canon sur la grand-place et un manoir du XVII^e siècle dont personne ne veut s'occuper.

Depuis des années, le chômage n'est jamais descendu en dessous des 25 %. La dernière usine locale de magnésite licenciée. Bientôt, un habitant sur trois en âge de travailler sera sans emploi. Les retraités de Jelsava ont désormais peur non seulement dans la rue, mais aussi chez eux. Le maire a recouru à une société de sécurité et emploie également neuf assistants sociaux. D'après les habitants, ces mesures arrivent un peu tard, alors que la ville est déjà connue sous le nom de "petit Bronx". Restés longtemps coupés du monde, les Roms de Jelsava ont un très faible niveau d'éducation. Bon

► Dessin de Matt Kenyon paru dans The Guardian, Londres.



nombre d'entre eux sont analphabètes. C'est un assistant social, Ladislav Berky, qui assure les contacts avec la commune. Sa première tâche a été de leur apprendre à signer, car les petites croix n'étaient plus acceptées par les autorités. Erika Kriakova, elle aussi employée au service social de la ville, ne cache pas son pessimisme. *"Il est impossible de trouver du travail à Jelsava. Le nombre d'habitants baisse. Les jeunes partent. Ils ne reviendront jamais. Mes deux filles, étudiantes, n'ont qu'un mot à la bouche : partir, partir, partir."*

Lorsque l'armée soviétique a quitté la ville, au début des années 1990, personne ici n'aurait imaginé qu'un jour le retour des Russes serait perçu comme une providence. Dans cette vallée de la faim, on espère que l'investisseur russe MPG Holding, qui a acquis les anciennes casernes, investira quelque 300 millions d'euros et pourra créer jusqu'à 300 emplois. Les Russes voudraient les transformer en usines de traitement du silicium. *"Ils sont notre seul espoir"*, clame haut et fort le maire. A ce jour, l'investisseur russe n'a recruté qu'une poignée d'agents de sécurité. Malgré les retards successifs de cet investissement, Milan Kolesar croit encore au retour de la vie dans sa ville et, avec elle, à celui de l'instruction, du plein-emploi et, enfin, de la sécurité. Cependant, avec la crise actuelle, le retour des Russes est loin d'être certain.

Daniel Vrazda

ROUMANIE

Dacia ne tourne plus très rond

A Mioveni, la vie est rythmée par l'industrie automobile. Inquiets de la baisse des carnets de commande, les habitants font grise mine.

GANDUL (extraits)
Bucarest

Qui dit Mioveni [dans le sud de la Roumanie, près de Craiova] dit Dacia. Ici, on construit des voitures depuis 1968. Et cette commune de quelques dizaines de milliers d'habitants est devenue une ville-dortoir, excroissance de l'immense usine sur la colline : la ville Dacia. Dans l'ombre du plus grand constructeur roumain, filiale de Renault, ses habitants vivent leur vie au rythme du marché automobile. Lorsqu'une usine doit ralentir ou fermer provisoirement, comme cela a été le cas fin 2008 et, plus récemment, en janvier, ce sont eux qui souffrent le plus. Actuellement, 60 % des 36 000 habitants de Mioveni dépendent de Dacia. La plupart des couples sont des "mariages Dacia". Plus de 80 % des occupants des HLM sont ou ont été des salariés de l'usine.

Danut Galan, 41 ans, carrossier, a connu sa femme dans l'atelier de séchage des voi-

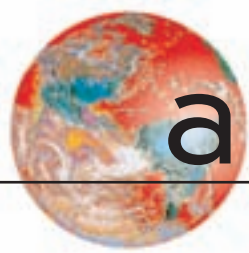
tures fraîchement peintes. *"C'était en 1985, du temps de Ceausescu. Il faisait très froid et le chauffage ne marchait jamais. Pendant les pauses, on avait l'habitude de s'y réfugier pour trouver un peu de chaleur"*, se souvient-il. A cette époque, il n'y avait que quatre immeubles pour les employés de l'usine. Ceux qui étaient seuls écrivaient sur le dos des enveloppes qu'ils envoyaient à la maison *"Village Mioveni, Foyer de célibataires n° 2"*. Danut Galan vit désormais dans un quatre pièces. Il est devenu chef d'unité dans l'atelier carrosserie. Il a 63 personnes sous ses ordres et gère deux lignes d'assemblage. Son fils de 22 ans l'a déjà dépassé. *"Il travaille sur le H79, le modèle 4 x 4. Je l'ai vu, c'est un vrai piège à nanas"*, lance-t-il.

La vie des habitants de Mioveni, leur travail comme leurs loisirs, tourne toujours autour du même sujet : les voitures. En bas des HLM, ils discutent à n'en plus finir des différents modèles, s'échangent des tuyaux pour mieux entretenir leurs voitures (des Dacia, forcément !). *"Dans mon bâtiment, il n'y a que trois familles qui n'ont pas travaillé*

chez Dacia", explique Danut Galan qui, comme tout le monde ici, n'a jamais mis les pieds chez un garagiste. *"On se débrouille entre voisins. Avec les compétences des uns et des autres, on pourrait fabriquer une voiture entière sur notre palier"*, dit-il. Quand Elena a connu son futur mari, mécanicien chez Dacia, elle était encore au lycée, et elle faisait partie du groupe de danse de l'usine. Par la suite, elle a été elle aussi embauchée chez Dacia comme ouvrière à la taille des métaux. Vingt-huit ans plus tard, elle y travaille encore, manipulant des pièces de 14 kilos. *"Nous confectionnons plus de mille unités par jour. Nos instruments de travail sont désormais automatisés, mais je travaille quand même plus vite que les robots"*, explique-t-elle fièrement.

Pour ressentir les effets de la crise, rien ne vaut une petite promenade entre les étals du marché de Mioveni. Les vendeurs de fruits et de légumes font grise mine, tout comme le boucher, Mihai Costescu. *"Avant, les gens venaient tous les jours acheter des rôtis et des côtelettes. Aujourd'hui, ils demandent des os pour faire une soupe."*

Daniel Befu



ÉTATS-UNIS

Tim Geithner placé en première ligne par Obama

Malgré quelques casseroles et des difficultés à s'imposer, le ministre des Finances est au cœur de la stratégie du président. Il espère marquer des points avec le plan bancaire qu'il a dévoilé le 23 mars.

FINANCIAL TIMES (extraits)

Londres

Le 21 novembre 2008, le Dow Jones a enregistré sa plus forte hausse depuis des semaines (6,5 %) après l'annonce de la nomination de Tim Geithner au poste de ministre des Finances. Les marchés ont ainsi salué avec soulagement le départ de Henry Paulson, qui occupait le poste sous Bush. Son visage amaigri et fatigué reflétait l'épuisement de Wall Street. Tim Geithner représentait une nouvelle approche technocratique digne de confiance. *"C'est un homme intelligent"*, confiait Barack Obama, le 19 mars, sur le plateau du *Tonight Show* de Jay Leno. C'était la troisième fois de la semaine qu'il prenait la défense de son ministre. *"Il est calme et réfléchi. Je pense que les gens ne se rendent pas compte de la difficulté de la tâche qui lui incombe. Il n'a pas seulement une crise bancaire sur les bras, il doit gérer la plus grave récession que nous ayons connue depuis 1930."*

Aucun autre ministre des Finances n'a en effet eu à affronter autant de problèmes en même temps. En plus de devoir formuler un plan de sauvetage de plusieurs centaines de milliards de dollars pour le secteur financier, il doit également restructurer l'industrie automobile, superviser l'utilisation des 787 milliards de dollars [577 milliards d'euros] du plan de relance d'Obama, trouver des aides pour les propriétaires américains en difficulté et coordonner une solution mondiale à la crise avec une vingtaine de grandes nations étrangères. Il doit en outre travailler avec un effectif réduit puisqu'il est le seul membre du ministère des Finances

► *Le monstre de Geithner ! Sur le pull du monstre : Sauvetage d'AIG. Sur le sac : Primes*
Dessin de Rf Matson, Etats-Unis.

■ **Primes**
Le 23 mars, le procureur général de l'Etat de New York, Andrew Cuomo, a annoncé que quinze des vingt principaux bénéficiaires des primes versées par l'assureur AIG ont accepté de rendre 50 millions de dollars. Mi-mars, le géant de l'assurance américain a versé au moins 165 millions de dollars de primes à ses cadres, provoquant un tollé général, tant au Congrès qu'au sein de la population.



officiellement confirmé à son poste. Compte tenu des critères éthiques rigoureux exigés par Barack Obama et le Congrès, Tim Geithner a eu toutes les peines du monde à s'entourer des collaborateurs de son choix.

Dans le même temps, il doit faire face à une violente campagne réclamant sa démission. Certains estiment qu'il a failli à sa tâche en n'empêchant pas l'assureur AIG de distribuer 165 millions de dollars de primes à ses cadres après avoir reçu plus de 170 milliards de dollars de l'Etat. D'autres rappellent que Tim Geithner, ancien pré-

sident de la Réserve fédérale de New York, était aux premières loges lors du début de la crise, en 2008, et le trouvent trop proche de ceux qu'il doit à présent contribuer à sauver. *"Geithner entretient des relations incestueuses avec Wall Street"*, estime Jim Bunning, dernier sénateur républicain en date à demander sa tête. Ses défenseurs le disent pris au piège du mécontentement public et puni pour des crimes qu'il n'a pas commis. Mais Tim Geithner n'est pas complètement innocent. Il a notamment eu le mauvais goût de ne s'acquitter de ses 40 000 dollars

d'arriérés d'impôts qu'après avoir été nommé au gouvernement. Même ses amis en pâlisent d'embarras. *"Ce n'était pas l'heure la plus glorieuse de Tim, reconnaît un ancien collègue. Quand on est pressenti pour prendre la tête de l'administration fiscale, il est normal que les gens attendent de vous une conduite irréprochable en matière d'impôts."* Tim Geithner a survécu à cette bourrasque, mais 34 sénateurs ont tout de même voté contre sa nomination.

UN MINISTRE JUVÉNILE, MAL À L'AISE DEVANT LES CAMÉRAS

Plus ennuyeux, le ministre des Finances est très largement moqué pour sa façon de s'exprimer. Habile dans les coulisses, il ne maîtrise guère l'art de la rhétorique et semble mal à l'aise devant les caméras. Son allure juvénile et son manque d'autorité n'arrangent rien. Lors de sa première intervention pour présenter son plan d'assainissement du secteur financier, en février, il semblait en état de choc. Ce jour-là, le Dow Jones a chuté de 400 points avant la fin de son intervention.

En fin de compte, le sort de Tim Geithner dépend de l'évolution des marchés. Si sa stratégie pour éliminer les actifs toxiques des bilans bancaires dévoilée lundi 23 mars s'avère assez convaincante, tout le reste sera oublié. Dans le cas contraire, Barack Obama ne pourra plus faire grand-chose pour le protéger du Congrès, des médias et de l'opinion publique. *"En ce moment, il y a des jours où l'on se dit qu'Hugo Chávez pourrait remporter une élection aux Etats-Unis, confie un proche de Tim Geithner. Personne ne peut être prêt pour ce genre de situation."*

Krishna Guha and Edward Luce

ANALYSE Un plan de sauvetage à haut risque

Si les marchés ont bien réagi à l'annonce du nouveau programme d'assainissement des banques, rien ne garantit son succès.

Le lundi 23 mars, les marchés financiers se sont envolés, emportés par la quasi-euphorie suscitée chez les investisseurs par le nouveau plan du gouvernement Obama, qui pourrait débloquer jusqu'à 1 000 milliards de dollars pour stabiliser les banques en les débarrassant de leurs actifs toxiques et de leurs prêts à risques. Mais, alors même que les marchés exultaient, les intérêts contradictoires des acteurs du plan (banques, investisseurs privés et contribuables) se faisaient jour, nimbant d'incertitude l'avenir d'un programme destiné à revitaliser le crédit bancaire et, dans son sillage, l'économie dans son ensemble.

Certains établissements bancaires rechignent à céder aux pressions du gouvernement, qui leur enjoint de vendre leurs actifs à des prix

qu'ils jugent trop bas. Et, malgré le risque de tollé au Congrès, le Trésor a décidé, les 21 et 22 mars, de rendre le programme plus séduisant pour les investisseurs privés. A court terme, l'annonce de ce nouveau plan apporte bien ce coup de fouet dont avaient cruellement besoin le gouvernement ainsi que son ministre des Finances, Timothy F. Geithner, fragilisé, puisque les responsables tant à Wall Street qu'à Washington ont réagi favorablement. Le 23 mars, l'indice Standard & Poor's 500 s'est envolé de 7,1 % au cours de ce qui fut la meilleure journée boursière des cinq derniers mois.

Le nouveau plan d'investissements public-privé englobe des programmes visant à racheter des prêts liés à l'immobilier et les titres soutenus par ces prêts. Il combinera de 75 à 100 milliards de dollars de fonds de sauvetage financier déjà approuvés par le Congrès [en octobre 2008] avec des investissements venus du secteur privé, des prêts

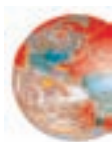
garantis par la Federal Deposit Insurance Corp. [fonds fédéral de garantie des dépôts bancaires] et des prêts de la Réserve fédérale, afin de racheter jusqu'à 1 000 milliards d'actifs en rapport avec l'immobilier. L'idée est que les banques rechignent à prêter de l'argent en partie parce qu'elles redoutent d'essuyer de nouvelles pertes sur d'anciens prêts désormais logés dans leurs bilans. Les représentants de l'Etat disent espérer que l'arrivée de nouveaux acheteurs contribuera à fixer le prix des actifs tout en stabilisant plus généralement le système financier en éliminant les actifs toxiques des sociétés financières.

Mais, avec cette initiative, le fonds de sauvetage du Trésor américain se retrouve presque à sec. Et, étant donné l'hostilité ambiante au Congrès, les responsables du gouvernement craignent de ne plus être en mesure d'obtenir davantage d'argent. Après la levée de boucliers provoquée la semaine

dernière par les primes versées aux dirigeants d'AIG, la crédibilité de Geithner est au plus bas. Les ténors du Congrès le disent : il sera difficile de voter une loi qui confierait davantage de fonds au Trésor pour procéder à des sauvetages financiers.

Dès son annonce, les républicains du Congrès ont fait part du scepticisme que leur inspire ce plan de sauvetage des banques. Les démocrates, eux, se montrent plus enthousiastes. *"Je pense que c'est le mieux que nous puissions faire pour le moment"*, souligne Barney Frank, représentant démocrate du Massachusetts et président de la commission des Affaires financières de la Chambre, laissant entendre que, si le programme d'investissement public-privé réussissait à être appliqué sans difficulté, l'humeur pourrait s'en trouver changée au Capitole. *"Si ça passe, je crois qu'il pourrait bien y avoir plus de financements à l'horizon."*

Neil Irwin et David Cho, The Washington Post (extraits), Etats-Unis



MEXIQUE

Pas de pitié pour les saisonniers

Chaque année, des milliers d'Indiens pauvres se rendent dans le nord du pays pour la récolte maraîchère. Leurs conditions de travail sont terribles, et certains y laissent la vie.

EL UNIVERSAL (extraits)

Mexico

A Tlapa de Comonfort, dans l'Etat de Guerrero [Etat montagneux et pauvre du Sud], María Teresa Gregorio vit dans une maison au sol en terre battue et aux murs fabriqués en tiges de carex. A l'intérieur, il n'y a qu'un grabat et un tas de briques cassées sur lequel est posé le *comal* [sorte de poêle pour faire les tortillas]. Il y a neuf ans, elle a perdu son mari et, pour ne pas mourir de faim, elle a dû partir avec ses quatre enfants travailler comme journalière dans les champs de Sinaloa. Mais la mort l'a rattrapée. L'une de ses trois filles, âgée de 9 ans, est morte écrasée sous un conteneur de tomates pendant la récolte. María Teresa ne parle que le nahuatl [une langue indienne] ; à 48 ans, elle ne sait ni lire ni écrire. A Campo Conejo, où le drame est arrivé, on lui a refusé toute indemnisation. Elle a dû payer seule les frais d'obsèques de son enfant. Elle a depuis une dette de 15 000 pesos [772 euros] et vit avec 25 pesos par jour.

"Les journaliers sont des migrants, en majorité des Indiens, ce qui les rend extrêmement vulnérables. Ils sont pauvres, marginalisés, analphabètes et ne parlent pas l'espagnol", rappelle Margarita Nemeccio, coordinatrice du centre d'accueil des migrants Tlachinollan dans l'Etat de Guerrero. Selon l'ONU, Tlapa de Comonfort fait partie des villes mexicaines affichant les taux de développement humain les plus bas. A Ayotzinapan, l'un des quartiers de la ville, quelques rares habitants ont des maisons en dur, grâce à des années d'économies sur leur maigre salaire gagné



dans les champs du Nord. Sur les 360 familles qui vivent ici, 300 au moins partent chaque année en novembre pour ne revenir que l'été suivant. Leur alimentation, comme dans les dix-huit autres communes qui forment la région de La Montaña, se compose essentiellement de Coca-Cola et de frites. La malnutrition touche tout le monde.

SIX MOIS D'AFFILÉE SANS UN JOUR DE REPOS

Chaque année, 200 000 saisonniers migrent du Sud vers le Nord pour les récoltes maraîchères : 20 000 d'entre eux sont des Indiens. Environ 46 % de ces travailleurs sont âgés de moins de 15 ans. Rien ne peut arrêter le flux des migrations. Les autorités municipales sont incapables de créer les emplois qui permettraient d'enrayer en grande partie le phénomène, reconnaît le maire, Willy Reyes. *"Le seul moyen d'arrêter ce cercle vicieux serait de créer des emplois là où vivent les gens, mais il faut être lucide : les conditions géographiques sont mauvaises, les sols dans la montagne ne sont pas fertiles. Il n'y a aucun moyen, ni techniquement ni en termes de développement, d'y créer des emplois"*, explique-t-il. Les 42 villages et les 14 hameaux qui dépendent du gouvernement local n'ont d'autre moyen de subsistance que les revenus que gagnent les familles dans l'agriculture du nord du pays, quand elles n'émigrent pas vers les Etats-Unis. Mais les ouvriers, qui travaillent six mois d'affilée sans un seul jour de repos, reviennent avec de bien maigres économies pour survivre jusqu'à la saison suivante.

De plus, ce travail coûte la vie à de nombreuses personnes. Les maladies chroniques dégénératives dues

aux pesticides sont la première cause de mortalité chez ces populations. Mais la principale inquiétude concerne le travail des enfants, qui voient leurs droits les plus élémentaires bafoués. Beaucoup d'entre eux souffrent de séquelles irréversibles ou meurent dans les champs. Ismael de los Santos Barrera avait 1 an et 7 mois le 7 février, quand il est mort écrasé par un camion de 8 tonnes qui faisait des manœuvres sur le champ El Sol, à Navolato, dans l'Etat de Sinaloa. Ses parents, âgés de 17 et 16 ans, étaient assis par terre dans le champ où ils récoltaient des haricots quand le chauffeur a perdu le contrôle de son véhicule et a écrasé l'enfant. Le couple était employé sans aucune protection sociale. La famille était arrivée du Sud en décembre. Ce sont des Indiens Me'phaas, que les employeurs qualifient de *"rebelles"* parce qu'ils osent revendiquer leurs droits. Ismael a été enterré sur place.

Pour l'heure, la justice de Sinaloa n'a pas trouvé de responsable pénal de la mort du petit garçon, ni obligé qui que ce soit à indemniser les parents. Ces affaires bouleversent l'opinion publique. Une vingtaine d'associations ont publié un communiqué de presse, début mars, pour exiger *"la fin de l'ethnocide contre les enfants indiens"*. *"Aucune institution ne veille au respect des droits des enfants indiens migrants. Chaque année, les cas de violations graves des droits de l'homme, avec des morts violentes de petits garçons et de petites filles travaillant ou jouant sur les exploitations agricoles, se multiplient"*, dénonce le communiqué.

Ignacio Alvarado Alvarez

◀ Dessin de Boligán paru dans El Universal, Mexico.

VENEZUELA

Dîner aux chandelles au restaurant Chávez

Pour combattre l'inflation, le président vénézuélien annonce le lancement d'une chaîne de restauration à bas prix qui portera son nom. Et la fabrication du portable le moins cher du monde.

EL PAÍS

Madrid

DE CARACAS

Le président Hugo Chávez a entrepris de freiner la hausse du coût de la vie au Venezuela. Et il l'a fait avec deux mesures inusitées : la création d'une chaîne de restaurants Chávez et le lancement du téléphone portable le moins cher au monde.

Que faire contre l'augmentation de 43 % du prix des denrées alimentaires enregistrée en 2008 dans le pays ? Créer une chaîne de restaurants populaires qui porte le nom et la marque du président. Le chef de l'Etat a fait part de son idée le 6 mars dernier,

après avoir appris qu'en février la hausse des prix dans la restauration et l'hôtellerie (+ 2,6 %) avait été supérieure à l'indice des prix à la consommation (+ 1,3 %).

"Je vais devoir inventer des restaurants populaires. Vous voulez dîner avec votre dame le soir de la Saint-Valentin ? Les restaurants Chávez vous feront passer une excellente soirée. Avec des chandelles et tout. Et du vin. Si vous voulez du vin, je vous sers du vin vénézuélien, chilien ou brésilien ? Tout ce que vous voulez. Service soigné, tout ce qu'il y a de mieux", a-t-il déclaré [lors de son émission hebdomadaire].

Mais les idées du gouvernement ne s'arrêtent pas là. La compagnie nationale

de télécoms du Venezuela (CANTV) et l'opérateur de téléphonie mobile Movilnet – rachetés tous deux par l'Etat en janvier 2007 – fabriqueront le téléphone portable le moins cher du marché. L'appareil, baptisé par Chávez *"El Vergatario"* [terme familier signifiant "superbon"], coûtera 30 bolivars forts (10 euros) et sera commercialisé à partir du deuxième week-end de mai dans le cadre d'une promotion spéciale pour la fête des Mères. *"C'est le cadeau idéal pour les mamans"*, a déclaré le président, qui, à force de combattre le capitalisme avec son socialisme du XXI^e siècle, s'est transformé en un véritable homme d'affaires.

Le téléphone portable fera aussi réveil, calculette, lecteur MP3 et MP4, radio et appareil photo. Les pièces sont fabriquées en Chine et assemblées au Venezuela par la Fábrica Venezolana de Telecomunicaciones (Vetelca), une entreprise sino-vénézuélienne exclusivement créée à cette fin. Caracas en détient 85 % et Pékin les 15 % restants. La Chine, qui est chargée de la technologie, a promis de la transférer au Venezuela.

Avec le Vergatario, CANTV entend réduire le montant de devises investies chaque année dans l'importation de téléphones portables, explique sa présidente Socorro Hernández.

Maye Primera



ÉTATS-UNIS

Les conservateurs font de la résistance littéraire

En reprenant à leur compte les arguments de la romancière Ayn Rand, chantre de l'individualisme et de l'ultralibéralisme, les républicains tentent de rallier les déçus de la politique menée par Obama.

THE GUARDIAN

Londres

Certains produits ne connaissent pas la crise, comme l'alcool, le chocolat, les places de cinéma et les cigarettes. D'autres connaissent un succès inattendu en cette période de débâcle économique. C'est le cas d'un roman de science-fiction publié il y a plusieurs dizaines d'années et dont certains admirateurs pensent que le scénario d'apocalypse économique et sociale serait sur le point de se réaliser. Publié en 1957 par Ayn Rand, *La Révolte d'Atlas* [traduction française parue chez l'éditeur suisse Jeheber en 1958] – un éloge de l'individualisme forcené, de l'égoïsme le plus obtus et du laisser-faire libéral – a vu ses ventes exploser depuis le début de la crise, révèle TitleZ, l'outil de veille du site de commerce en ligne Amazon.

Chez le lecteur, cet ouvrage peut susciter un enthousiasme quasi mystique ou, au contraire, les moqueries les plus sarcastiques au fur et à mesure qu'il découvre, avec impatience ou avec effroi, un monde délaissé par les *"hommes de l'esprit"* (inventeurs, entrepreneurs et industriels), lassés d'une société qui ne cherche qu'à les épuiser à coups de taxes et de réglementations. Fatigués d'être exploités par le gouvernement au nom des masses populaires, qui sont présentées comme des *"parasites"* et des *"solliciteurs"*, ces figures du capitalisme se retirent au milieu des montagnes du Colorado, dans un camp protégé par un bouclier holographique.



Arnold Newman/Getty Images

Privée de ses esprits les plus brillants, la société ne tarde pas à imploser et les guerres éclatent de toutes parts jusqu'à ce que les bureaucrates n'aient plus d'autre choix que de supplier John Galt, chef des capitalistes rebelles, de prendre les rênes de l'économie. Si Amazon classe *La Révolte d'Atlas* parmi les ouvrages de science-fiction, les admirateurs de Rand voient pourtant d'étranges similitudes entre ce roman et la situation actuelle à Washington. A leurs yeux, l'aide de l'administration Obama aux banques et propriétaires en difficulté s'apparente à une forme de tyrannie socialiste, obligeant les citoyens les

▲ La romancière Ayn Rand, en 1964 à New York.

plus éclairés à voler au secours des plus faibles, des irresponsables et des incompetents. *"La politique économique actuelle est tout droit sortie de La Révolte d'Atlas"*, écrivait récemment un chroniqueur du *Wall Street Journal*. *"Moins vous êtes compétent dans votre domaine, plus les hommes politiques vous aident."*

"LES GRANDS HOMMES VONT SE METTRE EN GRÈVE"

Le discours d'Obama indiquant que la crise exige un sacrifice de tous et *"une contribution supplémentaire"* de la part des plus riches aurait donné la nausée à Ayn Rand, pour qui l'altruisme était le mal incarné. *"La raison nous montre que tout sacrifice nécessite la désignation d'une personne pour collecter les contributions de tous. Tout service implique que quelqu'un soit servi par un autre. L'homme qui vous parle de sacrifice évoque en réalité un maître et des esclaves, et se réserve le rôle du maître"*, écrivait-elle.

Certains adeptes prédisent même une révolution *"randienne"*. Fatigués de devoir soutenir leurs concitoyens en permanence, les hommes les plus intelligents de notre société pourraient refuser de payer leurs impôts ou de partager leurs savoirs avec le reste du monde. Dans plusieurs villes des Etats-Unis, des militants conservateurs ont organisé des manifestations appelées *tea parties*, reprenant ainsi l'idée d'un journaliste de la chaîne économique CNBC, qui a appelé les contribuables à se mobiliser comme leurs ancêtres l'ont fait lors de la Boston Tea Party de 1773, qui ont compté parmi les catalyseurs de la révolution américaine.

Russe émigrée aux Etats-Unis, Ayn Rand considérait son livre comme l'ultime somme de sa réflexion objectiviste. L'ouvrage a pourtant largement été ignoré des grands philosophes, et Noam Chomsky juge son auteur comme *"l'un des pires personnages de l'histoire intellectuelle moderne"*. L'idée d'une révolution à la manière d'Ayn Rand a pourtant des partisans à Washington. *"Les gens commencent à avoir l'impression d'assister à la réalisation du scénario décrit dans La Révolte d'Atlas"*, remarque John Campbell, représentant républicain qui distribue des exemplaires du livre à ses stagiaires. *"Les grands hommes vont se mettre en grève. Je perçois déjà, à petite échelle, le ressentiment de ceux qui créent des emplois. Ils renoncent à leurs ambitions, car ils voient déjà qu'on va les punir pour cela"*, poursuit-il.

Le livre a réalisé ses meilleures ventes sur Amazon les jours où de grandes décisions économiques ont été prises, comme le sauvetage de la banque Northern Rock, l'entrée de l'Etat dans le capital de neuf grandes banques privées ou le vote du plan de relance de Barack Obama. Selon le Ayn Rand Centre for Individual Rights, les ventes du livre aux Etats-Unis auraient triplé au cours des sept premières semaines de 2009, par rapport à l'année précédente. Pour les plus sceptiques, les menaces de boycott des impôts sont un peu l'équivalent conservateur du départ vers le Canada que les gens de gauche avaient annoncé si Bush remportait les élections de 2004. Il avait gagné et ils étaient finalement restés.

Oliver Burkeman

ÉTATS-UNIS Tout était bon pour faire parler les suspects

Un rapport confidentiel de la Croix-Rouge sur les méthodes utilisées par la CIA vient d'être rendu public. Fondé sur des témoignages de prisonniers, il confirme l'usage de la torture et de prisons secrètes.

Lorsque je me suis réveillé, j'étais nu, attaché à un lit, dans une pièce blanche. Celle-ci mesurait environ 4 mètres sur 4. Elle avait trois murs pleins, et le quatrième était fait de barreaux de métal qui la séparaient d'une pièce plus grande. Je ne sais pas combien de temps je suis resté sur ce lit. Au bout d'un moment, plusieurs jours peut-être, on m'a assis sur une chaise à laquelle je suis resté enchaîné par les mains et les pieds pendant deux ou trois semaines. A force de rester assis, des ulcérations se sont formées sous mes cuisses. Je n'étais autorisé à me lever que pour aller aux toilettes, qui consistaient en un seau. On ne m'a rien donné de solide à manger pendant les deux ou trois premières semaines. Je n'ai eu que de l'Ensure [un produit de supplémentation nutritionnelle] et de l'eau. Au début, l'Ensure me faisait vomir, mais, petit à petit, je vomissais moins. La cellule et la

pièce étaient climatisées, et il faisait très froid. Il y avait constamment de la musique très fort. Parfois la musique s'arrêtait et était remplacée par un fort sifflement. Les gardiens étaient américains, mais ils portaient des masques pour cacher leur visage. Ceux qui m'interrogeaient ne portaient pas de masque." C'est ainsi que commence l'histoire d'Abou Zubaida, un membre important d'Al-Qaïda capturé lors d'un raid au Pakistan en mars 2002 [il est actuellement incarcéré à Guantanamo]. Après avoir été soigné pour ses blessures – il avait été touché au ventre, à une jambe et à l'aîne lors sa capture –, Abou Zubaida a été transféré dans l'un des "sites noirs" de la CIA, probablement en Thaïlande, et enfermé dans cette pièce blanche. Il est important de noter que toutes les personnes présentes – gardiens, interrogateurs, médecin – étaient en liaison directe et quasi constante avec des responsables des services de renseignements de l'autre côté de la planète. "Les personnes qui menaient les interrogatoires ne décidaient pas elles-mêmes 'de le frapper ou de le secouer'", a expliqué John Kiriakou, un agent de la CIA qui a par-

ticipé à l'arrestation d'Abou Zubaida dans une interview à la chaîne ABC News. Chaque action "devait être autorisée par le directeur adjoint des opérations. Avant de poser la main sur lui, il fallait envoyer un télex disant : 'Il refuse de coopérer. Demandons autorisation de faire ceci ou cela'." "On m'a sorti de ma cellule, poursuit Abou Zubaida, et l'un des interrogateurs m'a mis une serviette autour du cou. Ils l'ont utilisée pour me balancer d'un côté à l'autre et m'envoyer cogner contre les murs de la pièce." Le prisonnier a ensuite été placé dans une boîte ressemblant à un cercueil, d'environ 1,20 m sur 90 cm et 1,80 m de hauteur, "pendant une heure et demie ou deux, continue Abou Zubaida. Ils ont posé un couvercle pour me plonger dans l'obscurité et restreindre l'air. J'avais du mal à respirer. Quand ils m'ont fait sortir, j'ai vu qu'un côté de la pièce avait été doublé de contreplaqué. A partir de là, c'est contre ce mur qu'ils m'envoyaient. Les interrogateurs s'étaient rendu compte que, s'ils continuaient à m'envoyer contre le mur en dur, j'aurais rapidement des blessures importantes." Après ce passage à tabac, Abou Zubaida a

été placé dans une petite boîte d'environ 1 mètre de hauteur. "Elle n'était pas assez grande pour que je m'assoie. Je devais rester accroupi. C'était très dur à cause de mes blessures. Celle de ma jambe s'est mise à saigner. Je ne sais pas combien de temps je suis resté dans la petite boîte. J'ai peut-être dormi ou je me suis évanoui. Puis ils m'ont sorti de là. Je ne pouvais pas marcher correctement. Ils m'ont couché sur une sorte de lit d'hôpital et m'ont attaché avec des sangles. Ils m'ont mis un tissu noir sur le visage et les interrogateurs ont utilisé une bouteille pour verser de l'eau sur le tissu et m'empêcher de respirer", raconte-t-il. Après avoir été enfermé une deuxième fois dans la boîte en forme de cercueil, Abou Zubaida a été violemment projeté contre le mur. "Puis ils m'ont fait asseoir sur le sol avec une capuche sur la tête jusqu'à la séance de torture suivante. La pièce était toujours très froide. Cela a duré environ une semaine..."

Mark Danner*, The New York Times (extraits), Etats-Unis

* Professeur de journalisme et auteur de *Torture and Truth : America, Abou Ghraib and the War on Terror* [Torture et vérité : l'Amérique, Abou Ghraib et la guerre contre le terrorisme, non traduit en français].



MALAISIE

Un pouvoir bien mal en point

Un nouveau Premier ministre est en passe d'être nommé. Mais son implication dans divers scandales pourrait affaiblir davantage la coalition gouvernementale.

ASIA SENTINEL (extraits)

Hong Kong

La nomination de l'actuel vice-Premier ministre, Najib Tun Razak, au poste de Premier ministre se voit aujourd'hui reléguée à l'arrière-plan par des accusations de corruption et d'autoritarisme. Même l'ancien Premier ministre Mahathir Mohamad commence à le battre froid. Najib Razak a été désigné pour prendre la tête de l'Organisation nationale unifiée malaise (UMNO), première force de la coalition au pouvoir, à la tête du pays depuis l'indépendance de 1957, après l'éviction d'Abdullah Ahmad Badawi, l'actuel Premier ministre [tenu pour responsable du revers de l'UMNO aux élections de mars 2008, au cours desquelles le parti a perdu la majorité des deux tiers au Parlement et cédé le contrôle de cinq Etats à l'opposition]. Sa nomination à l'issue d'élections internes qui auront lieu au cours d'un congrès (du 24 au 29 mars) n'est plus qu'une formalité [une fois élu à la tête de l'UMNO, Najib devrait automatiquement accéder au poste de Premier ministre, probablement le 2 ou le 3 avril].

La direction de l'UMNO a ouvert la boîte de Pandore en encourageant de jeunes candidats extérieurs au parti à affronter les dirigeants en place en vue d'assainir ses rangs. L'initiative a débouché sur une avalanche de plaintes [le clientélisme étant monnaie courante dans la vie politique malaisienne]. Un responsable de la commission de lutte contre la corruption a même confié à la presse locale qu'il ne disposait pas de suffisamment de personnel pour enquêter sur tous les cas. L'UMNO ne traverse pas une tourmente seulement en raison de ces plaintes, mais aussi à cause de protestations de plus en plus virulentes au sein de l'opinion contre le futur Premier ministre, impliqué dans des scandales à l'époque où il détenait le portefeuille de la Défense. L'acquisition de trois sous-marins français s'est ainsi accompagnée du versement d'une commission de 114 millions d'euros à une société dirigée par Abdul Razak Baginda, un personnage très controversé proche du ministre. Il y a eu aussi l'achat à la Russie d'avions de chasse Sukhoi et de vedettes dans un état douteux, facturés des centaines de millions de ringgits trop cher.

La candidature de Najib Razak a été particulièrement mise à mal par un discours prononcé par Zaid Ibrahim, nommé l'an dernier au sein du gouvernement par le Premier ministre Badawi lui-même pour donner un coup de balai dans l'appareil judiciaire, ébloussé par une série de scandales. Zaid Ibrahim a été par la suite

► Najib rattrapé par l'assassinat d'une interprète mongole en 2006. Dessin de Stephff, Thaïlande.

■ Répression

A la veille de l'ouverture du congrès de l'UMNO, les autorités ont violemment réprimé, le 23 mars, à l'aide de gaz lacrymogènes, une manifestation emmenée par la figure de proue de l'opposition, Anwar Ibrahim, et ordonné la fermeture pour trois mois de deux journaux, accusés d'incitation à la haine contre le gouvernement. Ce durcissement pourrait s'expliquer par l'approche de trois élections partielles cruciales, début avril.



contraint à la démission par des cadres de l'UMNO. Dans son discours, Zaid a déclaré que les institutions politiques du pays n'étaient que "de vulgaires caricatures incapables de distinguer les intérêts de groupes de pression de ceux de la nation, incapables de défendre l'homme de la rue contre les puissants et les nantis". Il s'en est pris directement à Najib, l'accusant d'avoir fait "honteusement main basse sur le pouvoir" en renversant le gouvernement élu du riche Etat de Perak [après les défections de trois élus de l'opposition en février], de museler la presse en jetant les journalistes en

prison et d'être coupable de complicité dans l'attribution de contrats militaires. Cependant, l'accusation la plus accablante est une référence explicite à des rumeurs tenaces sur l'implication de Najib dans le meurtre d'une interprète mongole, Altantuya Shaariibuu, abattue de deux balles dans la tête en octobre 2006 et dont le corps a ensuite été pulvérisé par des explosifs utilisés dans l'armée.

Deux gardes du corps de Najib, accusés du meurtre, ont été traduits en justice, tandis qu'Abdul Razak Baginda, le meilleur ami du vice-Premier

ministre, était acquitté dans des circonstances douteuses.

La bataille actuelle au sein de l'UMNO, qui met aux prises les derniers partisans du Premier ministre Badawi face aux alliés de Najib et aux proches de Mahathir Mohamad, continue d'affaiblir la première force politique du pays. Mahathir Mohamad [au pouvoir de 1981 à 2003] dénigre à l'envi Badawi et a dernièrement fait un portrait peu élogieux de Najib en disant que son mandat de vice-Premier ministre n'avait pas été une réussite. Ces luttes intestines sont apparues de manière flagrante lors des dernières décisions de la commission de lutte contre la corruption. Cette instance a empêché le chef de l'exécutif de l'Etat de Malaka, Ali Rastam, de briguer le poste de vice-président de l'UMNO contre Muhyiddin Yassin, qui serait, dit-on, soutenu par Najib, en l'accusant de graisser la patte aux délégués du parti. De son côté, Mohd Khir Toyo, le favori de Najib pour le poste de leader de la puissante section des jeunes de l'UMNO, sur lequel pesaient les mêmes charges, a été blanchi. La commission, mise en place l'an dernier par le Premier ministre, est désormais perçue comme manquant d'impartialité et répondant aux ordres de celui qui s'apprête à prendre les rênes du pays. ■

PAKISTAN

De bonnes raisons d'espérer le changement

En rétablissant le président de la Cour suprême, limogé par le régime précédent, les autorités ont lancé un signal positif. Reste à confirmer avec des réformes politiques depuis longtemps attendues.

THE NATION (extraits)

Lahore

On peut entendre dans les rues : "Le plus haut magistrat est de retour, maintenant la justice va régner." Tout le pays est en liesse depuis le rétablissement dans ses fonctions, le 16 mars, d'Iftikhar Chaudhury, président de la Cour suprême limogé par Musharraf en 2007. Puisque, par le biais de cette "révolution douce", le peuple a montré que les Pakistanais voulaient le changement, c'est au Parlement et à la classe politique d'orienter le pays dans la direction qu'il prendra désormais. Nos dirigeants nous ont déjà laissé entrevoir ce qu'ils pensaient. Aussi bien Nawaz Sharif [le chef de l'opposition, qui avait soutenu Chaudhury] que le Premier ministre Gilani, dans sa déclaration qui a mis fin au conflit, ont juré à la nation qu'ils travailleraient à la mise en œuvre de la Charte de la démocratie (COD) pour résoudre tous les grands problèmes. La COD, qui avait été signée par

Benazir Bhutto et Nawaz Sharif en 2007, n'est pas un document à valeur juridique. Quoi qu'il en soit, les deux grands partis du pays s'engageaient en faveur d'une "véritable démocratie". La COD prévoit en outre plusieurs amendements constitutionnels qui auraient un impact considérable. Par exemple, ce serait au Premier ministre qu'il reviendrait de nommer les gouverneurs, les chefs d'état-major des trois armées et le président de la commission électorale. Les Zones tribales [qui jouissent jusqu'à présent d'un statut spécial] seraient intégrées à la Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest. Les institutions locales deviendraient autonomes. Le Conseil de la sécurité nationale serait supprimé, et les services de renseignement devraient rendre des comptes aux représentants élus. La COD réclame par ailleurs une révision de toutes les indemnités accordées à l'armée. On s'attend à ce qu'à l'avenir, les débats se concentrent sur ces sujets.

N'oublions pas que la menace terroriste est toujours bien réelle au Pakistan. Les tali-

bans étendent leurs tentacules jusqu'au cœur du Pakistan, et la situation dangereuse que connaît la vallée de Swat [où le pouvoir a laissé s'installer un régime taliban qui applique la charia (voir CI n° 959, du 19 mars 2009)] aujourd'hui n'en est que le début. Les partis politiques doivent mettre fin à leurs querelles mesquines et débattre entre eux afin de savoir si l'accord de Swat, conclu le 16 février, constitue la bonne solution. Comment répondre à ces questions essentielles, voilà quelles devraient être leurs prochaines priorités. Peut-être faut-il que les Pakistanais organisent une nouvelle "longue marche", cette fois pour renforcer le pouvoir de leur gouvernement face aux terroristes et ainsi faire savoir au monde qu'ils sont des victimes plutôt que des agresseurs. Je vous assure que les gens qui descendront dans les rues du pays seront plus nombreux que jamais. Oui, les Pakistanais sont prêts à organiser une longue marche pour la paix, la prospérité et l'intégrité.

Syed Ali Zafar*

* Magistrat à la Cour suprême du Pakistan.

PHILIPPINES

A Mindanao, la paix n'est toujours pas en vue

Les combats qui ont repris en août 2008 entre l'armée et les rebelles musulmans ont déjà chassé 600 000 civils de leurs villages. Des efforts sont faits pour reprendre les négociations, mais sans résultats.

FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW (extraits)
Hong Kong

Pendant une grande partie de sa carrière dans l'armée, Hermogenes "Jun" Esperon a combattu les rebelles musulmans dans le sud des Philippines. Aujourd'hui, il est chargé au sein du gouvernement de faire la paix avec eux. A première vue, cela peut sembler curieux. Pourtant, une certaine logique est à l'œuvre. La longue expérience militaire de M. Esperon l'a convaincu que les armes ne permettraient pas de mettre un terme au conflit. *"Nous devons tout simplement faire preuve de patience et ne jamais renoncer aux efforts en faveur de la paix"*, explique-t-il. Sa tâche s'apparente toutefois ces temps-ci à une mission impossible. Après onze années de négociations intermittentes entre le gouvernement et le Front de libération islamique moro (MILF), le principal groupe rebelle, le processus de paix s'est arrêté net début août 2008. Les deux parties étaient parvenues à un accord préliminaire qui laissait espérer la fin de quarante années d'insurrection, quand le texte a été bloqué, puis déclaré contraire à la Constitution par la Cour suprême des Philippines.

CHRÉTIENS ET MUSULMANS À COUTEAUX TIRÉS

Au lendemain de l'injonction rendue le 5 août, trois groupes du MILF ont déferlé sur des zones chrétiennes, incendiant des maisons et tuant des dizaines de civils. Le gouvernement a alors renoncé à la voie du dialogue, a déclenché des opérations militaires contre les trois groupes rebelles et a exigé que le MILF lui livre leurs chefs afin de les traduire en justice. Le Front, quant à lui, réclame une enquête indépendante préalable. Pour retourner à la table des négociations, il demande également un arrêt des opérations de l'armée et une reprise des discussions là où elles avaient été interrompues, en d'autres termes sur la base de l'accord conclu début août. Symboliquement, le retour du dialogue contribuerait à stabiliser l'île de Mindanao, théâtre des hostilités. Mais le hic est que les deux parties ne réussissent même pas à s'entendre sur le programme des discussions, sans même parler d'éventuelles avancées dans les négociations.

Cette impasse a déjà un prix élevé. Quelque 600 000 civils ont été déplacés depuis le mois d'août. Les tensions demeurent extrêmement vives entre musulmans et chrétiens. Parmi ces derniers, certains, lourdement armés et non entraînés, sont rassemblés à une poignée de kilomètres du MILF. Ici, dans l'ouest de Mindanao, à 1 300 kilomètres de



◀ Dessin d'Ombú, Uruguay.

■ **Pourparlers**
Si le gouvernement philippin parvient à convaincre les rebelles du MILF de retourner à la table des négociations, un fauteuil pourrait y être réservé à Tony Blair. L'ancien Premier ministre britannique, aujourd'hui représentant du Quartette (UE, ONU, Etats-Unis et Russie) au Proche-Orient, a en effet accepté le 23 mars, au cours d'un déjeuner donné par la présidente Gloria Macapagal Arroyo, d'aider au processus de paix dans le Sud philippin, rapporte le *Philippine Daily Inquirer*. Tony Blair pourrait être le premier d'un "groupe d'éminentes personnalités" appelées à épauler le gouvernement dans ses négociations. L'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan figure également sur la liste. L'initiative semble destinée à satisfaire l'exigence du MILF de pourparlers supervisés par des étrangers. La Malaisie, longtemps impliquée dans les négociations, s'était retirée en 2008 devant l'absence de progrès, mais serait à nouveau encline à s'y investir.

Manille, les cocoteraies et les rizières grouillent de militaires. Des hommes armés de M16 montent la garde sur le tarmac de l'aéroport de Cotabato. Des camions hérissés de soldats foncent à tombeau ouvert sur les routes bordées de bananiers. Des pièces d'artillerie gouvernementales sont disséminées dans la campagne, avec l'objectif de protéger les villages et les terres chrétiennes des attaques rebelles. La traque des trois commandants, lancée en août, est restée infructueuse jusqu'à maintenant.

Dans son modeste logement de Cotabato, Eid Kabalu, porte-parole du MILF, assure que le mouvement conserve le contrôle sur ces trois hommes (ce dont des spécialistes du dossier doutent). Il explique leur attitude par le cycle de haine et l'environnement très dur qui les ont moulés. Prenez Abdullah Macapaar, plus connu sous le nom de commandant Bravo, accusé de certaines des pires attaques contre des civils chrétiens. Selon M. Kabalu, les membres de sa famille ont été victimes des milices

chrétiennes – l'Iaga – quand la guerre interreligieuse faisait rage à Mindanao, il y a trente ans. *"Son passé est fait de violence. Son père, sa mère, son frère et sa sœur ont été massacrés par l'Iaga dans les années 1970. Cela explique le genre de personne qu'il est."* Convaincre ce genre d'homme de prendre part aux efforts de paix n'est pas chose aisée. La rupture des pourparlers en août dernier complique encore les choses, car elle semble donner raison à l'aile la plus dure du mouvement, qui doutait de l'utilité des négociations. Cependant, M. Kabalu, faisant écho à M. Esperon, assure de la sincère volonté du MILF de s'engager sur la voie de la paix.

L'île de Mindanao, à majorité musulmane, est d'après nombre d'indicateurs la région la plus pauvre des Philippines. Les donateurs étrangers, dont les Etats-Unis, y ont déversé des centaines de millions de dollars. La logique sous-tendant cette aide est que la pauvreté et le sous-développement constituent un terrain fertile pour les rebelles et les terroristes. Certains se refusent toutefois à cette lecture économique. *"Tout effort en direction de la paix qui ne s'attaque pas aux racines du problème sera voué à ne pas durer"*, estime Raby Angkal, porte-parole de l'Alliance de Mindanao pour la paix. *"La solution doit être politique. Et le problème trouve ses origines dans l'injustice dont le gouvernement philippin se rend coupable à l'égard du Bangsamoro [territoire ou peuple musulman du Sud philippin]."*

Les leaders chrétiens de Mindanao se plaignent, pour leur part, de ne pas avoir été suffisamment consultés sur le texte du 5 août, qui, selon eux, aurait directement mis en péril leur présence à Mindanao. Loreto Cabaya, le maire d'Aleosan, dans la province de Cotabato, raconte que des rebelles du MILF, menés par le commandant Umbra Kato, ont surgi fin juin autour des exploitations agri-

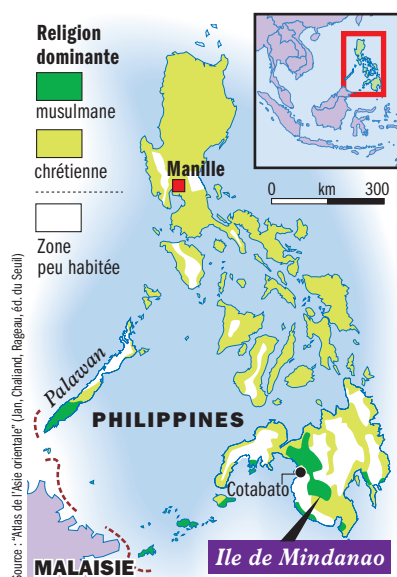
coles de chrétiens afin d'intimider les habitants et, avant la conclusion de l'accord, de faire main basse sur leurs terres. Quelque temps après, en juillet, poursuit-il, ils ont fait feu sur des paysans chrétiens sans armes et abattu de sang-froid une vieille femme dans sa rizière. En outre, ajoute-t-il, le conflit ne se résume pas à une opposition entre chrétiens et musulmans. Les rebelles du MILF auraient incendié dans la région 600 habitations, dont 400 appartenant à des musulmans considérés comme favorables au gouvernement ou impliqués dans de vieilles querelles de clan avec des chefs du MILF. En réaction, 450 volontaires civils d'Aleosan ont pris les armes pour lutter contre les rebelles musulmans. *"Nous tenons à ce qu'ils nous respectent"*, martèle M. Cabaya, installé dans son bureau spacieux sous la protection permanente d'un garde du corps portant un fusil d'assaut M16. *"Ils veulent nos terres. Or elles ont été acquises en toute légalité auprès des pères du MILF"*

LA PRIORITÉ : TRAQUER LES DJIHADISTES ÉTRANGERS

Encouragés par le gouvernement, des chrétiens venus du centre des Philippines se sont installés en grand nombre à Mindanao, notamment au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont acquis des terres auprès de musulmans. Celles-ci sont aujourd'hui au cœur d'un différend territorial : en sont-ils les propriétaires légitimes ou font-elles partie d'un "domaine ancestral" qui devrait revenir à une région autonome musulmane ? Pour les colons chrétiens, à l'instar de M. Cabaya, le gouvernement ne doit en aucun cas céder aux exigences du MILF, le mouvement n'aspirant au bout du compte qu'à l'indépendance.

Pour reprendre le chemin de la paix, il est nécessaire, en premier lieu, de traduire en justice les trois commandants rebelles et de conduire, éventuellement dans le même temps, une enquête sur les exactions commises par l'armée philippine depuis le mois d'août 2008. Par ailleurs, dans cette spirale de violence, une des priorités pour l'armée et la police est de traquer les djihadistes étrangers – et en particulier les agents de la Jamaah Islamiyah, réseau terroriste régional responsable notamment des attentats de Bali en 2002 –, susceptibles de tenter d'exploiter les incertitudes présentes. Il pourrait ensuite s'avérer judicieux de procéder par petites touches, en concluant successivement des accords partiels, et non un accord exhaustif comme celui du 5 août. Avant d'arriver à une solution définitive dans le conflit de Mindanao semblable à celle imaginée dans l'accord du 5 août, le gouvernement aura encore beaucoup à faire s'il doit aussi prendre en compte les préoccupations des chrétiens.

Jonathan Adams



Pékin fait son marché autour du monde

Grâce à leurs abondantes liquidités, les entreprises chinoises multiplient les achats à l'étranger. Aucun secteur n'échappe à l'appétit des investisseurs venus d'Extrême-Orient.

Washington

Il y a encore quelques mois, de nombreux Etats accueillaient avec suspicion ces offres venant de Chine. Mais, à présent que les banques hésitent à fournir de l'argent à des entreprises en difficulté, la Chine, qui dispose d'abondantes liquidités, est devenue une nouvelle locomotive du prêt

■ Pronostic

L'économie chinoise sortira probablement renforcée de la crise actuelle, estime l'*International Herald Tribune*. Car la Chine utilise ses liquidités pour acquérir une plus grande place sur le marché mondial et son plan de relance devrait améliorer sa compétitivité. La crise va aussi l'aider à réaliser des objectifs longtemps considérés comme difficiles à atteindre : ralentir l'inflation, réduire sa dépendance à l'égard des exportations et dégonfler une bulle immobilière qui menaçait d'éclater.

Malgré le net ralentissement des flux financiers mondiaux, la Chine a considérablement accru ses investissements à l'étranger. En 2008, ses opérations de fusion-acquisition à l'international ont représenté 52,1 milliards de dollars. En janvier et février 2009, les entreprises chinoises ont déjà investi 16,3 milliards de dollars à l'étranger. A ce rythme, le chiffre de 2009 pourrait représenter le double de celui de

Les entreprises chinoises ne sont pas les seules à profiter de la crise économique pour venir en aide à d'autres tout en y trouvant leur compte. Le gouvernement chinois s'est lui aussi porté au secours de pays en difficulté, tels que la Jamaïque et le Pakistan, dont il veut se faire des alliés, en leur consentant des prêts bonifiés. Fin février, le ministre du Commerce, Chen Deming, a accompagné 90 chefs d'entreprise à l'étranger. Ces derniers ont signé pour 10 milliards de dollars de contrats en Allemagne, 400 000 dollars en Suisse, 320 millions en Espagne et 2 milliards en Grande-Bretagne. La

Ariana Eunjung Cha

[illegible]

JAPON

L'agriculture, une activité d'avenir

Dans le contexte actuel de crise industrielle et de montée du chômage, la filière agricole a le sourire. Plusieurs initiatives démontrent le potentiel de ce secteur.

TOKYO SHIMBUN

Tokyo

Dans un immeuble de bureaux bien situé, à Sakae, l'un des quartiers de Nagoya, le restaurant *Budo-no Kaze* sert des plats mijotés riches en légumes et des salades de saison qui respirent la fraîcheur. Chaque jour, le buffet à volonté est à 1 800 yens [13 euros]. Il est préparé avec des produits directement acheminés depuis les exploitations agricoles et il attire une foule de clients, en majorité des femmes, qui font la queue devant l'établissement. Le restaurant a été ouvert par Iganosato Mokumoku Tezukuri Farm [IMTF], une coopérative agricole implantée à Iga, une ville située à l'ouest de Nagoya. La société, créée en 1988 par 19 agriculteurs de la région, emploie aujourd'hui 150 personnes en CDI et 520 au total en comptant ceux qui travaillent en CDD ou comme saisonniers. Chaque année, elle embauche une dizaine de personnes supplémentaires, des diplômés de l'université pour la plupart, mais elle continue à manquer de personnel.

GARANTIR LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES PRODUITS

"Ne vendez plus du riz, mais des omu-subu [boulettes de riz enrobées d'algues, une forme de restauration rapide traditionnelle populaire]" : telle est la devise de l'administrateur d'IMTF, Osamu Kimura, 57 ans, un ancien employé des Japan Agricultural Cooperatives [JA, proches du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche]. Convaincu que les agriculteurs ne pouvaient plus se contenter de leur culture pour survivre, il a eu l'idée de fabriquer lui-même du jambon et des saucisses, et de les distribuer aux quatre coins de l'archipel. Il a également établi des partenariats avec des riziculteurs et des maraîchers de la région, et s'est peu à peu lancé dans la vente de produits à forte valeur ajoutée, comme le riz de qualité vendu sous la marque Gohichigo, la bière artisanale ou le pain de qualité. Il produit et distribue également les mets traditionnels que l'on sert pour le nouvel an.

Pour M. Kimura, ce nouveau secteur – qui vient s'ajouter aux activités primaires, secondaires et tertiaires – représente l'avenir de l'agriculture. Même dans l'actuel climat de crise, son chiffre d'affaires ne cesse d'augmenter et, pour l'exercice en cours, il devrait atteindre 4,4 milliards de yens [3,4 millions d'euros]. Environ 70 % de ce montant est généré par les activités de services, comme le parc à thème à vocation agricole (1,8 milliard) et la restauration (1,2 milliard), un secteur qui marche très bien si l'on en juge par l'ouverture, en novembre dernier, du sep-

► Dessin de No-rio, Amori (Japon).



■ Recul

Le nombre des paysans nippons ne cesse de diminuer. Il est passé de 14,54 millions en 1960 à 2,99 millions en 2008, soit un recul de 21 %. De plus, cette population est très touchée par le vieillissement. La part des personnes âgées de plus 65 ans en son sein s'élève à 60 %.

tième restaurant de la société, dans une tour située près de la gare centrale de Nagoya.

Le directeur des affaires administratives et financières, Tatsuaki Shinohara, 32 ans, a abandonné son poste de fonctionnaire spécialisé au ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche pour entrer dans l'entreprise de M. Kimura. Attiré par la politique agricole, il était devenu fonctionnaire, mais son travail consistait uniquement à justifier la budgétisation des travaux publics. "Les intérêts du ministère étaient prioritaires, et savoir si ces travaux allaient être utiles aux agriculteurs était secondaire", raconte-t-il. Aujourd'hui, cet homme s'occupe de la mise en œuvre de nouvelles activités et de leur financement. A une époque où il avait des difficultés à obtenir des prêts bancaires, il a fait face au manque de liquidités de l'entreprise en demandant aux différents partenaires de se procurer des bons d'achat de la société. "Je veux prouver que l'agriculture est un secteur de croissance", affirme-t-il, les yeux pétillants. Pour que les paysans qui travaillent pour l'entreprise puis-

sent faire de meilleurs profits, "on achète 20 % à 30 % plus cher que les JA. A partir du moment où les producteurs ont des revenus stables, on peut garantir la qualité et la sécurité de nos produits", explique M. Kimura.

Au cours des trois dernières années, M. Kimura a embauché 40 personnes en CDI. Dans tout le pays, on note une progression des demandes d'emploi dans l'agriculture. Depuis avril 2008, leur nombre augmente chaque mois de 30 % en rythme annuel dans la préfecture de Toyama [dans le centre de l'archipel]. A Oita [dans le sud], où les non-renouvellements de CDD et les renvois d'intérimaires se multiplient dans l'industrie, les JA de la région prévoient d'embaucher 50 personnes. Les signes d'une transition de l'industrie vers l'agriculture sont bien là. "Si l'on parvient à attirer des spécialistes du marketing et du design, des idées nouvelles verront le jour et pourront être mises à profit", se plaît à croire M. Kimura, qui, en ces temps marqués par la peur du chômage, mise sur l'"avènement d'une nouvelle ère agricole".

Seiji Teramoto

FORMATION Comment séduire les jeunes ?

Dans un contexte social marqué par la montée du chômage, on parle de la ruée vers l'agriculture. En effet, un nombre croissant de Japonais demandent conseil à des centres spécialisés pour devenir agriculteurs", constate le *Mainichi Shimbun*, avant de se demander si agriculteur est une profession à la portée de n'importe quel demandeur d'emploi. Il est vrai aussi que le gouvernement a mis en place, dans le cadre du plan de relance, une aide financière pour créer 5 000 emplois dans l'agriculture, la pêche et la sylviculture. Mais il s'agit en réalité d'un métier dur qui non seulement exige des efforts physiques mais dépend également des aléas du climat. C'est pourquoi un nombre non

négligeable de jeunes l'abandonnent rapidement, rappelle le quotidien. "Supposons qu'il pleuve demain et que la pluie abîme les légumes que vous deviez prochainement récolter, que feriez-vous ? Ce travail ne s'arrête jamais à l'heure prévue", explique un jeune diplômé de l'université agricole de Saitama. Pour Isoshi Kajii, professeur honoraire d'agriculture et de technologie à Tokyo, "le gouvernement veut élever le taux d'autosuffisance alimentaire à 50 % [au lieu de 40 % actuellement]. Mais ses mesures en faveur de l'emploi agricole ne font que pallier les difficultés du moment. A long terme, elles n'aboutiront probablement pas à former suffisamment de jeunes exploitants."

LE MOT DE LA SEMAINE

"SHÛNÔ"

TRAVAILLER DANS L'AGRICULTURE

就農

En ces temps de crise, travailler dans le secteur agricole peut s'avérer un choix judicieux (voir article ci-contre). Mais, pour que ce soit réellement le cas, il faudrait cependant une refonte totale du cadre qui définit l'agriculture de l'archipel depuis la réforme agraire de 1952. Ce cadre reposait – et repose toujours – sur le refus du fermage, perçu comme un dispositif qui a nourri en partie les illusions ultranationalistes de triste mémoire, à cause des profondes inégalités qu'il a suscitées entre propriétaires et paysans. Si l'intention politique était louable, le cadre en tant que tel, qui impose en principe que l'exploitant soit le propriétaire de la terre qu'il cultive, a montré ses limites, à mesure que la société s'éloignait de l'univers rural qui était le sien dans les années 1950. Dans le secteur primaire, on a ainsi assisté à l'émiettement des exploitations et au vieillissement des agriculteurs, processus qui débouchent sur un problème central, celui du maintien, sur le territoire national, de sols arables. En ce qui concerne les Japonais dans leur ensemble, on constate une évolution du goût, qui les voit délaisser le riz au profit d'autres aliments, tandis qu'ils montrent parallèlement une propension à choisir des produits formatés issus de l'industrie agroalimentaire – et qui, par conséquent, peuvent être importés. Un cercle vicieux s'est donc mis en place, l'Etat soutenant à bras-le-corps une riziculture menacée, sans que cette aide, adossée à une politique de jachère qui suppose un abandon partiel de l'activité agricole, contribue de quelque manière que ce soit à renforcer l'autonomie alimentaire du pays. C'est bien ce cercle qu'il convient tout d'abord de briser.

Kazuhiko Yatabe
Calligraphie de Kyoko Mori



moyen-orient

ISRAËL

Où est donc passé le "code moral" de l'armée ?

Durant la dernière opération de Tsahal à Gaza, la hiérarchie militaire n'a pas appelé les soldats à faire preuve de retenue vis-à-vis des civils palestiniens, dénonce un officier de réserve.

YEDIOT AHARONOT (extraits)

Tel-Aviv

Les troupes israéliennes ont-elles vraiment violé le "code moral" de Tsahal ? Les militants de Shovrim Shtika [Briser le silence, une organisation de soldats ayant servi dans les Territoires occupés] sont en train de recueillir un nombre impressionnant de témoignages auprès des soldats et des officiers qui ont participé à l'opération Plomb durci [attaque israélienne contre Gaza en décembre 2008 et janvier 2009]. Ce qui commence à ressortir des récits de combattants d'unités très diverses, c'est que ce "code moral" n'a pas été violé, mais que son énoncé a tout simplement été révisé par les officiers supérieurs israéliens qui ont planifié et déclenché l'attaque sur Gaza. Il y a quelques mois, invité à la Mekhina [école d'instruction préparatoire au service militaire] d'Oranim [un village de Galilée] par d'anciennes recrues, j'avais projeté un film amateur réalisé par un soldat où l'on voyait d'autres soldats battre des Palestiniens à un barrage. "Voilà ce que la force fait de vous", leur avais-je expliqué. "Et n'attendez surtout pas de votre hiérarchie militaire qu'elle veille au respect des valeurs humaines."

Face à de jeunes recrues fraîchement sorties du lycée et qui suivent une instruction sur des collines idylliques, il est difficile de rendre l'atmosphère qui règne aux barrages. Je leur ai donc expliqué qu'on pourrait leur donner l'ordre d'abattre tout individu marchant dans les rues de Naplouse durant les opérations nocturnes. J'ai également tenté de rendre palpable l'atmosphère

► Des soldats israéliens reconnaissent avoir commis des massacres à Gaza.
Dessin de Haddad paru dans Al-Hayat, Londres.



qui régnait dans mon unité en octobre 2000, au barrage de Kissoufim, dans la bande de Gaza : tout le monde voulait tuer, et beaucoup. Quant aux instructions qui nous étaient transmises oralement, elles n'étaient pas faites pour nous retenir. C'était même tout le contraire.

Les soldats qui sont récemment revenus du champ de bataille et ont osé dire la vérité démontrent que les ordres restent inchangés et que tout désir de retenue est exceptionnel et voué à l'échec. La suite du scénario est rodée depuis des années. Pressée par les médias et par l'opinion, la justice militaire va promettre d'enquêter ; mais l'instruction sera menée à charge contre de simples conscrits que l'on fera taire. Les conclusions de ces enquêtes sont connues d'avance : les forces armées israéliennes ont veillé en permanence au respect des valeurs supérieures de la morale et les cas

incriminés n'ont été que des exceptions. Ensuite, les porte-parole de l'armée monteront en épingle le cas de ces rares soldats qui ont décidé de ne pas abattre de civils palestiniens et n'ont pas hésité à mettre leur vie en danger. Peut-être même citera-t-on pour notre édification le cas de cet ambulancier israélien qui a administré les premiers soins à un Palestinien de Gaza.

Au final, l'enquête sera clôturée et les soldats qui ont osé témoigner se verront reprocher d'avoir pris le risque de salir leur unité en se focalisant sur un incident isolé. Il n'empêche. Le portrait d'ensemble qui commence à ressortir des témoignages que nous sommes en train de recueillir auprès des combattants de Gaza est extrêmement grave. Il apparaît en effet que c'est uniquement parmi les soldats de terrain qu'il s'est trouvé des éléments modérateurs pour atténuer la portée des ordres venus d'en haut et qui

poussaient les engagés à tuer pour tuer et à détruire pour détruire.

Je suggère à Tsahal et à ses porte-parole de plancher sur un scénario novateur pour les mois à venir. Ainsi, il serait bon que l'armée – tout comme l'échelon politique et l'opinion israélienne – se penche franchement sur les valeurs de notre état-major et sur la moralité des ordres reçus par nos soldats, plutôt que de s'acharner à jeter l'opprobre sur quelques "individus isolés". Il serait également bon que nous tous, nous commençons à nous interroger sur l'objectif réel de l'opération Plomb durci et sur l'état d'esprit que les responsables de l'armée ont entre-tenu parmi nos soldats. Quels étaient les ordres ? Et comment était désignée la population palestinienne ?

Dans quelques mois, lorsque le recueil complet des témoignages sera publié, il ne sera plus possible d'incriminer uniquement les simples soldats. Certes, certains d'entre eux ont manifestement éprouvé du plaisir à assassiner de simples civils. "C'est ça qui est chouette à Gaza, tu vois quelqu'un sur un chemin et il ne faut même pas qu'il ait une arme pour que tu puisses tout simplement lui tirer dessus", raconte un soldat. D'autres ont joué à qui détruirait le plus de maisons. Mais tous ont obéi aux ordres et ont agi en fonction d'un état d'esprit entretenu par Tsahal. Les véritables exceptions dans cette histoire, ce sont ces rares soldats qui s'abstiennent de tuer des civils, de détruire des maisons et de piller des biens. Et ceux qui, plus rares encore, sont prêts à dire la vérité à l'opinion israélienne.

Noam Hayot*

* Officier israélien, membre de Shovrim Shtika.

KOWEÏT

Démocratie, un terme qui fait peur

Demander que le Premier ministre, membre de la famille princière, réponde aux questions des députés, en quoi est-ce un danger ?

AL-QUDS AL-ARABI (extraits)

Londres

Quand l'émir du Koweït, Sabah Al-Ahmed Al-Sabah, s'est adressé à la nation, le 18 mars, pour annoncer la dissolution du Parlement et des élections anticipées pour mai prochain, il en a profité pour mettre en garde ses concitoyens contre "un véritable danger" qu'il commençait à "pressentir". Ce danger serait le fait de "certains députés" qui menacent "l'intégrité de la patrie et l'unité du peuple". Il parlait de l'opposition parlementaire, qui avait demandé que le Premier ministre vienne répondre à ses questions [selon une procédure prévue par la Constitution, mais que l'émir refuse de voir appliquée au Premier ministre sous

prétexte que celui-ci appartient à la famille princière, comme d'ailleurs tous les ministres]. Le lendemain, les principaux quotidiens ont vanté "la sagesse de l'émir", qui a "défendu la Constitution". "Faites confiance à l'émir !" titrait carrément le quotidien *Al-Seyassah*, en affirmant que la décision appartenait à l'émir. "Il a fait le choix d'une dissolution conforme à la Constitution, puisque assortie de nouvelles élections. Personne n'aurait rien trouvé à redire s'il avait procédé à une dissolution non constitutionnelle [consistant en une suspension pure et simple de la vie parlementaire]. C'est lui qui est responsable de son peuple et de son pays."

De quel danger parle donc l'émir ? Des demandes d'audition du Premier ministre que certains députés s'acharnent à déposer

depuis quelques années ? Si tel était le cas, il faudrait que le Parlement britannique soit dissous tous les mercredis, jour hebdomadaire des questions au gouvernement, où Gordon Brown est soumis à une sorte d'interrogatoire. Au lieu de fuir les questions, il répond avec éloquence et avec tout le respect dû à l'opposition, puis retourne à son bureau. Qu'est-ce qui empêche donc le Premier ministre du Koweït de faire de même ?

Le Koweït est la seule quasi-démocratie de la péninsule Arabique. La famille des Al-Sabah cherche à la restreindre en s'appuyant sur les régimes autocratiques voisins et en usant de son contrôle des revenus pétroliers afin d'acheter des soutiens intérieurs. Le danger que "pressent" l'émir ne concerne donc pas l'avenir du pays, mais

l'avenir d'une pratique autocratique du pouvoir. Ce danger s'est même aggravé le lendemain de son intervention. Car, bien que les principaux médias du pays et les députés fidèles au palais se soient faits les thuriféraires de la tyrannie, d'autres se sont braqués encore davantage dans leur opposition. Mais c'est surtout le Hizb Al-Umma [Parti de la nation musulmane, fondamentaliste, dans l'opposition, non reconnu puisque les partis politiques sont interdits] qui a mis le doigt là où ça fait mal. Il a revendiqué une réécriture de la Constitution garantissant un véritable pluralisme politique, la légalisation des partis et l'alternance au pouvoir [avec un Premier ministre issu de la majorité parlementaire et non imposé par l'émir].

Abdelwahab Effendi

MONDE MUSULMAN

Faut-il brûler Darwin ?

Deux siècles après sa naissance, le théoricien de l'évolution des espèces continue à faire scandale dans les pays musulmans, qu'il s'agisse du royaume saoudien ou de la Turquie laïque et moderne.

ARABIE SAOUDITE

Pas d'évolution pour les fondamentalistes

AL-WATAN
Abha

Dans le monde entier, on fête cette année le bicentenaire de la naissance de Charles Darwin, le père de la théorie de l'évolution des espèces. Dans toutes les langues, on consacre des articles et des livres à ce qu'il a apporté à la science. Partout on honore son œuvre, sauf dans le monde arabe, où cet anniversaire est passé sous silence. Voilà un bon indicateur de notre sous-développement scientifique. On peut comparer la situation actuelle à la richesse des débats qui ont eu lieu il y a un siècle, quand sa théorie était largement discutée dans les revues de l'Egypte de la Nahda [mouvement de renouveau intellectuel de la fin du XIX^e siècle].

Aujourd'hui, en Arabie Saoudite, les rares personnes qui en parlent le font pour la combattre. Ainsi, le P^r Fahd Al-Ahmadi a publié un article dans le quotidien *Al-Riyadh* du 1^{er} mars 2009 pour faire l'apologie du "dessein intelligent", qu'il qualifie de "pas vers Dieu". "Darwin a divisé le monde en deux, entre ceux qui croient que le monde s'est développé par l'élimination du faible par le fort et ceux qui croient qu'un Créateur l'a prévu tel qu'il est. Les deux camps se sont radicalisés l'un face à l'autre, puisque les uns ont promu Darwin afin de combattre la religion et que les seconds ont nié catégoriquement sa théorie alors même que l'évolution des espèces est observable chez d'innombrables espèces animales. Tous peuvent être réconciliés par la théorie du 'dessein intelligent', qui ne nie pas l'évolution mais affirme que celle-ci obéit à un plan préétabli", écrivait le P^r Al-Ahmadi. En réalité, l'idée du dessein intelligent n'est pas un pas vers Dieu de la part des pro-Darwin, mais une invention des fondamentalistes protestants américains, qui se sont rendu compte qu'on ne pouvait plus soutenir une lecture littérale de l'Ancien Testament, où il est écrit que l'univers a 6 000 années d'existence.

Un autre exemple de la manière dont on aborde Darwin en Arabie Saoudite a été fourni par le quotidien *Al-Watan* en date du 26 février 2009. Il affirmait que "des chercheurs demandent aux instances officielles de tenir compte de l'importance scientifique et religieuse des fouilles dans la région du Jawf [dans le nord du pays],

qui pourraient apporter des éléments de réfutation de la théorie de Darwin". Il citait aussi un professeur de sciences de la vie à l'université du Jawf, Hassan Aqla Al-Mourchid, selon lequel "on a découvert des organismes aquatiques vieux de millions d'années dont les yeux ressemblent à ceux des insectes d'aujourd'hui. Cela prouve que le Créateur avait bien prévu sa création dès le début." On aurait aimé que le D^r Al-Mourchid, qui est un spécialiste de sa discipline, ne tombe pas dans ce piège de la rhétorique antiscientifique des fondamentalistes protestants américains.

Alors que nous plongeons dans l'ignorance, le Vatican organise une conférence sur Darwin et Galilée. Selon *The Washington Post*, il se démarque ainsi des fondamentalistes protestants et cherche à montrer que le catholicisme n'est pas incompatible avec la science. Il est évident que l'objectif est de rejeter les attitudes

antiscientifiques qui ont prévalu pendant si longtemps. On parlerait même aujourd'hui de l'érection d'une statue en honneur de Galilée dans la cité du Vatican et d'un "malentendu tragique" à propos de sa condamnation. De même, l'Eglise anglicane a récemment cessé de rejeter la théorie de Darwin. Au même moment, les musulmans adoptent l'attitude inverse et reprennent le discours des fondamentalistes protestants, dont les écrits sont étonnamment bien diffusés dans le monde arabe.

Le paradoxe, c'est qu'on a toujours affirmé que l'islam était compatible avec la science, alors que le christianisme a subi le recul qu'on connaît dans les affaires publiques parce qu'il était fondamentalement hostile à la science. Veulent-ils nous pousser à prendre des positions qu'il faudra ensuite renier ? Les théories scientifiques correspondent à la volonté des hommes d'expliquer leur univers. Elles ne peuvent être réfutées que par des preuves scientifiques. Tout cela ne doit pas interférer avec les questions de croyance.

Hamza Al-Mizaini

◀ Dessin de Falco, Cuba.



TURQUIE

Des scientifiques transformés en censeurs

RADIKAL
Istanbul

Il y a des moments où l'on est fier de son pays et d'autres où celui-ci nous fait tellement honte qu'on aurait envie de se cacher sous terre. Ce fut le cas, en 2009, lorsqu'une auto-stoppeuse italienne, Pippa Bacca, porteuse d'un message de paix, a été violée et assassinée dans notre pays. C'est encore le cas aujourd'hui, avec une publication de Tübitak [importante institution scientifique officielle turque chargée de la promotion de la recherche dans le domaine des sciences et de la technologie] dans laquelle Darwin se trouve censuré. Voilà typiquement le genre de situation où l'on se dit : "Pourvu qu'aucun étranger ne m'interroge à ce sujet, sinon je vais être obligé de me lancer dans des explications scabreuses".

En définitive, on se retrouve bombardé de questions. Cette affaire va nous être envoyée à la figure, histoire de nous montrer dans quel état se

trouve la Turquie aujourd'hui. Vous n'ignorez pas que l'on célèbre cette année le bicentenaire de la naissance de Charles Darwin et le 150^e anniversaire de la publication de son œuvre la plus importante, *L'Origine des espèces*. A l'initiative notamment de l'UNESCO, qui a fait de 2009 l'année Darwin, des conférences et des séminaires sont organisés sur ce thème un peu partout dans le monde. Dans ce contexte, il semblait tout à fait naturel, voire inévitable, que la revue *Bilim ve Teknik* ["Science et Technique"], publiée par une institution "scientifique" comme Tübitak, fasse sa couverture sur Darwin. En effet, à part quelques groupes sectaires et fanatiques, plus personne aujourd'hui ne conteste l'idée que Darwin est l'un des pères de la science moderne, de la biologie en particulier, une discipline qui connaît actuellement une évolution fulgurante.

CENSURER DARWIN, C'EST MENER UNE ATTAQUE CONTRE LA SCIENCE

Ce que l'on qualifie de "théorie de l'évolution" est d'ailleurs devenu un vrai phénomène scientifique, au même titre par exemple que la pesanteur, que certains ont essayé d'expliquer en leur temps par le battement des ailes des anges !

Dans ces conditions, comment comprendre qu'une telle censure puisse être pratiquée par une institution dont les responsables sont a priori tous des scientifiques ? En effet, censurer Darwin revient à mener une attaque contre la science. Cela ne sert à rien, sinon à ridiculiser la Turquie. Si les responsables de la revue ont agi de la sorte parce que la théorie de l'évolution de Darwin ne correspond pas à la vision religieuse de la Création qu'on leur a enseignée, c'est évidemment affligeant. D'autant plus que Darwin lui-même a écrit à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de contradiction entre la croyance en Dieu et l'évolution. Cette affirmation a également été reprise par un certain nombre de penseurs religieux importants de notre époque.

L'Eglise anglicane, qui s'était violemment opposée à la théorie darwinienne, vient ainsi de revoir sa position et a même demandé pardon, en septembre 2008, pour s'être trompée et pour avoir ensuite induit d'autres personnes en erreur. Le pape Jean-Paul II lui-même avait déjà déclaré que "la théorie de l'évolution est bien plus qu'une hypothèse". Que dire, alors, de l'attitude de nos "scientifiques" ? Qu'on ne vienne pas m'affirmer que la Turquie est en train d'avancer. La direction prise par un pays dont la principale institution scientifique est en retrait par rapport au Vatican ne peut être que la régression !

Haluk Sahin



afrique

MADAGASCAR

Rajoelina doit encore faire ses preuves

Président d'une "Haute Autorité de transition" créée pour l'occasion, le nouveau maître de la Grande Ile aura fort à faire pour restaurer l'ordre constitutionnel. Et calmer tous ceux qui crient au coup d'Etat.

FINANCIAL TIMES

Londres

D'ANTANANARIVO

Le soulèvement qui l'a amené au pouvoir le 17 mars avec le soutien des militaires suscite une avalanche de condamnations de la part de la communauté internationale, mais le nouveau président malgache tient bon. Andry Rajoelina, cet ancien disc-jockey de 34 ans qui se retrouve aujourd'hui le plus jeune chef d'Etat d'Afrique à l'issue d'une cérémonie d'investiture organisée à la hâte le 21 mars dernier, a rejeté les appels des bailleurs de fonds, qui réclament instamment la tenue de nouvelles élections. Or, les donateurs en question représentent plus des deux tiers du budget de cette île de l'océan Indien.

"Un homme seul ne peut pas bâtir une maison. Mais... la communauté internationale doit comprendre qu'elle doit respecter la volonté du peuple. C'est le peuple malgache qui décide de ce qui se passe à Madagascar", a déclaré Rajoelina au *Financial Times*, dans l'enceinte du palais présidentiel d'Ambohitsorohitra [dans le centre d'Antananarivo] qu'il occupe depuis que l'édifice a été pris d'assaut par des troupes rebelles il y a une semaine [le 16 mars].

Dès lundi [23 mars], sa résistance était mise à l'épreuve, ses opposants ayant orchestré la première de ce qu'ils annoncent comme une succession de grandes manifestations afin d'exiger le retour de son prédécesseur [Marc Ravalomanana]. Les rassemblements seront organisés dans les lieux mêmes où Rajoelina avait galvanisé ses propres partisans.

Dans un entretien accordé au *Financial Times*, Rajoelina a rappelé

► Andry Rajoelina.
Dessin de Damien
Glez, Ouagadougou.

■ Mansuétude

Andry Rajoelina vient d'annoncer qu'il allait accorder la grâce aux "détenus et exilés politiques" du régime déchu de Marc Ravalomanana ; 23 personnes ont déjà été transférées de prison dans un hôtel. La grâce dispense le condamné de l'exécution – partielle ou totale – de sa peine, mais ne rétablit pas ses droits civiques. Les anciens dirigeants Didier Ratsiraka (ancien président), et Pierrot Rajaonarivelo (ancien vice-Premier ministre) qui avaient fui le pays pour la France après 2002 sont également concernés.



qu'il s'était engagé à organiser une élection présidentielle d'ici deux ans. Ce qui n'a pas suffi à apaiser la colère des bailleurs de fonds. Depuis la fuite de Ravalomanana, le 17 mars, la Norvège puis les Etats-Unis – un pays donateur incontournable – ont gelé tous leurs projets sauf ceux concernant l'aide humanitaire.

Même Paris, l'ex-puissance coloniale, qui a vu d'un bon œil le départ d'un président avec qui elle entretenait de mauvaises relations, a refusé de reconnaître la légitimité du chef rebelle. Il avait pourtant trouvé refuge quelque temps à l'ambassade de France, pendant les trois mois de crise qui ont fait au moins 100 morts. Au lieu de cela, Nicolas Sarkozy a dépeint les événements comme un "coup d'Etat". L'Union africaine, piquée au vif par le quatrième putsch dans ses rangs en

quelques mois, a suspendu Madagascar. Dans un pays de 20 millions d'habitants, où le revenu moyen est de 220 euros par an et où la famine règne à l'état endémique, le moindre dollar d'aide perdu est un coup dur.

L'ARMÉE ET LES EGLISES INFLUENTES RESTENT DIVISÉES

Mais Rajoelina, chef d'entreprise devenu maire d'Antananarivo [en décembre 2007] avant de s'emparer de la plus haute fonction de l'Etat, n'en démord pas. *"Il ne s'agit pas du tout d'un coup d'Etat. La Haute Cour constitutionnelle (HCC) a validé ce transfert des pouvoirs."* Les juges lui ont effectivement accordé leur blanc-seing, mais seulement après une mutinerie déclenchée par des officiers et des sous-officiers, toujours retranchés dans le quartier général de l'armée.

Certains aspects du règne de Ravalomanana avaient suscité une insatisfaction croissante dans la population, comme son achat d'un nouvel avion présidentiel pour un montant de près de 44 millions d'euros, l'accroissement de son empire personnel, notamment dans le secteur des produits laitiers, et des négociations portant sur la location de vastes régions du pays à un conglomérat sud-coréen [Daewoo]. Ayant su capitaliser sur ce mécontentement, Rajoelina a annoncé qu'il examinerait les investissements réalisés sous le règne de son prédécesseur afin d'en vérifier la constitutionnalité.

Il a par ailleurs fait part de son intention d'établir des liens avec des membres du parti de l'ancien président [Tiako i Madagasikara (TIM) – J'aime Madagascar], martelant : *"Tous les hommes politiques reconnaissent que je suis à la tête de la transition."* Mais rien de ce qu'il a pu dire n'a apaisé les craintes quant à ses projets de gouvernement, maintenant qu'il a été catapulté au pouvoir par une partie de l'élite fortunée du pays et la rébellion d'une unique unité de logistique [la base du CAPSAT, le Corps d'administration des personnels et services de l'armée de terre de Soanierana, dans les faubourgs de la capitale].

Si TGV, le surnom de DJ sous lequel l'ultrarapide Rajoelina est encore largement connu, peut compter sur le soutien des jeunes fêtards qui ont célébré sa victoire dans les boîtes de nuit de la capitale, certaines de ses allégeances sont loin d'être limpides. L'armée et les Eglises influentes restent divisées. Diplomates et responsables de l'aide humanitaire avertissent que, dans les immenses provinces de l'île, rares sont ceux qui penchent en sa faveur.

Tom Burgis

POLITIQUE La tentation du coup de force se propage

Dans les grandes villes de province, les opposants à l'ancien président Ravalomanana s'entre-déchirent. Les luttes locales pour le pouvoir se multiplient, mettant en péril l'Autorité de transition et l'unité du pays.

Non, la démission de Marc Ravalomanana ne signifie pas que la crise est terminée. La nation malgache fait aujourd'hui face à un danger bien plus grave : la sécession. Partout dans le pays, l'administration est prise de force par des individus qui se réclament du mouvement TGV [du président de la Haute Autorité de transition, Andry Rajoelina]. A Toamasina [poumon économique et grand port de l'est du pays], un certain Herman Tsiavahiny s'est autoproclamé hier [le 19 mars] chef de région. D'après le parti Toamasina Tonga Saina (TTS) de l'ex-maire de Toama-

sina et neveu de l'ancien président Didier Ratsiraka (1975-1993 puis 1997-2002)] Roland Ratsiraka, qui condamne une telle initiative, M. Tsiavahiny est appuyé par une personnalité locale qui a fait partie des prisonniers politiques sous le régime Ravalomanana. Il déclare à tue-tête que ce n'est pas à Ravalomanana qu'il en veut, mais plutôt à la structure que l'ancien président a mise en place. *"Désormais, nous n'avons plus à recevoir de directives d'Antananarivo",* a-t-il déclaré.

A Antsirabe [grande ville à 160 kilomètres au sud d'Antananarivo], la situation est presque identique. En se faisant transmettre les pouvoirs locaux par le chef de région et le maire, les opposants – par ailleurs divisés – rectifient le tir et constituent une cellule qui gère les affaires avec les autorités légales. A Fianarantsoa [capitale de la province éponyme],

le mouvement s'est vu confier les clés de la région sans que l'on sache qui dirige. La même confusion règne à Tolagnaro [ex-Fort-Dauphin, capitale de province] et à Toliara [ex-Tuléar, capitale de province], où les représentants de l'administration ont rejoint l'opposition locale.

Partout dans le pays, la tendance à la prise du pouvoir local par des individus au passé parfois douteux risque de se généraliser. Est-ce la faute de l'entourage d'Andry Rajoelina, dont certains aimeraient faire perdurer l'esprit 13-Mai [du nom de la place d'Antananarivo qui a servi de lieu de rassemblement au mouvement de contestation] alors que c'est tout le pays qui est concerné ? Est-ce une nouvelle manœuvre de Marc Ravalomanana, qui, rappelons-le, avait déclaré urbi et orbi qu'il ne démissionnerait jamais, deux jours seulement avant de transférer

ses pouvoirs aux généraux [le 17 mars] ? On comprend la réaction légitime des provinces, qui, depuis l'indépendance [en 1960], ont subi les ordres du pouvoir central. Des tentatives pour mettre en place une véritable décentralisation à Madagascar ont été lancées. Conscients de l'importance des pouvoirs qu'ils détiennent, les dirigeants successifs n'ont cependant pas voulu lâcher de lest, et la décentralisation est devenue un serpent de mer. Aussi n'est-il pas étonnant qu'à chaque crise le fédéralisme – voire l'"ethnisme" – ressurgisse. A la différence des autres épreuves que le pays a traversées, il y a aujourd'hui un risque réel de verser dans l'anarchie. Il ne faut pas non plus oublier que diverses rivalités (politiques et ethniques) semblent s'installer au niveau même de la transition.

Sa, La Gazette de la Grande Ile, Antananarivo

SOUDAN

Rejeté de Grande-Bretagne, abattu au Darfour

L'assassinat d'un réfugié darfourien renvoyé par les Britanniques relance le débat sur les demandeurs d'asile et la situation dramatique des opposants soudanais.

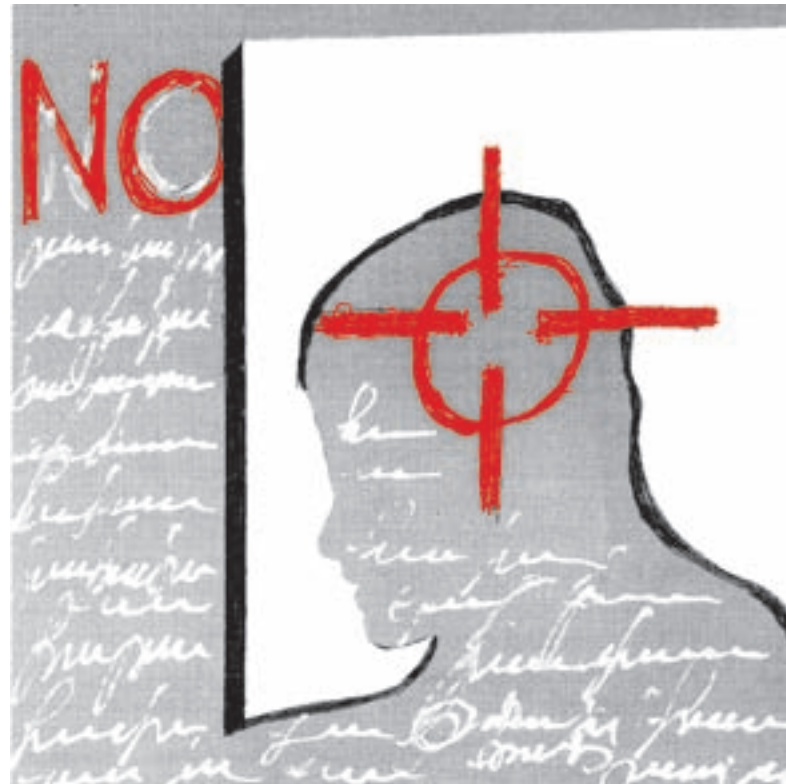
THE INDEPENDENT (extraits)

Londres

Adam Osman Mohammed, 32 ans, a été abattu chez lui devant sa femme et son fils de 4 ans quelques jours après son arrivée dans son village, dans le sud du Darfour. Des agents l'avaient pris en filature depuis Khartoum. Cette affaire devrait être utilisée par les défenseurs du droit d'asile qui s'opposent au souhait du ministère de l'Intérieur britannique de faire lever l'interdiction de renvoyer au Soudan les personnes dont la demande d'asile a été rejetée. Les avocats du gouvernement s'apprentent en effet à plaider en faveur du renvoi de quelque 3 000 personnes à Khartoum.

Les partisans du droit d'asile rappellent qu'Adam Osman Mohammed, un Darfourien non arabe, était venu en Grande-Bretagne pour échapper aux persécutions au Soudan. Le village où il était agriculteur avait été attaqué deux fois par les janjawids, les milices arabes, et il avait dû s'enfuir avec sa famille. Séparé de sa femme lors de la deuxième attaque sur le village, il avait fui au Tchad avant de gagner la Grande-Bretagne, en 2005.

Sa demande d'asile a été définitivement rejetée en 2008 et il a été rapatrié à Khartoum en août, dans le cadre du programme de retour volontaire du ministère de l'Intérieur. Il est resté quelques mois à Khartoum, puis est rentré au Darfour pour retrouver sa famille. Selon Mohammed Elkazi Obubeker, son cousin, qui préside l'Union du Darfour au Royaume-Uni, "les forces de sécurité l'ont suivi



◀ Dessin de Berridi paru dans ABC, Madrid.

■ **Béchrir en voyage**
Le président soudanais Omar El-Béchrir s'est rendu le 23 mars en Erythrée, pour son premier déplacement officiel à l'étranger depuis l'émission d'un mandat d'arrêt à son encontre par la Cour pénale internationale (CPI). La décision de la CPI a été qualifiée par ses hôtes érythréens d'"insulte" à l'Afrique.

jusqu'à un autre village, Calgoo, où sa femme et son fils avaient trouvé refuge. Ils sont arrivés, l'ont cherché et l'ont abattu devant sa femme et son fils." Waging Peace, une association de défense des droits de l'homme qui compte présenter le cas de M. Mohammed devant le Tribunal pour l'asile et l'immigration en avril, déplore toute tentative de lever l'interdiction de rapatriement des Darfouris non arabes au Soudan. "Le gouvernement persiste à vouloir renvoyer les

demandeurs d'asile du Darfour, mais on a du mal à comprendre sur quoi il fonde cette décision. La Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre le président du Soudan, Omar El-Béchrir, pour les meurtres commis pendant le génocide. Si le ministère de l'Intérieur croit qu'on peut renvoyer des gens dans ce pays où il existe des preuves manifestes de génocide, cela montre qu'il n'a vraiment aucune idée de la situation là-bas", assure Louise Roland-Gosselin, sa directrice.

Pour Jan Shaw, qui dirige le programme des réfugiés au Royaume-Uni d'Amnesty International, "le Darfour est toujours extrêmement dangereux. Il y règne un climat d'insécurité et les violations des droits de l'homme ont lieu en toute impunité. Les femmes risquent toujours le viol et on continue à tuer des civils ou à les contraindre à partir de chez eux. Même à Khartoum, nous craignons que les Darfouris ne soient persécutés. Le Royaume-Uni doit traiter les déboutés avec humanité. Or, dans la plupart des cas, ceux-ci ne disposent d'aucun soutien et peuvent se retrouver à la rue sans rien. Il est tragique que certaines personnes soient tellement désespérées qu'elles retournent au Soudan en dépit des risques que cela présente pour leur sécurité."

"IL SAVAIT QUE C'ÉTAIT TROP RISQUÉ DE RENTRER CHEZ LUI"

"Le gouvernement soudanais soupçonne, à tort ou à raison, toute personne revenant du Royaume-Uni d'être contre lui. Ces gens-là sont considérés comme des ennemis de l'Etat. Ce qui est arrivé à mon cousin est terrible. Il voulait vivre en Grande-Bretagne parce qu'il savait que ce serait trop dangereux pour lui de vivre au Darfour. Tout ce qu'il voulait, c'était une nouvelle vie dans ce pays – et il en est mort", ajoute Mohammed Elkazi Obubeker. Pourtant, lorsqu'on lit les directives du ministère de l'Intérieur à l'usage des agents qui traitent les demandes d'asile de personnes originaires du Darfour, il est clair que le gouvernement britannique pense que les personnes renvoyées à Khartoum ne sont pas en danger. "Les autorités soudanaises sauront selon toute probabilité qu'une personne renvoyée au Soudan a en vain cherché à obtenir une protection internationale au Royaume-Uni. [...] Cependant, un ressortissant soudanais ne courra aucun risque en retournant à Khartoum, que ce soit à l'aéroport ou à l'extérieur, par le seul fait qu'il revient au Soudan volontairement ou involontairement", explique l'un des documents.

De son côté, un porte-parole de l'agence chargée des dossiers explique que son organisme examine "chaque demande d'asile avec le plus grand soin et [qu'il existe] un contrôle exercé par des tribunaux indépendants. Nous continuons à suivre la situation au Soudan. En juillet 2008, nous avons décidé d'arrêter d'y renvoyer les Darfouris non arabes tant que les tribunaux ne nous disent pas qu'il n'y a aucun risque."

Robert Verkaik

DIPLOMATIE Khartoum frappé par le syndrome irakien

Le régime d'Omar El-Béchrir ne se rend pas compte qu'il est proche du gouffre et qu'il pourrait bien connaître le même sort que celui de Saddam Hussein.

Le président soudanais Omar El-Béchrir est en train de préparer une tragédie qui ressemblera peut-être à celle que nous avait jouée Saddam Hussein. Il ne peut s'empêcher de s'approcher toujours plus du gouffre. Certes, il paraît moins isolé au niveau arabe et régional [que Saddam Hussein à l'époque de sa chute, en 2003], parce qu'il n'a pas envahi de pays arabe. Mais il n'en reste pas moins qu'il est accusé de crimes de guerre et qu'il a laissé dégénérer un conflit tribalo-économique en conflit ethno-politique. Certaines grandes puissances le poussent à s'entêter, mais il aurait tort de se fier à la Chine et à la Russie. Ces deux pays ont mis des bâtons dans les roues au Conseil de sécurité, qui voulait adopter une résolution condamnant le renvoi des organisations d'aide au Darfour. Mais ils avaient également contribué à

soumettre la question du Darfour au Tribunal pénal international. Omar El-Béchrir peut se sentir encouragé par la sympathie des populations arabes, qui estiment que la justice internationale pratique le deux poids deux mesures. Mais Saddam Hussein avait bénéficié de la même sympathie, et cela ne lui a servi à rien. Certes, la position de la Cour pénale internationale peut paraître scandaleuse après le massacre de Gaza, mais cela n'autorise pas Omar El-Béchrir à mener le Soudan à sa perte. Le régime soudanais a raté l'occasion de régler la crise du Darfour en temps et en heure. Si le président soudanais avait pris au sérieux le plan présenté en juillet 2008 par le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Al-Moussa, la crise n'aurait pas pris les dimensions qu'elle a aujourd'hui. Ce plan est toujours d'actualité, bien que la situation se soit considérablement compliquée depuis le moment de son élaboration. Les Arabes pourraient encore contribuer à une solution, si seulement ils voulaient bien se montrer responsables. Omar El-Béchrir choisira

probablement l'escalade avec l'Occident, et l'on ira progressivement vers une nouvelle catastrophe pour le monde arabe. On a pu en voir les prémices quand la représentante des Etats-Unis à l'ONU, Susan Rice, a évoqué une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour et a demandé l'élaboration d'un programme Pétrole contre nourriture. On est peut-être bien plus près d'un scénario à l'irakienne que beaucoup d'Arabes ne le pensent. Quand le président insulte les Américains mieux que Saddam Hussein ne l'avait jamais osé, cela n'est pas fait pour arranger les choses. S'il persiste dans cette voie, le Soudan connaîtra un sort pire que celui de l'Irak. Les facteurs de division y étant encore plus importants, il serait plus difficile d'y rétablir l'ordre, et les répercussions sur les voisins, notamment l'Egypte, y seraient plus graves. Les Arabes devraient méditer cela. Au lieu de chercher à entraver l'action de la Cour pénale internationale, ils devraient essayer de faire pression sur Khartoum pour l'amener à infléchir sa position.

Wahid Abdelmeguid, Al-Hayat, Londres

WEB +

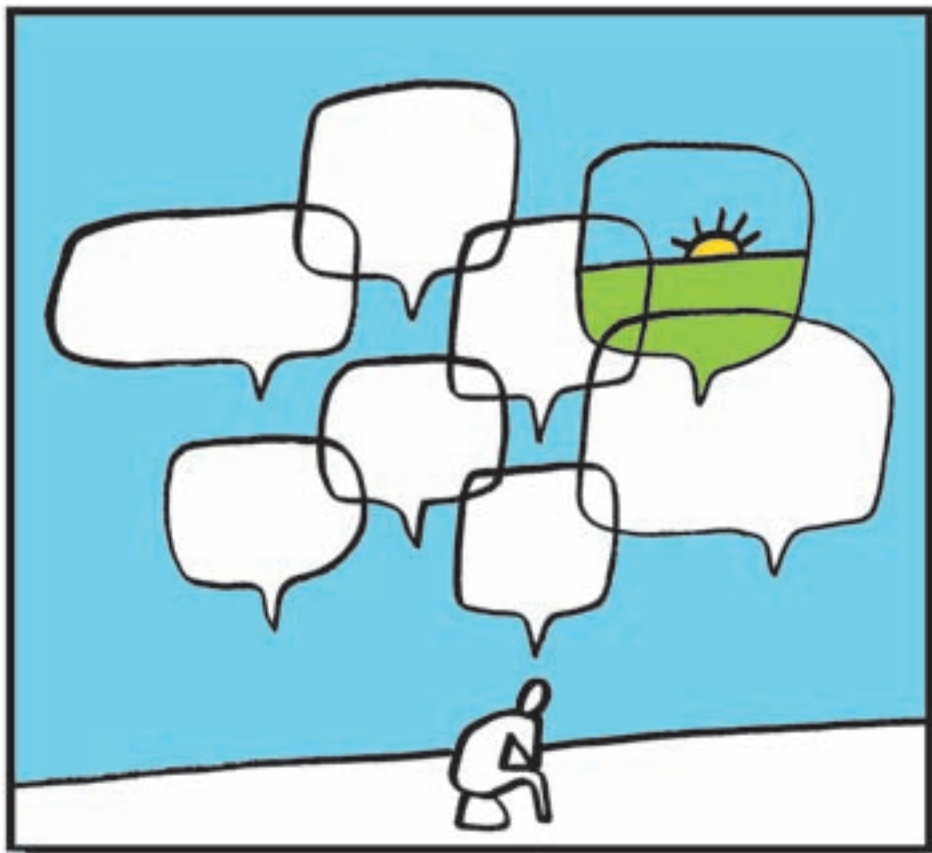
Dans nos archives courrierinternational.com

Une odeur de sang et de mort (10/5/2007)

PUBLICITÉ

CO₂ MON AMOUR

■ Pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, et notamment de dioxyde de carbone, il est indispensable de développer les énergies renouvelables. ■ En matière d'énergies éolienne, solaire, marine ou hydroélectrique, les idées originales pullulent. Mais la viabilité technologique est aléatoire, le respect de l'environnement pas toujours évident et le retour sur investissement souvent problématique. ■ Bref, notre addiction au CO₂ a encore un bel avenir.



Et si l'Amérique donnait dans le panneau ?

Un plan d'investissements massifs dans la filière photovoltaïque permettrait aux Etats-Unis de subvenir à 70 % de leurs besoins énergétiques en 2050.

IL SOLE-24 ORE
Milan

Les quadras se souviendront peut-être des critiques qu'a dû essuyer le secteur de l'énergie solaire à ses débuts. Le solaire, disait-on, était tout juste bon à un usage domestique ou spatial, mais ne pourrait jamais concurrencer le réseau électrique. Depuis, l'économie de l'or noir et le développement industriel de la Chine comme de l'Inde nous mènent droit vers une nouvelle crise énergétique mondiale, amplifiée par les problèmes environnementaux et géopolitiques.

Dans une situation aussi délicate, l'énergie solaire présente un regain d'intérêt. Trois experts reconnus du secteur – à savoir Ken Zweibel, James Mason et Vasilis Fthenakis – ont conduit une étude prospective passionnante. Ils tablent sur une hausse de la consommation d'énergie de 1 % par an à partir de 2011, avec un scénario tenant compte de la consommation en électricité de 350 millions de véhicules hybrides. Selon eux, d'ici à 2050, le solaire pourrait permettre de couvrir près

▲ *Dessin de Kopelnitsky, Etats-Unis.*

■ **Histoire**
L'effet photoélectrique – en vertu duquel la lumière peut, dans certaines circonstances, générer de l'électricité – a été officiellement présenté devant l'Académie des sciences française en 1839 par deux physiciens français, Antoine Becquerel (1788-1878) et son fils Alexandre (1820-1891).

de 70 % des besoins en énergie des Américains. Bien entendu, ce projet a un coût. L'étude suppose que le gouvernement américain investisse 420 milliards de dollars sur toute la durée du projet, soit une somme équivalente aux pertes américaines engendrées par la crise des *subprimes*. Le défi est certes de taille, mais il reste largement à la portée de la première puissance mondiale. A partir de 2020, le développement du solaire devrait d'ailleurs s'autofinancer, et ce sur la base d'un coût moyen du kilowattheure de 6 cents [un peu moins de 5 centimes d'euro], soit moins que le prix actuel. De tels efforts seraient donc à terme payants, d'autant que le soleil est une source d'énergie gratuite.

Produire les 3 500 gigawatts envisagés par le plan nécessiterait l'exploitation d'une surface ensoleillée de 120 000 km², une superficie à peu près équivalente à celle de la Grèce – laquelle est disponible dans le sud-ouest des Etats-Unis, où 650 000 km² de terres non cultivables bénéficient d'un ensoleillement exceptionnel tout au long de l'année.

L'actuel réseau électrique est alimenté par des centrales réparties sur l'ensemble du territoire. Le solaire implique en revanche de relier les consommateurs aux fermes solaires du Sud-Ouest à travers 800 000 kilomètres de lignes électriques. Le transport de l'énergie se ferait

alors sous la forme de courant continu, qui, à l'inverse du courant alternatif, permet de limiter les déperditions sur de très longues distances et de réduire les risques de pannes de courant en cas de pics de consommation.

Un autre point qui joue en faveur du recours général à l'énergie solaire est le rendement des cellules photovoltaïques, qui est désormais tout à fait acceptable. Les premiers systèmes avaient un rendement très faible ; or le taux de conversion du rayonnement reçu en énergie est passé de 9 à 10 % rien qu'au cours de l'année passée. Le projet de Ken Zweibel, James Mason et Vasilis Fthenakis mise sur un rendement de seulement 14 %, un taux qui semble tout à fait réalisable d'ici à 2050, et même plutôt sous-estimé.

Pour le stockage de l'électricité, les systèmes actuels consistent principalement à utiliser les grands réservoirs des stations hydro-électriques. La technologie solaire suppose des méthodes complémentaires de stockage, l'énergie solaire, par nature, n'étant pas disponible de nuit ni par temps couvert. Une solution serait de recourir à de l'air comprimé stocké dans de vastes volumes (tels que des cavernes ou des mines désaffectées), et dont la libération actionnerait des turbines afin de restituer l'énergie électrique consommée au stade de la compression. **Roberto Weitnauer**

Sous le soleil exactement

Bien qu'étant l'un des pays les plus ensoleillés d'Europe, le Portugal est à la traîne en matière d'installations photovoltaïques. Un retard qu'il a décidé de rattraper.

EXPRESSO
Lisbonne

Nous avons rendez-vous à l'Institut national d'ingénierie, de technologie et d'innovation de Lisbonne, dans le bâtiment Solar XXI, pour rencontrer António Joyce, l'un des dirigeants de l'institut et l'un des plus grands spécialistes portugais de l'énergie solaire. Première surprise au parking, qui se présente de façon inhabituelle. Des panneaux solaires photovoltaïques protègent les voitures du soleil et des intempéries. Ces panneaux, avec le concours de ceux qui recouvrent une bonne partie de la façade sud du bâtiment, contribuent à la production de 12 mégawatts (MW) par an. A l'entrée, un panneau électronique informe – entre autres choses – de la température à l'extérieur et à l'intérieur des locaux, de la quantité d'énergie qui est en train d'être produite par les panneaux et du pourcentage d'énergie solaire sur l'ensemble de l'énergie électrique consommée au même moment.

Nous montons au premier étage. Dès notre entrée dans le bureau d'António Joyce, nous sentons le confort d'une climatisation étudiée dans les moindres détails. A ceci près que la température ambiante provient de l'utilisation rationnelle de la lumière solaire. Dehors, il fait 14 °C, alors qu'on atteint 24 °C dans le bureau. Trop chaud ? *"Il suffit d'actionner de petits volets dans la plinthe, au niveau supérieur du mur, près du plafond,*

■ **Durée**
L'ingénieur Enrique Alcor n'est pas peu fier, constate *El Mundo*, de montrer la première plaque photovoltaïque mise en place en Espagne. Car c'est lui qui l'a installée, en 1978. Aujourd'hui encore, elle génère tranquillement ses 2,72 kilowatts sans avoir bénéficié d'une quelconque réparation. Une preuve que le photovoltaïque est unique, fiable et durable. Car les autres systèmes de production d'énergie, eux, ont toujours besoin de maintenance, argumente le quotidien espagnol.

et la chaleur s'en va ailleurs", nous explique António Joyce. Il parle de l'énergie solaire avec enthousiasme et passion, convaincu que c'est de là que viendra en grande partie la solution énergétique mondiale dans un futur proche.

Le bâtiment où travaille António Joyce est exemplaire au niveau national. Le chercheur regrette cependant qu'il n'y en ait pas plus du même genre, dans la mesure où le Portugal est l'un des pays européens les plus ensoleillés. *"On ne tire pas parti de ce potentiel en or."* Le Portugal compte en effet 2 500 à 3 000 heures d'ensoleillement annuel, alors que la moyenne européenne est de 1 750 heures. Malgré cela, c'est un des pays qui investissent le moins dans l'énergie solaire, un secteur où l'Allemagne se détache largement. A titre d'exemple, pendant que le Portugal installe près de 30 000 m² de panneaux solaires par an, la Grèce, qui possède à peu près le même nombre d'habitants, en installe entre 250 000 et 300 000. Résultat : la Grèce se rapproche d'un parc de 4 millions de m², et le Portugal n'a pas encore atteint les 300 000 m², même si l'objectif affiché pour 2010 est de 1 million de m².

La centrale de Moura, dans l'Alentejo, est emblématique des choix lusitaniens. Elle est l'une des plus grandes au monde à être déjà opérationnelles, avec une capacité de 48 MW pour une surface de 130 hectares couverte de panneaux photovoltaïques. Une autre centrale du même type, d'une capacité de 11 MW, est en service à Serpa [également dans l'Alentejo]. *"Tout concentrer ainsi sur un ou deux grands projets est une façon maladroite d'entrer sur ce segment du marché. Ces centrales raccordées au réseau ne fournissent qu'une part très modeste des besoins nationaux"*, estime Nuno Ribeiro da Silva, président

de la Société portugaise de l'énergie solaire (SPES) mais aussi d'Endesa Portugal. [Endesa est la principale entreprise d'électricité espagnole, propriété de l'italien ENEL.]

Le plus adéquat, selon lui, serait de répartir l'effort d'investissement à venir sur un grand nombre de petits projets disséminés à travers le pays, afin de réaliser une véritable diffusion de la technologie, l'énergie photovoltaïque n'ayant de sens que si elle est produite pour la consommation locale. *"Si elle est injectée dans le réseau à haute tension, elle ne bénéficiera jamais au consommateur, dont les besoins sont traités en basse tension"*, explique-t-il. *Il y a plus de 700 petits projets sur le bureau du ministre de l'Economie, par conséquent il est plus logique de subventionner ceux-ci et ne pas faire le choix, comme c'est le cas actuellement, d'une logique de concentration et d'échelle."* Selon Nuno Ribeiro da Silva, c'était la logique qui convenait aux carburants fossiles. Mais les énergies renouvelables sont à l'opposé : elles supposent des dispositifs peu denses, diffus et disséminés sur tout le territoire. *"La logique doit donc être différente"*, affirme-t-il. Et il ajoute à tout cela le fait que la technologie photovoltaïque est encore la plus chère des énergies renouvelables – près de 5 millions d'euros par mégawatt installé, contre 1,2 million pour les éoliennes.

António Joyce rappelle cependant qu'il y a déjà des centaines de millions d'euros de projets et d'investissements en cours dans tout le pays. Et qu'un nouveau matériau, se présentant sous la forme d'un film souple, viendra remplacer dans un proche avenir l'actuel panneau photovoltaïque rigide. Ce qui permettra enfin d'installer du solaire sur n'importe quel type de surface.

Vitor Andrade

POLLUTION Attention aux dégâts collatéraux !

La production du polysilicium nécessaire aux cellules photovoltaïques est très polluante. La Chine en fait l'expérience.

La première fois que Li Gengxuan a vu les camions-bennes de l'usine voisine entrer dans son village, il n'en a pas cru ses yeux : s'arrêtant devant les champs de maïs et la cour de l'école, les ouvriers ont déversé sur le sol des seaux d'un liquide blanc bouillonnant, après quoi ils ont fait demi-tour et sont repartis sans un mot là d'où ils venaient. Et, depuis neuf mois, affirment M. Li et d'autres villageois, ce rituel se répète quasiment tous les jours.

Comme la Chine est engagée dans une course effrénée à la croissance industrielle, les cas de pollution de l'environnement n'y sont pas rares. Mais l'entreprise Luoyang Zhonggui High Technology, installée dans les plaines centrales de la province du Henan, non loin du fleuve Jaune, se distingue des autres pollueurs sur un point : son cœur de métier est lié à l'environnement. Elle fabrique en

effet du polysilicium pour les panneaux solaires du monde entier ; ce faisant, elle produit du tétrachlorure de silicium, une substance très toxique. *"La terre sur laquelle vous déversez ce produit devient stérile. Ni l'herbe ni les arbres ne repoussent. [...] C'est de la dynamite ! Toxique, polluant ! Il ne faut surtout pas le toucher"*, souligne Ren Bingyan, professeur à l'Ecole de science des matériaux de l'Université industrielle du Hebei.

Avec l'envolée des prix du pétrole et du charbon, le recours à d'immenses fermes solaires pour réchauffer l'eau et produire de l'électricité est à nouveau tentant. Mais, depuis quatre ans, une pénurie de polysilicium – le composant de base des cellules photovoltaïques, qui captent les rayons solaires et les transforment en électricité – accroît le coût de la technologie solaire et nuit à son développement. Le cours du polysilicium ayant lui-même grimpé de 20 dollars le kilo à 300 dollars en l'espace de cinq ans [avec la crise économique, il est retombé à environ 150 dollars début 2009], les entre-

prises chinoises se sont jetées sur le créneau. Les usines de polysilicium vivent la même situation que les start-up du web voici peu. Bénéficiant d'une abondance de capital-risque et de généreux dons et prêts bonifiés provenant d'un gouvernement clamant son intérêt pour l'énergie propre, plus de vingt entreprises chinoises se sont lancées dans la production de polysilicium. Leur capacité de production prévue est de l'ordre de 80 000 à 100 000 tonnes, soit plus du double de la production mondiale actuelle, qui s'élève à 40 000 tonnes.

Les méthodes des entreprises chinoises pour traiter les déchets n'ont pas été améliorées dans le même temps. Dans les pays développés, les fabricants de polysilicium remédient aux risques environnementaux liés à ce composé en le recyclant lors du processus de production. Mais les importants coûts d'investissement ont découragé de nombreuses usines chinoises d'en faire autant.

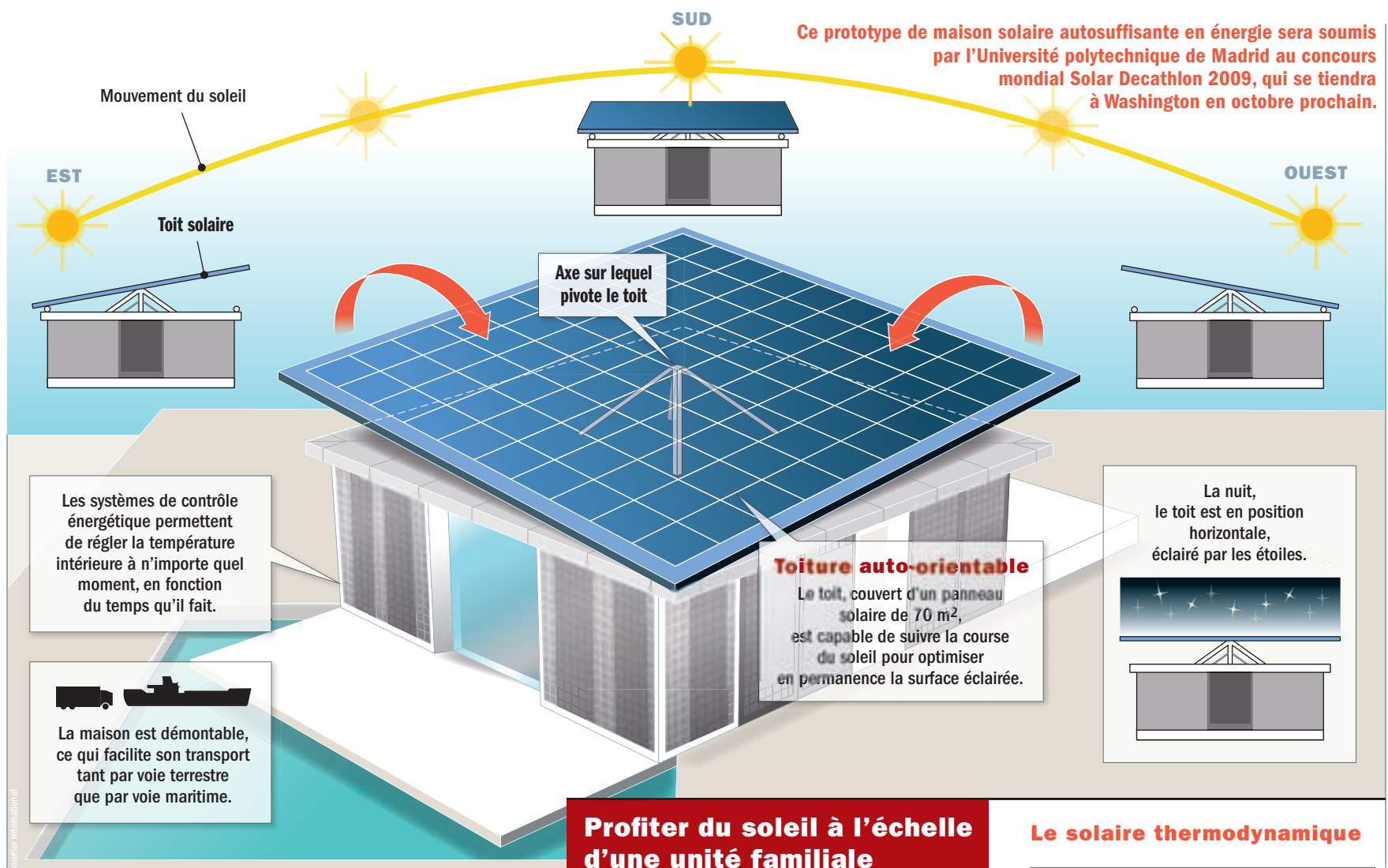
L'an dernier, l'usine Luoyang Zhonggui a produit moins de 300 tonnes de poly-

silicium, mais elle prévoit d'en fabriquer dix fois plus cette année, ce qui en fera la plus grande usine chinoise du secteur. La production d'une tonne de polysilicium génère au moins quatre tonnes de tétrachlorure de silicium, un déchet liquide. Exposé à l'air humide, ce composé dégage du chlorure d'hydrogène, qui peut provoquer des troubles respiratoires en cas d'inhalation.

Alors qu'il faut généralement deux ans pour construire une usine de polysilicium et faire en sorte qu'elle fonctionne correctement, de nombreuses entreprises chinoises tentent d'y parvenir en moitié moins de temps, souligne Richard Winegarner, président de Sage Concepts, un cabinet de conseil basé en Californie. Pour ce faire, certaines stockent les substances dangereuses en espérant pouvoir un jour trouver le moyen de les éliminer. Mais d'autres entreprises, comme Luoyang Zhonggui, préfèrent déverser leurs déchets là où elles peuvent.

Ariana Eunjung Cha,
The Washington Post (extraits), Etats-Unis

Une maison solaire made in Spain



Le solaire photovoltaïque

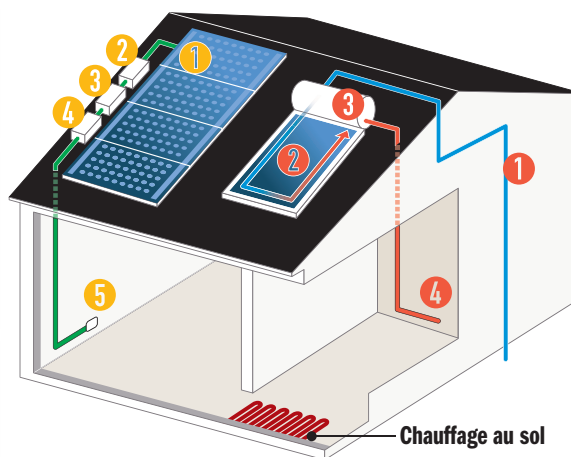
1 Les panneaux de cellules photovoltaïques captent les rayons du soleil et les transforment en énergie électrique.

2 L'électricité produite par ces panneaux arrive à un contrôleur de charge, dont la fonction est de gérer l'entrée et la sortie d'énergie.

3 Un accumulateur reçoit l'énergie et la stocke de manière à pouvoir répondre à la demande en électricité les jours sans soleil.

4 Le courant continu délivré par l'accumulateur parvient à un alternateur qui le transforme en courant alternatif, la forme de courant disponible dans toutes les maisons.

5 Le courant alternatif ainsi obtenu s'utilise comme celui qui est fourni par n'importe quel distributeur général - EDF ou Poweo.



Le solaire thermodynamique

1 Grâce à une pompe, l'eau du réseau général est amenée jusqu'au toit et à un réservoir, qu'elle atteint en passant à travers un circuit fermé de tubes.

2 Ces tubes sont chauffés par le rayonnement solaire, lequel est concentré à travers un système de panneaux solaires thermiques. La température de l'eau augmente durant la circulation. L'eau parvient finalement au réservoir.

3 Depuis le réservoir, l'eau chaude repart vers le circuit domestique.

4 L'eau ainsi réchauffée peut servir à tous les besoins de la maison.

EL MUNDO
Madrid

La troisième participation de l'Université polytechnique de Madrid à la prestigieuse compétition internationale Solar Decathlon a été présentée fin janvier à Washington et à l'Institut Cervantès, à New York. Il s'agit d'un logement individuel de plain-pied, d'une surface de 74 m². Son toit est recouvert de panneaux solaires photovoltaïques et pivote sur une rotule centrale afin de suivre la course du soleil. Le dispositif pourra ainsi produire une puissance maximale de 9 kilowatts, assez pour couvrir les besoins d'un foyer moyen.

Ses panneaux solaires, issus de la technologie espagnole, auront un rendement de 16 %, l'un des plus élevés parmi les panneaux photovoltaïques disponibles à l'heure actuelle dans le commerce. La maison a été conçue selon les principes bioclimatiques pour éviter, selon la saison, les pertes de chaleur ou de fraîcheur. Cela permet en outre d'équiper les façades ouest et sud-est de sortes de portes également recouvertes de panneaux solaires qui se déplient automatiquement ou manuellement : ces panneaux servant aussi de stores ou de volets, leur contrôle sera laissé à l'utilisateur. Le logement n'a pas de chauffage ni d'air conditionné. La climatisation est assurée par un appareil à absorption alimenté

par des capteurs solaires thermiques placés sur le toit. La maison est protégée de la ville par une serre abritant un jardin située derrière un mince rideau d'eau qui remplit des fonctions bioclimatiques et assure l'intimité de la terrasse.

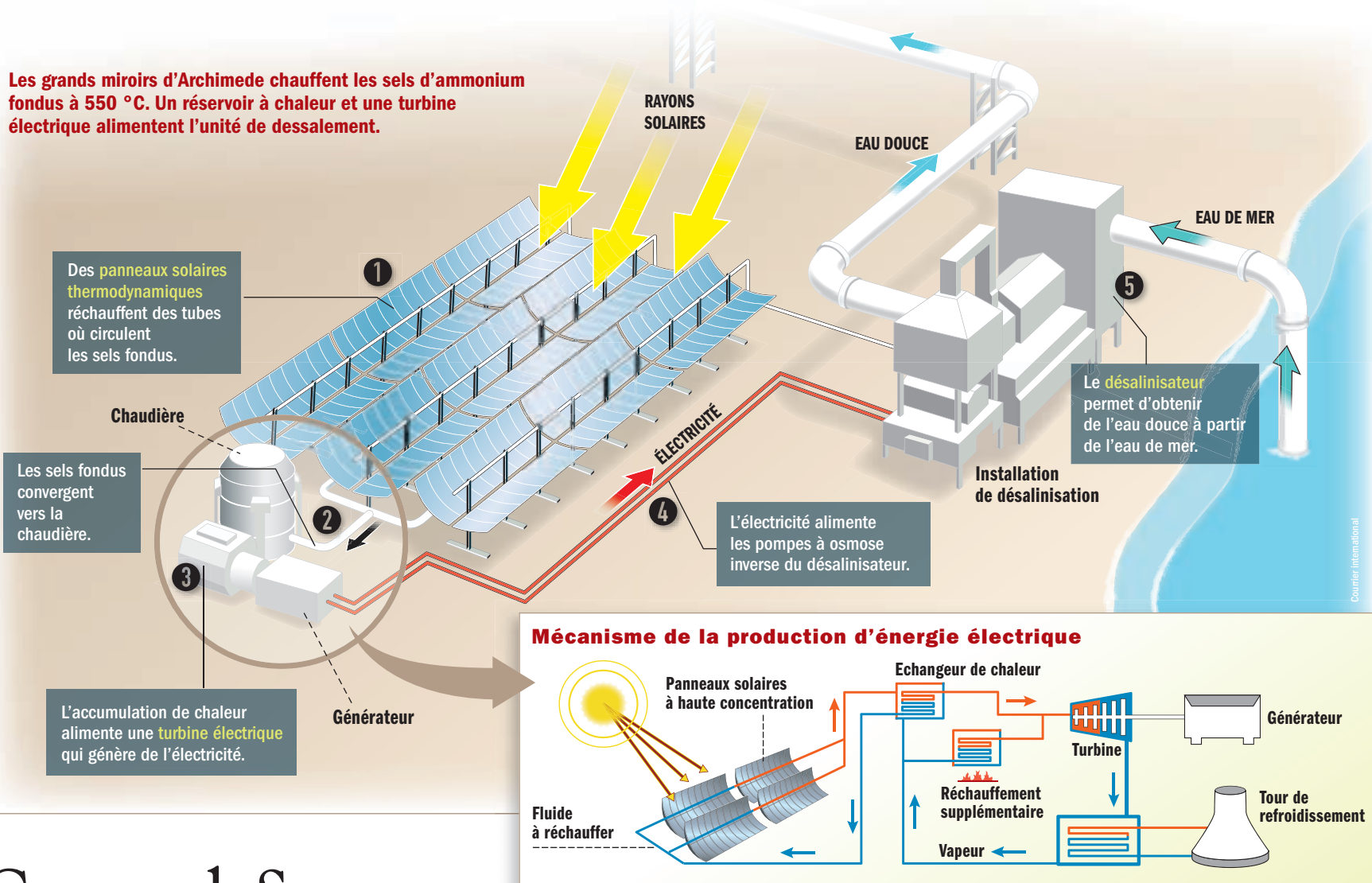
Pour ce qui est de la conception intérieure, la surface habitable est de 50 m². La salle de bain et la cuisine occupent un tiers de la superficie. Le logement est de type loft, c'est-à-dire avec de grands espaces sans cloisons.

Comme la maison sera exposée avec ses concurrentes sur l'esplanade du Capitole, à Washington, elle sera construite en trois parties qui seront assemblées directement sur place.

Gustavo Catalán Deus

DESSALER L'EAU DE MER AVEC L'ÉNERGIE DU SOLEIL

Les grands miroirs d'Archimède chauffent les sels d'ammonium fondus à 550 °C. Un réservoir à chaleur et une turbine électrique alimentent l'unité de dessalement.



Sea, sel & sun

Les innovations clés dans chaque partie importante de l'usine d'énergie solaire thermodynamique Archimède ouvrent la voie à son exploitation industrielle.

IL SOLE-24 ORE
Milan

De longues enfilades de miroirs paraboliques orientés vers le soleil qui concentrent les rayons solaires sur un tube sombre à l'intérieur duquel circulent des sels d'ammonium fondus. Ce tube est relié à un circuit qui achemine le fluide ainsi chauffé à plus de 500 °C jusqu'à un réservoir thermique alimentant un générateur. L'électricité ainsi produite actionne les pompes à osmose inverse d'une usine de dessalement d'eau de mer qui approvisionne 24 heures sur 24 les villes et les campagnes du Moyen-Orient. Telle est la perspective, d'ici trois à cinq ans, qu'offre la deuxième métamorphose d'Archimède, dans sa version industrielle.

Le solaire thermodynamique, développé depuis 2000 à l'Agence nationale pour les technologies, l'énergie et l'environnement (ENEA) sous l'impulsion du Prix Nobel Carlo Rubbia, est une filière de plus en plus prometteuse – que ce soit à l'échelle nationale ou interna-

Technologie
L'innovation majeure d'Archimède réside dans le fluide caloporteur utilisé : des sels d'ammonium fondus, beaucoup moins contraignants que l'huile synthétique traditionnelle. Ces sels supportent des températures plus élevées, leur impact sur l'environnement est plus faible en cas de fuite et, contrairement aux huiles, ils ne doivent pas être remplacés après une vingtaine d'années.

tionale. L'un de ses protagonistes est le Consortium Solare XXI, qui regroupe les entreprises Techint, Archimède Solar Energy, Ronda et Diplomatic. Techint, groupe sidérurgique argentin, est associé à Angelantoni pour fournir l'élément central du dispositif, à savoir le tube recouvert d'une pellicule de cermet [matériau composite de céramique et de métal] qui doit offrir une absorption de chaleur optimale. L'entreprise Ronda produit les miroirs paraboliques innovants, en polymères recouverts d'une couche mince de verre réfléchissant. Et Diplomatic est le leader du secteur des systèmes oléodynamiques de précision. Cette équipe est soutenue par ENEL [l'équivalent italien d'EDF], qui a décidé il y a un an d'implanter une première centrale Archimède à Priolo [en Sicile], combinée à une centrale électrique à gaz préexistante.

Bientôt les jeux seront faits ; ils se joueront au Moyen-Orient, où la crise de l'eau est aiguë et où les diplomates et acteurs industriels européens – notamment allemands et espagnols – sont présents depuis longtemps. D'après des études menées par le ministère de l'Environnement allemand, l'énergie solaire thermodynamique traditionnelle (basée sur un circuit à huile synthétique à 350 °C) est déjà compétitive, avec un baril de pétrole à 80 dollars, dans le domaine du dessalement d'eau de mer à

grande échelle. "Archimède, conçu pour chauffer des sels fondus à une température de 550 °C, offre de réels avantages en termes d'efficacité et de sécurité par rapport à la technologie à huile. Nous nous appuyerons là-dessus pour être encore plus attractifs", explique Enrico Bonatti, administrateur délégué de Techint.

Le point crucial dans le solaire thermodynamique est d'emmagasiner la chaleur. Le système doit en effet fonctionner 24 heures sur 24, y compris la nuit et les jours où le temps est couvert. Deux approches prévalent. La première préconise des implantations hybrides (cycles combinés de centrales à combustibles fossiles et de centrales solaires). La seconde préconise au contraire l'installation de grands silos de sels fondus, alimentés par la chaleur des tubes solaires à huile. C'est une technologie délicate et coûteuse, car les tubes sont immergés dans des sels corrosifs. Archimède est également innovant sur ce point, car il élimine cette contrainte en fonctionnant entièrement – tubes et silos de chaleur – avec un seul circuit et un sel d'ammonium particulier en perpétuel mouvement. En outre, ce sel d'ammonium supporte les températures élevées liées à l'exploitation optimale des rayons solaires en Afrique ou au Moyen-Orient, ce dont les huiles synthétiques ne sont pas capables.

Giuseppe Caravita

PUBLICITÉ

Mieux que l'éolienne, le cerf-volant

Demain, des ailes volantes tirées par le vent à 1 000 mètres d'altitude pourraient générer dix fois plus d'énergie que les plus grosses éoliennes d'aujourd'hui.

NEW SCIENTIST
Londres

L'idée ne date pas d'hier", reconnaît Saul Griffith, PDG de Makani Power, une entreprise située à Alameda, en Californie, et spécialisée dans la production d'électricité grâce à l'énergie éolienne de haute altitude. "L'histoire du cerf-volant est si ancienne... il n'y a presque rien de nouveau sous le soleil."

Vous avez bien lu : le cerf-volant. Alors que les militants écologistes réclament l'installation de plus d'éoliennes, une nouvelle génération d'ingénieurs soucieux de l'environnement juge cette technique déjà dépassée. Pionnier dans l'utilisation des cerfs-volants comme générateurs d'énergie renouvelable, aujourd'hui consultant pour Makani Power, le Néo-Zélandais Peter Lynn a grandi avec eux. En 2003, il expose sa vision d'"aile libre" sur le groupe de discussion sci.energy. Il souligne qu'un cerf-volant libérerait la partie la plus productive des éoliennes – l'hélice – du poids de l'infrastructure que sont le mât, les nacelles et les cabines électriques. En d'autres termes, le cerf-volant serait un condensé de la meilleure partie de l'éolienne et se déploierait là où les vents sont les plus forts.

DES PROTOTYPES TESTÉS AVEC SUCCÈS EN ITALIE ET AUX PAYS-BAS

Les éoliennes se dressent en moyenne à 80 mètres de hauteur, là où le vent souffle à environ 4,6 mètres/seconde. A 800 mètres d'altitude, les vents atteignent 7,2 m/s. La régularité du vent augmente également avec l'altitude. Sachant que la quantité d'énergie éolienne dépend de la vitesse du vent élevée au cube, l'exploitation des courants de haute altitude serait une option intéressante puisqu'elle permettrait de multiplier par quatre le rendement des éoliennes classiques. Montez de 1 000 mètres et vous pourrez produire huit fois plus d'énergie. Tout ce qu'il vous faut, c'est un cerf-volant muni d'une très longue corde.

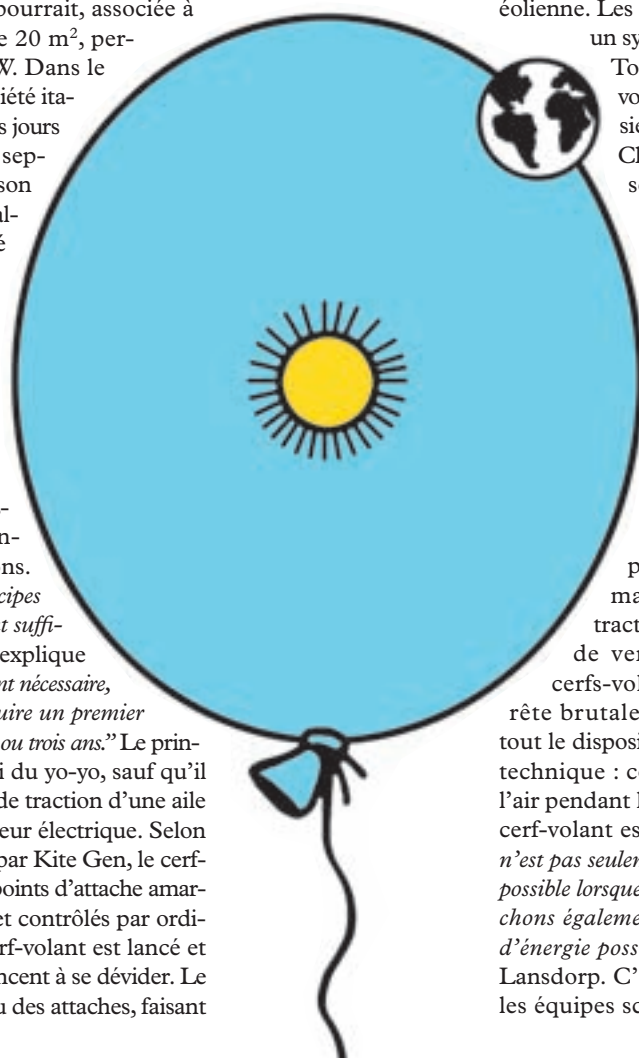
Sur le papier, cette source d'énergie propre et bon marché paraît suffisamment simple et prometteuse pour qu'en novembre 2007 Google investisse 10 millions de dollars dans le projet de Makani Power. La pratique est autrement plus compliquée. Griffith reste plus muet qu'une carpe sur les activités de sa filiale, tout en reconnaissant que les résultats ne dépassent pas encore les 10 kilowatts [kW] de production. A titre de comparaison, une grande éolienne peut générer 5 mégawatts [MW]. "La question est de savoir dans quelle mesure ces systèmes peuvent être étendus à grande échelle et si le prix final de l'électricité sera compétitif", conclut Griffith.

En Europe aussi, les créateurs de cerfs-volants caressent ce rêve. Rattachés à l'Uni-

versité technologique de Delft, aux Pays-Bas, Bas Lansdorp et ses collègues travaillent sur un système fonctionnant à partir de cerfs-volants, de câbles et de générateurs. Une première démonstration a eu lieu en 2007. Lors de précédents tests, les chercheurs ont fait voler un cerf-volant de 10 m² capable de générer 3 kW d'électricité. Ce prototype était contrôlé par télécommande, mais l'équipe travaille à présent à la mise au point d'un logiciel, d'un équipement électronique et d'une station au sol pour piloter automatiquement le cerf-volant. Cette automatisation du processus pourrait, associée à l'utilisation d'une toile de 20 m², permettre de produire 20 kW. Dans le même ordre d'idées, la société italienne Kite Gen a passé trois jours à l'aéroport de Milan, en septembre 2007, pour tester son prototype à 400 mètres d'altitude. Les résultats ont été particulièrement encourageants, à en croire le responsable du projet, Mario Milanese, de l'Université polytechnique de Turin. Leur cerf-volant de 10 m² porté par un vent soufflant à 4 m/s a pu générer une moyenne de 2,5 kW. Le dispositif s'est comporté conformément aux simulations.

"Nous estimons que les principes techniques fondamentaux ont suffisamment fait leurs preuves, explique Milanese. Avec le financement nécessaire, nous espérons pouvoir produire un premier prototype industriel d'ici deux ou trois ans." Le principe est le même que celui du yo-yo, sauf qu'il s'agit ici d'utiliser la force de traction d'une aile pour alimenter un générateur électrique. Selon la configuration imaginée par Kite Gen, le cerf-volant est retenu par deux points d'attache amarrés à deux treuils séparés et contrôlés par ordinateur. Une fois que le cerf-volant est lancé et stabilisé, les treuils commencent à se dévider. Le câble s'embobine au niveau des attaches, faisant

▼ Dessin
de Kopelnitsky,
Etats-Unis.



ainsi tourner les générateurs. Une fois le câble presque entièrement déroulé, les treuils se remettent en action, en sens inverse cette fois, pour ramener le cerf-volant à sa position initiale [voir infographie page suivante]. Selon les calculs de Milanese, l'alimentation des treuils ne consommera que 12 % de l'énergie produite. L'écart entre énergie produite et énergie disponible peut être optimisé en tirant avantage de certaines irrégularités des vents et en ajustant la position du cerf-volant afin de réduire sa force de traction. Le cerf-volant se comporte au final comme une éolienne. Les chercheurs de Delft ont imaginé un système similaire baptisé *laddermill*.

Toutefois, au lieu d'un seul cerf-volant, l'idée serait d'en empiler plusieurs les uns au-dessus des autres. Chacun pourrait adapter sa position selon qu'il est en phase de montée ou de descente. Ce système permettrait ainsi de réduire la force de traction des ailes, leurs attaches pouvant se relâcher au moment de redescendre pour réduire la résistance au vent. Selon les chercheurs, un *laddermill* complet pourrait produire près de 50 MW, soit dix fois plus que les plus grandes éoliennes actuellement en service. Il reste toutefois de nombreux problèmes à régler. Comment maintenir et optimiser la force de traction des ailes pendant les baisses de vent ? Comment maintenir les cerfs-volants en altitude si le vent s'arrête brutalement de souffler et empêcher tout le dispositif de s'écraser au sol ? Autre défi technique : comment réduire la résistance à l'air pendant la phase de rétraction, lorsque le cerf-volant est ramené vers le sol ? "L'objectif n'est pas seulement de produire le plus d'électricité possible lorsque les cerfs-volants tirent. Nous cherchons également comment consommer le moins d'énergie possible pour les ramener", explique Lansdorp. C'est pour cette raison que toutes les équipes scientifiques planchent à présent

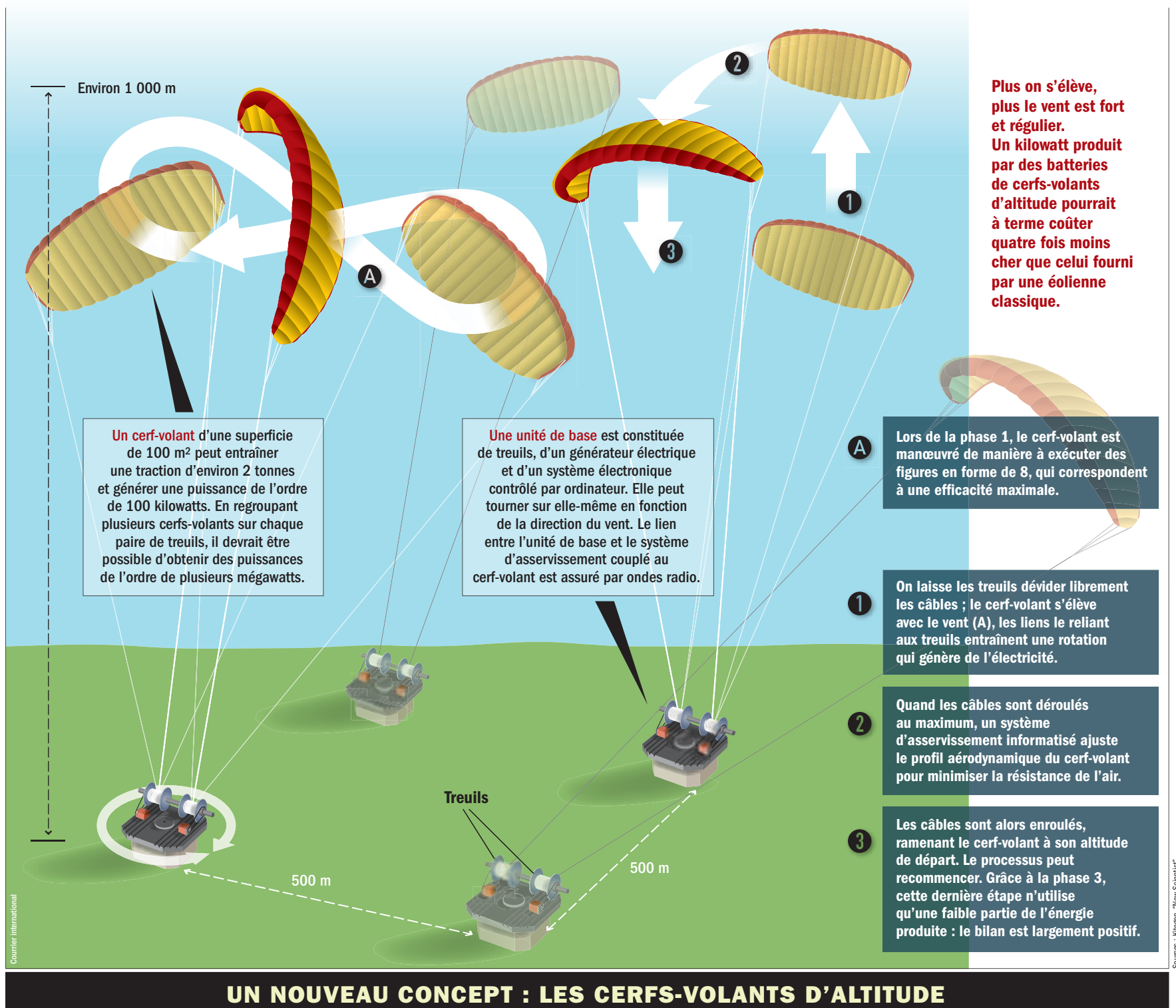
LOCALISATION De la place à revendre

Les futurs parcs de cerfs-volants posent-ils des problèmes d'implantation et de sécurité ? Des chercheurs répondent.

Si cette technologie devait être déployée prochainement, les sites d'implantation pour les "fermes éoliennes" de nouvelle génération ne manqueraient pas. Après avoir étudié les courants atmosphériques et les tendances démographiques dans le monde, les chercheurs de l'Université technologique de Delft, aux Pays-Bas, ont conclu que l'espace n'était pas un problème. "Même dans les pays à forte densité de population comme les Pays-Bas, l'espace ne manque pas pour accueillir ces nouveaux parcs éoliens", explique Bas Lansdorp, responsable de l'équipe de chercheurs de Delft. "L'Espagne a encore plus de place et manifeste un vif intérêt pour les énergies renouvelables. Et puis, il y a aussi les pays comme la Chine ou l'Australie, où la question de l'espace ne sera jamais un problème." L'un des argu-

ments fréquemment avancés par les opposants à cette technologie est qu'à 1 000 mètres d'altitude les cerfs-volants pourraient se trouver sur la trajectoire d'un avion. "Les gens disent que cela pourrait être dangereux, mais c'est complètement faux, s'exclame Lansdorp. Tout ce qu'il faut, c'est un bon transpondeur et des balises lumineuses." Il existe déjà des espaces aériens protégés qui conviendraient parfaitement à l'installation de ces parcs éoliens. C'est par exemple le cas des centrales nucléaires déclassées, explique Mario Milanese, chercheur à l'Université polytechnique de Turin. Installé sur une telle surface, un parc éolien de cerfs-volants pourrait produire jusqu'à 1 gigawatt, soit autant qu'une centrale nucléaire. Le partage de l'espace aérien ne devrait pas poser de problème en Italie, où Milanese travaille en collaboration avec les autorités aéronautiques pour effectuer des essais et rechercher de futurs sites de tests.

New Scientist, Londres



sur des algorithmes visant à optimiser le vol de leurs cerfs-volants. Les chercheurs de Delft travaillent en collaboration avec l'Université catholique de Louvain, en Belgique, pour trouver le meilleur des systèmes de contrôle. Jusqu'à présent, leurs résultats ne font que confirmer ce que bon nombre d'amateurs savent déjà : pour faire voler un cerf-volant le plus longtemps possible et augmenter sa force de traction, il faut lui faire décrire sa huit. Une chose semble sûre, cependant : quel que soit l'algorithme utilisé, le dispositif de contrôle des ailes devra se situer à proximité de celles-ci, voire à leur niveau, c'est-à-dire en altitude. "Si vous tirez sur une corde de très loin, vous n'avez aucun contrôle sur l'aile", explique Lansdorp.

Si les cerfs-volants tiennent toutes leurs promesses, il serait envisageable de les utiliser en remplacement de nombreuses infrastructures utilisées aujourd'hui, poursuit-il. Les éoliennes se trouvent idéalement en bord de mer, mais les terrains sont chers dans ces zones. Cela n'a par ailleurs aucun sens de les implanter sur des

terres basses où les vents sont trop faibles. Les cerfs-volants, en revanche, peuvent être installés presque n'importe où puisque le niveau des terres n'a aucune influence sur la force des vents d'altitude.

Un cerf-volant, c'est bien, mais des dizaines c'est encore mieux. Kite Gen étudie à présent un ambitieux dispositif allant en ce sens. Son projet : une roue de 3 kilomètres de diamètre à laquelle seraient amarrées des dizaines d'ailes tournant autour de son axe. Selon Kite Gen, le dispositif pourrait comprendre 60 à 70 cerfs-volants, flottant à 800 mètres d'altitude, sur une surface totale de 500 m². Amarrés à une roue géante, ils pourraient produire plusieurs centaines de mégawatts. Avec ce système, le prix de l'électricité reviendrait à 15 euros le kilowattheure, comparé à 100 euros avec les éoliennes et 60 euros avec les centrales à combustible fossile. Installé sur un ancien site nucléaire – déjà protégé par une interdiction de survol –, une roue de cerfs-volants pourrait produire autant d'énergie que la centrale

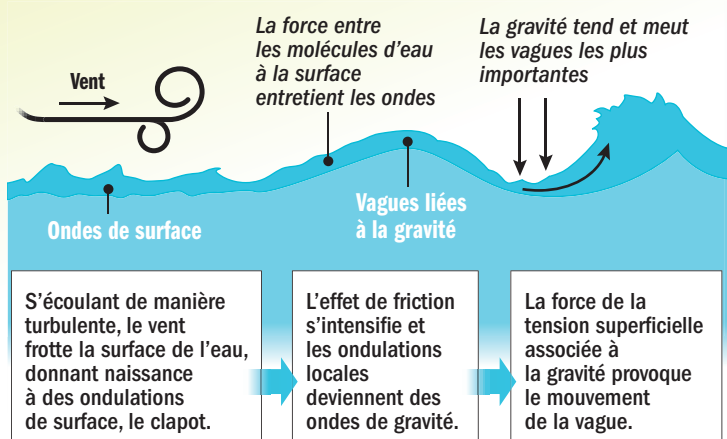
nucléaire précédemment exploitée, déclare Mario Milanese.

Bas Lansdorp a une autre idée : utiliser des planeurs à ailes fixes. Les cerfs-volants ont en effet une durée de vie limitée en raison de la dégradation des voiles sous l'effet du rayonnement ultraviolet. Outre leur longévité, les planeurs seraient plus efficaces et produiraient plus d'énergie au mètre carré. "Bien qu'ils soient plus chers à l'achat, les planeurs pourraient générer un kilowattheure meilleur marché à long terme", affirme le spécialiste, qui travaille à présent avec d'autres confrères sur le projet Eole, du nom du dieu des vents. Leur objectif : mettre au point un générateur de 100 kW la première année et un autre de 1 MW l'année suivante. Naturellement, ces projets restent théoriques tant que personne ne parvient réellement à produire de grandes quantités d'énergie. Ces visions sont encore à l'état de chimères, prévient Saul Griffith, et il ne faut pas en attendre trop pour l'instant. L'exploitation de l'énergie atmosphérique passe par des travaux longs et difficiles.

Michael Brooks

Une armada de bouées et de serpents de mer

L'énergie des vagues produites par le vent dépend de leur hauteur.

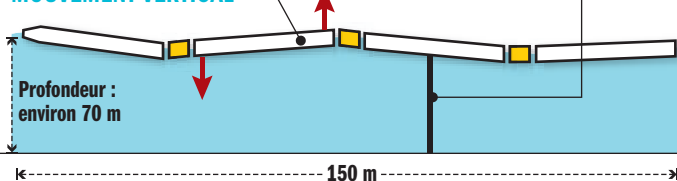


PELAMIS

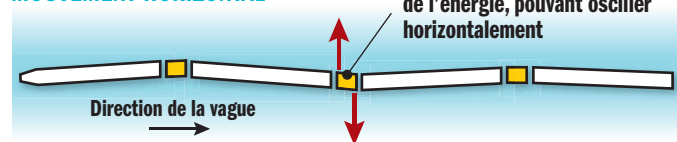
Il s'agit d'une structure semi-submersible articulée placée à environ 10 km de la côte. L'action des vagues entraîne un mouvement relatif des différents segments. Ce mouvement relatif est utilisé pour comprimer un système hydraulique, qui lui-même actionne un générateur électrique. L'électricité produite va dans un câble sous-marin qui l'achemine jusqu'à la terre ferme.

3,5 m
Poids : 700 tonnes
Puissance fournie : 750 kilowatts

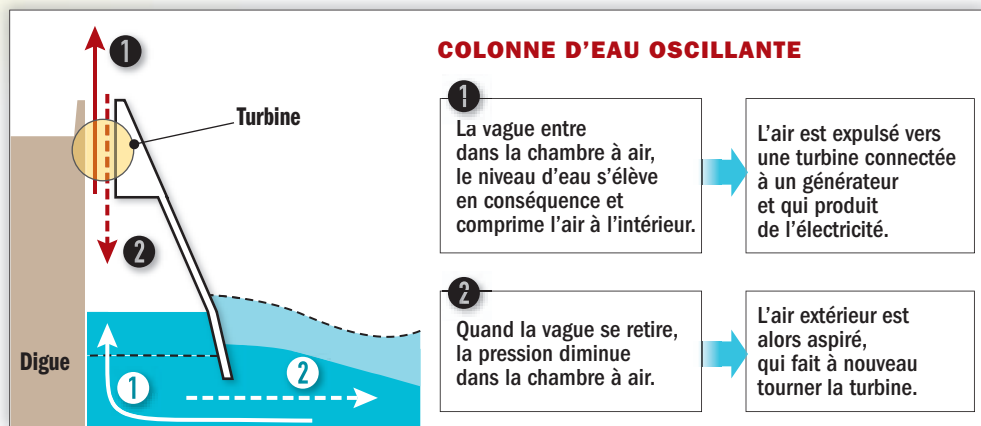
MOUVEMENT VERTICAL



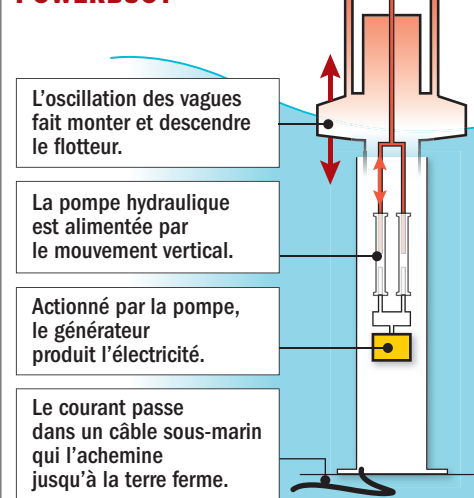
MOUVEMENT HORIZONTAL



COLONNE D'EAU OSCILLANTE



POWERBUOY



Les ingénieurs portugais et espagnols rêvent à la domestication des vagues comme leurs ancêtres marins à la conquête des nouveaux mondes. Face à des obstacles tout aussi impressionnants.

LA VANGUARDIA
Barcelone

DE PÓVOA DE VARZIM

Trois serpents métalliques rouges de 150 mètres de long et de 3,5 m de diamètre, semi-émergés, ondulent depuis plusieurs mois sur les puissantes vagues de l'Atlantique face à Póvoa de Varzim, une ville touristique du nord du Portugal. A l'intérieur de ces tubes articulés, composés de quatre cylindres, se trouve un mécanisme hydraulique capable d'approvisionner en électricité 1 600 foyers. Cette toute première centrale portugaise, le projet Pelamis, fonctionnant à l'énergie marine a été raccordée au réseau national à la fin septembre. Avec les bouées de Santoña (Cantabrie) et les turbines de Mutriku (Pays basque) – dont l'installation et la construction sont actuellement en cours – il s'agit, sur la péninsule Ibérique, de l'un des premiers projets d'utilisation de l'énergie de la mer. "Nous avons dépassé l'étape des prototypes, ce qui, dans l'histoire de l'aviation, correspond au passage des expériences des frères Wright à la phase commerciale", déclare avec enthousiasme l'ingénieur portugais Rui Barros.

Aléas

Les serpents de mer du projet Pelamis comptent parmi les victimes de la crise économique. Ils ont été retirés de la mer à la mi-novembre 2008 et attendent désormais sur les quais du port de Leixões, près de Porto. L'un des partenaires du projet, l'entreprise australienne Babcock & Brown, est en effet en quasi-faillite, tandis que deux participants, les portugais Energias de Portugal (l'EDF local) et EFACEC, se sont retirés.

C'est sur la côte ouest de l'Ecosse que les vagues atteignent la puissance la plus élevée d'Europe : selon les données de l'Union européenne, cette puissance peut aller jusqu'à 67 kilowatts par mètre de crête. Dans le golfe de Gascogne, la puissance des vagues est de 44 kilowatts, et en Galice, de 55 kilowatts. Elle diminue au fur et à mesure qu'on se dirige vers le sud jusqu'à atteindre 33 kilowatts à hauteur de l'Algarve. Pour être rentable, la technologie actuelle exige un minimum de 20 kilowatts.

"Concrètement, la Galice pourrait devenir auto-suffisante", avance José Luis García, responsable du secteur des énergies renouvelables chez Greenpeace Espagne. Aucun projet n'a cependant encore été mis en œuvre sur les côtes de la Galice, bien que certaines entreprises comme Norvento y travaillent et que le gouvernement de la communauté autonome finance la recherche pour de nouveaux équipements.

Outre les serpents de mer du Portugal, les projets en cours sur la péninsule utilisent deux autres mécanismes. Iberdrola Renovables (associée à d'autres entreprises comme la française Total, l'américaine Ocean Power Technologies et des organismes de Cantabrie) vient tout juste d'installer, à 4 kilomètres de Santoña, la première des dix bouées de la future centrale qui sera raccordée à un poste de transformation et permettra d'approvisionner 2 500 foyers.

A Mutriku (Guipúzcoa), l'énergie des vagues sera captée par une digue équipée de

turbines grâce à une technologie appelée "colonne d'eau oscillante". Selon l'Agence de l'énergie du Pays basque (EVE), ce système pourrait être mis en service à la mi-2009. Un peu moins puissant, il permettra tout de même de fournir de l'électricité à 600 personnes pour leur consommation domestique grâce à une production annuelle de 600 MWh. Le projet de Mutriku est le moins apprécié des écologistes. Ceux-ci craignent en effet qu'il ne serve de prétexte pour construire plus de digues.

L'énergie marine n'est pas gratuite, loin de là ! A elle seule, la première phase du projet de Santoña, incluant la bouée et l'infrastructure électrique, représente 3 millions d'euros. Les projets de Mutriku et de Póvoa de Varzim ont respectivement coûté 6,1 et 9 millions d'euros. "Les coûts sont quatre fois plus élevés que ceux de l'énergie éolienne", souligne, à titre de comparaison, l'ingénieur Rui Barros. Cela est dû, notamment, aux conditions hostiles de la mer, à la force des vagues, à la corrosion marine et à la nécessité de transporter l'énergie vers la terre ferme. Au Portugal, on espère que l'énergie des vagues finira – à moyen et à long terme – par faire concurrence à l'énergie éolienne. Selon les calculs réalisés, il faudrait pour y parvenir disposer de 1 gigawatt de puissance installée, soit 400 fois le parc de machines de Póvoa. Aucun impact sur l'environnement n'a pour l'instant été décelé sur les projets à petite échelle en cours.

Anxo Lugilde

PUBLICITÉ

Une turbine dans votre ruisseau

Méconnue du grand public, la microhydroélectricité peut fournir un appoint énergétique non négligeable aux particuliers comme aux entreprises.

THE NEW YORK TIMES
New York

En matière d'énergie verte, produire de l'électricité hydraulique sur le petit cours d'eau qui coule dans votre jardin est une excellente idée. A condition, bien sûr, d'avoir ce petit cours d'eau, et qu'il présente un débit assez fort et assez constant pour alimenter une turbine. Version moderne du moulin à eau, la microhydroélectricité, puisque c'est ainsi qu'on l'appelle, fait son grand retour grâce aux progrès technologiques récents.

Pour certains experts, elle a même fait son entrée dans la "vallée de la mort", selon le terme employé par les spécialistes du capital-risque pour décrire ce passage difficile entre les premières phases de recherche-développement et l'étape où l'échelle de production est suffisante pour une bonne commercialisation, ce qui suppose que le produit devienne abordable et assez bien diffusé. *"Le défi lancé à la microhydroélectricité est son passage à plus grande échelle",* assure Jamal Saghir, directeur chargé des énergies, des transports et de l'eau à la Banque mondiale. *"Tout le problème est de savoir comment lui permettre de se diffuser rapidement et comment développer un marché pour cette technologie face à l'énergie solaire et à l'éolien."*

LA MICROHYDROÉLECTRICITÉ, UN MARCHÉ DE MICROENTREPRISES

Ces dix dernières années, les systèmes de micro-production hydraulique ont bénéficié de progrès technologiques qui les ont rendus plus simples, moins coûteux, plus faciles à entretenir et capables de tirer parti de sources d'eau plus difficilement accessibles. Les turbines en service aujourd'hui nécessitent une maintenance moins exigeante et peuvent produire une électricité de voltage plus élevé : elles peuvent ainsi satisfaire tous les besoins électriques d'un foyer, pour peu que celui-ci soit à proximité d'une source d'eau répondant aux critères. Et, grâce à des générateurs capables de produire une électricité pouvant aller jusqu'à 480 volts, contre 12 volts seulement il y a vingt ans, l'électricité peut désormais être transportée sans déperdition sur une distance de près de 800 mètres. De même, l'amélioration du câblage fournit aujourd'hui des câbles plus fins et moins chers.

Une poignée d'entrepreneurs opiniâtres se sont attelés à la tâche pour étendre le marché (qui prospère à l'heure actuelle dans de petites régions très reculées où n'arrive pas le réseau

► *Dessin de Kopelnitsky, Etats-Unis.*



■ **Pas si verte**
NRC Handelsblad révèle qu'une grande part de l'énergie vendue aux Pays-Bas sous le label "renouvelable" est en fait de l'énergie fossile déguisée. Le quotidien néerlandais explique qu'environ 2,5 millions de ses concitoyens ont souscrit des contrats d'approvisionnement en énergie renouvelable – une demande bien supérieure à celle que la production réelle des Pays-Bas peut satisfaire. Aussi, les fournisseurs – comme Essent – "important" leur énergie verte sous la forme d'achat de certificats à bas prix sur le marché du carbone. Ce qui revient à dire que l'électricité qui arrive à la prise des particuliers est pour l'essentiel produite dans des centrales à combustibles fossiles.

électrique) aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, au Japon, en Islande, au Groenland, au Canada et, plus récemment, en Roumanie. Mais, dans tous les cas, il ne s'agit que de microentreprises, comptant au mieux trois ou quatre salariés à plein temps. Les grands acteurs du secteur de l'électricité à échelle domestique, tels Sanyo ou BP, sont lancés sur d'autres marchés de production électrique par les particuliers et ils brillent par leur absence. Pourtant, s'il n'existe pas de cartographie mondiale exhaustive des ruisseaux et petits cours d'eau, ce qui rend impossible d'estimer le véritable potentiel de la microhydroélectricité, la Banque mondiale estime que pas moins de 70 % des ressources hydroélectriques potentielles de la planète ne sont pas exploitées.

Cherchant à faire baisser les coûts en identifiant une source de turbines fiables et bon marché, Michael Lawley, un entrepreneur néo-zélandais, ramassa un jour un mécanisme de machine à laver sur une décharge près de chez lui, à New Plymouth, à mi-chemin entre Wellington et Auckland. Le fait est qu'un lave-linge fonctionne un peu comme une turbine à l'envers, avec un moteur électrique qui fait tourner le tambour, qui à son tour entraîne l'eau de lavage. Il suffit d'inverser le mécanisme, pensa Michael Lawley, pour que l'eau fasse tourner le moteur et que l'on produise ainsi de l'électricité. Le Néo-Zélandais possède aujourd'hui un petit monticule de pièces de machines à laver d'occasion. Il les recycle en micro-systèmes hydrauliques, qu'il expédie dans le monde entier, pour un prix de départ de 10 000 dollars néo-zélandais, soit un peu plus de 4 000 euros.

Mais la baisse des coûts des composants ne va guère plus loin. Et le plus gros obstacle à l'ex-

pansion des ventes, remarque Michael Lawley (qui cherche à étendre aux Etats-Unis les activités de son entreprise EcoInnovation, créée il y a cinq ans), est que nombre de clients potentiels sont curieux mais n'achètent pas. Il faut du temps pour éduquer ce client potentiel, souligne-t-il : *"Cela prend plus longtemps de vendre une turbine hydraulique que de la fabriquer."* La vente d'un manuel d'utilisation des turbines, au prix de 50 dollars, aide l'entreprise à se maintenir à flot.

En effet, toute source d'énergie, qu'elle soit verte ou non, a ses contraintes, et la micro-hydraulique ne fait pas exception. Ainsi, chaque cours ou chute d'eau potentiellement exploitable a une configuration différente. Il faut donc toujours un certain niveau de compétences techniques pour faire fonctionner un système hydro-électrique, et le fait que la normalisation soit impossible empêche du même coup les économies d'échelle. Sans compter qu'exploiter le moindre petit ruisseau exige le respect de certains critères environnementaux, tout cours d'eau pouvant être l'habitat d'une espèce menacée. En raison de toutes ces contraintes, Kearon Bennett, consultant et membre d'un groupe spécial récemment mis sur pied par l'Agence internationale de l'énergie, à Paris, estime que la microhydroélectricité, même si elle prend de l'importance, restera forcément une source d'énergie secondaire, derrière le solaire ou l'éolien.

L'ENTREPRISE SAVOYARDE ARPIN A MONTRÉ LE CHEMIN DÈS 1910

Dans des pays développés comme les Etats-Unis ou la France, la microhydraulique semble convenir à un certain profil d'esprits libres et originaux : des particuliers disposant d'un bon bagage technique qui choisissent de vivre en autosuffisance, sans être relié au réseau électrique.

La microproduction électrique a déjà une longue histoire en France, où elle connaît aujourd'hui une petite renaissance. En Savoie, chez Arpin, une très ancienne filature familiale qui fabrique des tissus haut de gamme pour des maisons comme Hermès, Ralph Lauren ou Christian Lacroix, on utilise toujours une turbine de microhydroélectricité installée pour alimenter les machines en 1910. Cette turbine utilise les eaux du Versoyen, un cours d'eau alimenté par les neiges du mont Blanc. A l'époque de l'installation, la filature a produit la toute première électricité dans la vallée – une électricité qui fait toujours tourner cette usine de 15 salariés, et qui alimente aussi la demeure familiale de Jean Desmoulière, 25 ans, qui vient de reprendre la direction de l'entreprise. S'il fallait remplacer la turbine, explique le tout nouveau directeur, il faudrait vingt ans à Arpin pour amortir pareil investissement.

Aujourd'hui, cette électricité se révèle plus précieuse encore. Alors que les pays de l'Union européenne, dont la France, se sont engagés à produire 20 % de leur électricité à partir de sources renouvelables à l'horizon 2020, EDF a récemment contacté Jean Desmoulière pour lui racheter l'électricité produite par Arpin. L'héritier de la famille de tisserands a refusé : à l'heure actuelle, la turbine plus que centenaire lui fait économiser chaque année 15 000 euros en factures d'électricité.

Sarah J. Wachter

WEB +

Plus d'infos sur courrierinternational.com

Consultez notre nouveau dossier
"Energies renouvelables"

Le livre noir de la houille blanche

L'énergie hydroélectrique que le Québec veut vendre aux États-Unis n'est pas une énergie propre, dénonce un chroniqueur du *Devoir*. Pis, ajoute-t-il, l'aménagement des rivières les défigure.

LE DEVOIR
Montréal

Plusieurs s'étouffent quand ils entendent nos voisins étasuniens dire que l'hydroélectricité n'est pas une énergie verte et que la subvention fédérale de 1,5 cent du kilowattheure ne s'y appliquera pas, ce qui nuit à nos exportations. Nos politiciens répètent pour leur part tous les stéréotypes mis au point au Québec depuis deux générations pour vendre l'hydroélectricité, une énergie plus propre que les combustibles fossiles mais moins que les énergies vertes (économies d'énergie, solaire, éolien et géothermie). Les Québécois se comportent en matière d'hydroélectricité comme des vendeurs de chars [voitures] ou d'amiante. Nous en avons, donc c'est bon ! Même si tout le reste de la planète pense le contraire.

Admettons que la pluie nous fournit de l'eau de façon régulière, quoique intermittente, ce qu'on oublie souvent. On peut l'utiliser comme source d'énergie continue parce qu'on sait la capter, tout comme on le fait maintenant pour l'éolien couplé à l'hydroélectricité, ce qu'Hydro-Québec devrait cesser de nier avec démagogie.

Ce n'est certes pas demain que nos rivières vont se tarir, ce qui crée l'image – fausse ! – qu'il s'agit d'une ressource inépuisable. En effet, ce ne sont pas toutes les rivières qui offrent des rapides et des chutes de haute valeur esthétique,

biologique et récréative, des qualités qui leur confèrent une valeur de patrimoine naturel. Pour nos voisins du Sud, c'est là que réside le problème que nous occultons au Québec : les rivières vierges sont de moins en moins nombreuses, au point de devenir assimilables à une espèce menacée. Voilà pourquoi plusieurs États entendent préserver au moins le tiers de leurs cours d'eau, quitte à en restaurer.

La valeur que les États-Uniens attribuent à ce patrimoine témoigne d'une prise de conscience que notre indéfectible sentiment d'abondance mythique nous empêche de faire à notre tour. Le gouvernement fédéral des États-Unis et la plupart des États [de l'Union] voient dans la construction des grands barrages

et des réservoirs qui les accompagnent un enjeu majeur de conservation. Ils en tirent des conclusions concrètes. Ainsi, ils accordent aux barrages des autorisations limitées dans le temps – de vingt-cinq à cinquante ans en général – afin de ne pas lier les mains aux générations futures. A l'échéance des permis, nos voisins débattent de la pertinence de maintenir ces ouvrages, ce qui explique qu'ils vont en démolir 27 en 2009, dont plusieurs importants. Au Québec, par contre, les permis sont éternels.

Le nombre de rivières québécoises bétonnées par des barrages et des centrales hydroélectriques est en croissance fulgurante. En 1996, il existait 106 centrales sur 30 rivières. Quatre ans plus tard, leur nombre était passé à 145, et le nombre de rivières touchées, de 30 à 50. L'an dernier, 162 centrales artificialisaient 115 rivières. Avec les projets en préparation, on aura bientôt 174 centrales installées sur 121 rivières ! En clair, en quinze ans, le nombre de centrales aura augmenté de 64 % et celui des rivières harnachées [exploitées], de 400 %.

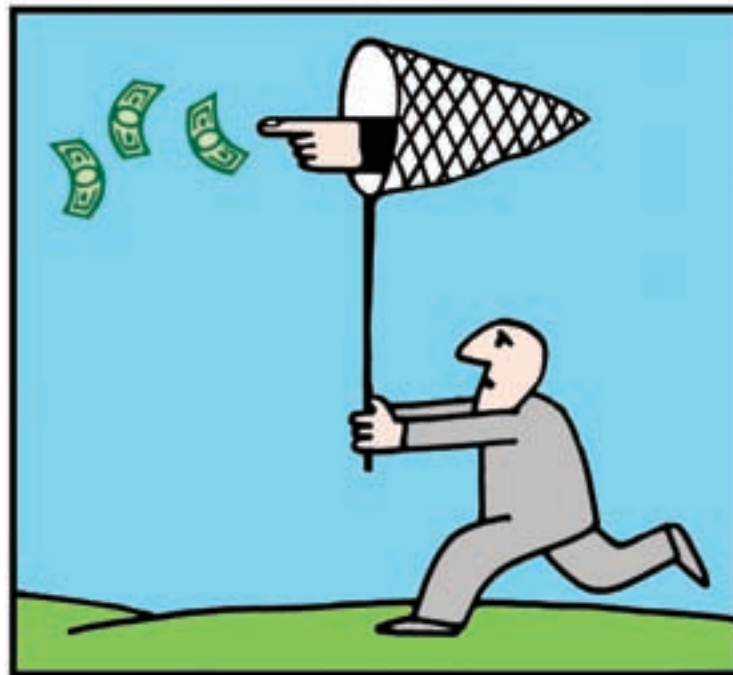
ON DÉCLARE VOULOIR PROTÉGER LES RIVIÈRES, MAIS LES RAVAGES CONTINUENT

La commission d'enquête fédérale-provinciale sur le projet d'implantation de 4 centrales sur la rivière la Romaine [dans le nord du Québec] a dressé une carte particulièrement inquiétante pour la santé biologique de la Côte-Nord [une région administrative du Québec]. On y voit que les bassins versants aménagés, c'est-à-dire dont les rivières ont été transformées en lacs – ce qui constitue un profond changement de nature – vont bientôt occuper la moitié de toute cette région si Québec va de l'avant avec l'idée de harnacher la Petit-Mécatina, comme l'a annoncé le Premier ministre Jean Charest début mars. Les commissaires ont calculé qu'avec ce dernier projet 43 % de la Côte-Nord aura été artificialisée par ces projets qui fournissent des emplois temporaires et qu'il faut répéter pour soutenir l'économie locale, dans une inlassable fuite en avant économique.

La commission d'enquête fédérale-provinciale a proposé d'appliquer aux rivières l'engagement pris par le Premier ministre lors de l'annonce de son plan Nord, le 15 novembre 2008, soit de protéger la moitié du territoire nordique. On pourrait décemment prétendre, si les cours d'eau sont les veines qui assurent la santé des écosystèmes terrestres que le Premier ministre veut protéger, qu'il serait logique de protéger non pas la moitié mais les deux tiers des cours d'eau de ce territoire presque vierge. Ce n'est clairement pas le cas, et le plan Nord des libéraux vise à ajouter 3 500 mégawatts aux 4 500 déjà prévu. On parle même de plans pour détourner la tête de la Grande-Baleine vers les turbines de la baie James afin de moins mécontenter les Cris [population amérindienne dominante dans la région]. Jusqu'ici, Hydro-Québec a morcelé le problème rivière par rivière, ce qui évite de débattre de la justesse de ce plan d'ensemble. On est loin du compte de la politique du 50 % de Jean Charest, avec un bilan global en hydroélectricité qui frappe déjà 121 rivières.

Louis-Gilles Francoeur

▼ Dessin
de Kopelnitsky,
Etats-Unis.



STOCKAGE La Suisse, future batterie de l'Europe

Les futurs enjeux de l'énergie ne se limiteront pas au choix des filières de production, ni même aux seuls aspects environnementaux, loin s'en faut. Le stockage prend une importance croissante. Les producteurs d'électricité éolienne et solaire (photovoltaïque) savent que leur succès à long terme dépendra des possibilités de stocker une partie de l'énergie produite pour la réinjecter dans les réseaux en cas d'absence de vent ou d'ensoleillement. Dans ces conditions, les grands barrages suisses deviendront la clé de voûte stratégique des réseaux électriques, au fur et à mesure que la part des énergies vertes augmentera. Ils seront en quelque sorte les batteries des réseaux, le "back up" du système, rôle qu'ils assurent déjà en cas de consommation de pointe ou, plus simplement, pour prendre le relais des centrales nucléaires françaises en cas de panne.

Mais cette forme de réassurance hydroélectrique a des limites physiques : la capacité de transport de l'énergie électrique sur de grandes distances est limitée car les pertes augmentent fortement avec la longueur à parcourir. A tel point que certains experts préconisent un changement radical des paramètres techniques des réseaux. Actuellement, le courant électrique est distribué en mode alternatif afin de minimiser les pertes sur les courtes distances. Ce standard fut décidé à la fin du XIX^e siècle, contre la volonté de Thomas Edison, partisan du courant continu... qui l'aurait avantageé comme entrepreneur. Ce fut l'une des plus célèbres bagarres qui opposa le génial inventeur à un industriel qui deviendra lui aussi célèbre : George Westinghouse. Or, sur de très longues distances, il serait préférable d'utiliser le courant continu prôné par Thomas Edison.

Selon les évaluations réalisées par le professeur Jürgen Schmid, directeur du laboratoire des énergies renouvelable de l'université de Kassel [Allemagne], un réseau à très haute tension en courant continu permettrait de relier sans problème les éoliennes du nord et du sud de l'Europe, tout en connectant le réseau aux barrages nordiques et suisses. Les pertes de connexion sur longue distance deviendraient ainsi supportables, à tel point que le professeur Jürgen Schmid estime que les parcs éoliens pourraient à eux seuls fournir 30 % de l'énergie électrique européenne. Ce changement normatif, qui n'irait évidemment pas sans de colossaux investissements, ouvrirait la voie à des centrales solaires implantées dans le désert du Sahara. Le manque de vent et de soleil au nord de l'Europe pourrait être compensé par les centrales éoliennes ou solaires du sud, et vice versa.

Pierre Veya, *Le Temps*, Genève

Louise Richardson

A deux doigts du terrorisme

FINANCIAL TIMES (extraits)

Londres

En février 1972, on enferma dans sa chambre une jeune catholique de 14 ans, déjà farouchement républicaine. Sa famille voulait l'empêcher de participer à la marche de protestation organisée à Newry en réponse au massacre dit du Bloody Sunday, perpétré une semaine auparavant à Derry, en Irlande du Nord [le 30 janvier, 14 personnes non armées qui participaient à une marche pour les droits civiques avaient été tuées par les parachutistes britanniques]. Elle habitait alors la petite ville de Tramore, dans le comté de Waterford, sur la côte sud de l'Irlande, et il lui aurait fallu parcourir 450 kilomètres pour se rendre à Newry. Mais le brûlant sentiment d'injustice qui la consumait lui aurait sans doute donné suffisamment d'énergie pour faire ce long trajet. Comme beaucoup de gens autour d'elle, elle avait grandi dans la haine vivace des Britanniques et de ce qu'elle considérait comme leur oppression brutale des catholiques irlandais. L'extrémisme était alors de mise et elle en était profondément imprégnée.

N'ayant pu aller à Newry, elle se lança dans une autre mission. Premier enfant de sa famille à pouvoir fréquenter l'université, elle étudia l'histoire et les sciences politiques, puis enseigna dans une université américaine et devint une autorité reconnue en matière de violence politique. Et, en cette fin mars 2009, dans une autre ville de bord de mer, mais cette fois sur la côte orientale de l'Ecosse, cette ancienne républicaine irlandaise deviendra la première femme à être nommée directrice et vice-rectrice de Saint Andrews, la plus ancienne université écossaise.

A l'époque où elle enseignait la science politique à Harvard, Louise Richardson s'est surtout occupée de sécurité internationale. Ce qui l'a amenée à se spécialiser dans les problèmes concernant le terrorisme, un domaine d'étude jugé relativement secondaire jusqu'à ce que George W. Bush déclare la "guerre contre la terreur". Louise Richardson fut alors projetée sur le devant de la scène publique. Elle prononça de nombreuses conférences devant des auditoires variés – politiciens, militaires, hommes du renseignement et du monde des affaires – et témoigna devant le Sénat américain. Elle reçut plusieurs récompenses, tant pour la qualité de son enseignement que pour sa contribution à la paix internationale, et fut nommée doyenne adjointe du Radcliffe Institute for Advanced Study de Harvard.

Partout où elle est intervenue, on lui a posé la même question : quel livre faut-il lire pour comprendre le phénomène du terrorisme ? Comme il n'y en avait pas, elle a fini par l'écrire elle-même. Cela a donné *What Terrorists Want* [Random House, 2006], une étude rationnelle de cette question complexe, nourrie de trois décennies de recherche. Un ouvrage qui répondait à ce qu'elle qualifie de réaction "absolument catastrophique" de l'Amérique au 11 septembre

2001, qui ne sacrifiait en rien la rigueur intellectuelle à l'accessibilité et qui devint pour cette raison un best-seller.

Ce qui ne veut pas dire que le livre échappa pour autant à la controverse. Louise Richardson y explique en effet que, malgré le caractère horrible de leurs actes, la plupart des terroristes ne sont pas "fous", ni même "amoraux". La plupart d'entre eux se voient dans le rôle de David contre Goliath, comme des personnes nobles et altruistes qui visent leurs objectifs de façon rationnelle. "Le terrorisme est une tactique, écrit Richardson, et la terreur une émotion. Aussi cela n'a-t-il aucun sens de déclarer la guerre à l'un comme à l'autre." Si elle soutient que le terrorisme ne peut pas être vaincu, Louise Richardson est absolument convaincue qu'on peut le contenir. Il faut pour cela comprendre en quoi il séduit ceux qui le pratiquent et, à partir de cette compréhension, mettre au point des politiques contre-terroristes efficaces.

Certains critiques ont soutenu qu'essayer de comprendre le terrorisme revenait à sympathiser avec lui. "Je rejette catégoriquement cette affirmation", rétorque Richardson d'une voix où se mêlent les mélodieuses inflexions irlandaises et une pointe d'accent de Boston. "Et je rejette tout aussi énergiquement l'idée selon laquelle tous les terroristes sont des monstres ou des psychopathes."

Une phrase qui figure dans la préface de son livre a par ailleurs suscité beaucoup d'émotion : "J'ai été à deux doigts de m'engager dans l'IRA." Certains journalistes qui l'ont interviewée après la parution lui ont même demandé de se rétracter, ce qu'elle a toujours refusé de faire. "Que des gens me demandent de me justifier à l'égard de ce que je pouvais ressentir à 14 ans ou qu'ils puissent me soupçonner de penser la même chose aujourd'hui, voilà qui est au-delà de ma compréhension", dit-elle.

Dans sa jeunesse, Louise Richardson collait dans de grands cahiers des coupures de presse relatant les atrocités du Bloody Sunday et emplissait des pages entières de son journal d'investives à l'adresse de l'armée d'occupation. Dans son école catholique, elle priait avec ses camarades sous une statue du Christ crucifié à côté de laquelle étaient affichés le texte encadré de la proclamation de l'in-

dépendance irlandaise [adopté en janvier 1919 par le Parlement révolutionnaire autoproclamé, le premier Dáil Eireann de la république d'Irlande] ainsi que les photos de sept hommes fusillés pour leur participation au soulèvement de Pâques en 1916 [un mouvement mené le 24 avril 1916 par environ 800 hommes et qui fut violemment réprimé par les Britanniques, avec 90 condamnations à mort]. "Leurs photos m'étaient aussi familières que le sont pour mes enfants les portraits des Pères fondateurs de l'Amérique." La crucifixion et la proclamation délivraient le même message : les bons sont souvent persécutés, il n'est pas rare que l'on doive souffrir pour ses convictions, mais au bout du compte la vérité l'emportera. Richardson compare cette vision du monde avec celle dans laquelle ont grandi ses propres enfants américains, pour qui "les bons gagnent toujours" et qui pensent qu'il existe un progrès permanent vers le bien. "C'est tellement différent que de grandir en croyant, à tort ou à raison, que la justice n'a pas toujours le dessus et que les bons se font souvent tabasser." Certains critiques ont affirmé que Richardson, du fait de ses racines irlandaises, avait une vue trop romantique du terrorisme. Cela ne l'émeut guère. "Mon code moral est simple : infliger de la souffrance à autrui est absolument et irrémédiablement répréhensible."

Que pense-t-elle aujourd'hui de la jeune Louise qu'elle a été ? Elle explique que le monde lui paraissait alors plus simple et qu'elle était envahie par un sentiment d'injustice, "un trop-plein de rage et d'incrédulité – le sentiment que tout cela était terriblement injuste et qu'il fallait absolument y remédier". Cela venait de l'ambiance générale qui régnait alors, et non de l'influence de ses parents, qui étaient apolitiques – "dans la mesure où l'on peut être apolitique en Irlande". La musique a également joué un rôle. Chaque samedi, la famille écoutait *The Walton's Programme*, une sélection de musique irlandaise qui a fini par s'imprégner dans la conscience collective. De nombreuses années plus tard, dans une autre vie, elle s'est surprise en train d'endormir son petit dernier en lui chantant des ballades républicaines aux paroles particulièrement sanglantes.

Richardson était la deuxième d'une fratrie de sept enfants, "mais, précise-t-elle, j'étais en réalité ce que les psychologues appellent l'ainé fonctionnel". Pour elle, le fait de grandir aux côtés de trois frères a fait voler en éclats tout mythe de supériorité masculine. "L'idée que les garçons étaient par nature meilleurs que les filles ne m'a jamais effleuré l'esprit."

Au Trinity College de Dublin, cette jeune catholique de la campagne se retrouva un peu perdue au milieu des protestants urbains aisés, largement majoritaires sur le campus. Jusque dans les années 1970, l'Eglise catholique interdisait en effet à ses membres de fréquenter Trinity College, mais "c'était la faculté qui avait la meilleure réputation – il fallait que j'y aille". Elle fut approchée, comme sa meilleure amie, par l'organisation étudiante de l'IRA. Son amie y entra, mais Louise Richardson – qui s'était entre-temps convaincue qu'il était mal de tuer des gens pour quelque cause que ce fût – refusa de la suivre. ►

■ Dates

1958 Naissance dans le comté de Waterford, république d'Irlande.

1981 Après l'obtention d'une maîtrise d'histoire au Trinity College de Dublin et de sciences politiques à l'université de Californie, elle s'installe sur le campus de Harvard (Cambridge, Massachusetts). 1989 Elle soutient sa thèse sur la gouvernance à Harvard.

1989 à 2001 Professeur associé de sciences politiques à Harvard, spécialisée dans les questions de sécurité internationale et directrice d'études de premier cycle au département de sciences politiques.

2001 Nomination au poste de doyenne du Radcliffe Institute for Advanced Study de Harvard.

2006 Publication de son livre *What Terrorists Want* (Random House).

3 juin 2008 Nomination comme directrice et vice-rectrice de la prestigieuse université écossaise St. Andrews. Janvier 2009 Prise de fonction à St. Andrews.



Charlie Babb/Financial Times



Thompson/APP

◀ ■ Un soldat britannique et un militant catholique lors de la journée du Bloody Sunday, le 30 janvier 1972 ; 14 manifestants pacifiques avaient été tués par les tirs de l'armée britannique.

▶ Louise Richardson en 1973.



OS



◀ ■ Le livre *Ce que veulent les terroristes*, publié en 2006, projette Louise Richardson sur le devant de la scène publique. Elle est aujourd'hui considérée comme l'un des meilleurs spécialistes de la violence politique.

► A quoi était dû ce changement d'attitude ? Elle hésite. *"A force de lire, d'apprendre."* Nouveau silence. *"Il faut dire que j'avais commencé à beaucoup m'intéresser à la langue et à la culture irlandaises."* Elle s'était mise à arborer le *fáinne*, un badge qui signifie que le gaélique est votre langue préférée. *"Parler gaélique est devenu ma prise de position politique."*

Aujourd'hui, elle pense que l'importance qu'elle accordait alors au domaine culturel l'a aidée à renoncer à soutenir les républicains les plus violents et que son expérience pourrait être étendue avec profit à d'autres. Une part de l'attrait qu'exerce un groupe terroriste réside dans le fait qu'il procure à l'individu le sentiment d'entrer dans une communauté culturelle forte, un programme intelligent de "déradicalisation" pourrait encourager les musulmans, par exemple, à exprimer leur identité musulmane, mais *"de façon positive et non-violente"*.

Un autre moment clé de ses années étudiantes – *"un tournant dans ma vie"* – survint le jour où elle vit dans *The Irish Times* une proposition de bourse du Rotary Club, pour laquelle elle postula et qu'elle décrocha. Elle passa une année extrêmement enrichissante à l'université de Californie, où elle suivit des cours sur les sujets les plus divers, depuis le socialisme zen jusqu'aux interventions dans les crises mondiales. Elle revint à Trinity College pour passer son diplôme, mais cette expérience californienne l'avait préparée à vivre aux Etats-Unis.

"Notre université souhaite nommer une personne visionnaire et ambitieuse, dotée de fortes références en matière de leadership, afin de faire entrer la plus prestigieuse université écossaise dans son septième siècle d'excellence académique." Tel était l'appel à candidatures formulé par Saint Andrews. C'est Ewan Brown, directeur du conseil d'administration de l'université, qui



Keystone/Getty Images

"Les terroristes, ce sont des gens comme vous et moi"

a présidé le comité de sélection. *"Nous avons trouvé toutes ces qualités chez Louise Richardson, me dit-il, sans compter un incontestable charisme. C'est un leader naturel, une universitaire de stature internationale, une enseignante talentueuse et, enfin, et ce n'est pas le moindre aspect positif, une femme de principes et d'engagement."*

Sous l'ancienne administration américaine, Louise Richardson naviguait à contre-courant. Aujourd'hui,

ses conceptions sont sans doute devenues le point de vue dominant aux Etats-Unis. D'après elle, le vent a tourné en raison de l'accumulation des preuves d'incompétence de la part de l'administration Bush – *"notamment dans sa gestion désastreuse de l'ouragan Katrina"* –, de l'échec en Irak et de l'absence d'un nouvel attentat majeur aux Etats-Unis. Beaucoup diraient que son propre travail a joué un rôle dans ce changement d'attitude. Elle raconte comment un jour, *"peu de temps après le 11 septembre, au moment où les esprits étaient encore échauffés"*, elle a parlé devant plus d'un millier de pompiers et de policiers du Massachusetts – un public a priori guère enclin à partager ses vues. Mais, ensuite, pendant le débat, lorsqu'il fut question de la torture et d'autres sujets explosifs, beaucoup ont fini par dire : *"OK, j'ai changé d'avis. Vous m'avez convaincu."*

Durant les trois premiers mois à son nouveau poste en Ecosse, Louise Richardson a surtout l'intention d'écouter et d'apprendre. Quant au plus long terme, ses projets sont clairs : *"Recruter les meilleurs universitaires et les meilleurs étudiants, et leur offrir le meilleur environnement possible afin qu'ils fassent de leur mieux."* Elle est résolue à reprendre l'enseignement dans un an ou deux. Les gens qui ont de hautes fonctions risquent facilement de s'isoler et de perdre le contact avec la réalité, dit-elle, alors que l'enseignement permet de se consacrer à *"l'objectif principal des universités"*. Pour l'instant, elle est professeur honoraire à la School of International Relations et membre du Centre for the Study of Terrorism and Political Violence, le premier centre de ce genre en Europe, qui fut créé à Saint Andrews en 1994.

L'autre objectif de Richardson est de renforcer la culture de la philanthropie. *"Les gens considèrent l'éducation comme quelque chose que leurs impôts contribuent à financer, ce qui est une réalité, mais une éducation vraiment excellente peut exiger plus d'argent que cela."* Elle voudrait faire fructifier l'expérience qu'elle a vécue aux Etats-Unis, où les institutions les plus prestigieuses reçoivent de l'argent d'importantes fondations alimentées par les fonds des anciens élèves. Elle reconnaît que ce n'est pas le meilleur moment pour collecter de l'argent, mais entend profiter bientôt du 600^e anniversaire de la fondation de la prestigieuse université pour lancer une campagne de financement. Puisque le financement par l'Etat sera inévitablement resserré, elle pense que les universités devront se montrer plus créatives dans la façon de subvenir à leurs besoins. Le modèle professé par Harvard cherche à convaincre les gens qu'il n'y a pas de meilleur investissement que l'éducation, et Louise Richardson entend s'en inspirer pour Saint Andrews. Si un individu veut laisser un legs durable, il ne doit pas *"spéculer sur des produits dérivés"*, mais investir dans des bibliothèques, des laboratoires et des bourses.

Ces mots ont dans la bouche de Louise Richardson une résonance toute particulière. Les débuts de sa carrière universitaire furent en effet entièrement financés par des institutions américaines et, avant cela, c'est sa soif d'apprendre qui l'a éloignée de l'IRA. Sans éducation, sa vie aurait facilement pu prendre une tout autre direction : elle aurait très bien pu être une actrice du terrorisme au lieu de devenir une personne déterminée à trouver les moyens de le contenir.

Son travail de recherche se fonde sur l'expérience de sa jeunesse. *"Dans le processus de radicalisation, dit-elle, il n'y a pas de différence fondamentale entre les terroristes et le commun des mortels. Ce sont des gens comme vous et moi. Et, très souvent, ce sont des idéalistes."*

Ennie Erdal



L'Archipel autrement + La Sicile écolo

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

▲ ■ Un check-point mis en place par l'IRA à Derry, en 1972.



Cheng Gang/Featurechina/ROPIRÉA

UNE BOMBE SOCIALE À RETARDEMENT

Pauvre comme un migrant en Chine

CAIJING (extraits)
Pékin

Li Yanyan, qui était ouvrière depuis six ans dans la province du Guangdong, est rentrée le 20 décembre 2008 dans son village natal de Houxi, dans la province du Henan [dans le centre de la Chine]. C'est le chômage qui l'y a contrainte. Assise sur une petite chaise, dans un coin de la pièce principale de sa maison toute neuve, Li Yanyan nous dit tous ses regrets : *"C'est de ma faute si j'ai perdu ce travail !"* Lorsqu'elle parle, des rides peu en rapport avec son âge – seulement 37 ans – apparaissent au coin de ses yeux mi-clos. Le village de Houxi, dans la préfecture de Taikang, est situé dans le sud-est de la province du Henan. Il se trouve dans une grande région agricole très peuplée, qui génère constamment un fort courant d'exode rural. Il y a six ans de cela, faute de pouvoir subvenir aux dépenses des quatre membres de leur foyer avec leur petit lopin de terre de 1 *mu* (un quinzième d'hectare) par personne, Li Yanyan et son mari, Han Weidong, ont fait comme beaucoup d'autres au village : ils ont pris la route pour aller travailler dans les régions industrialisées du Sud. Après bien des vicissitudes, le couple a

Que deviennent les millions de paysans venus travailler dans les villes et qui sont brusquement licenciés en raison de la crise ? Le magazine économique chinois le plus réputé a enquêté.

fini par se faire embaucher par la société Xinhui CIMC Container, à Jiangmen, dans le district de Xinhui. Han Weidong a trouvé un emploi de conducteur de chariot élévateur avec un salaire d'environ 4 000 yuans par mois [458 euros]. Li Yanyan a été chargée pour sa part de fabriquer des palettes pour 2 000 yuans par mois. A eux deux, ils gagnaient donc près de 6 000 yuans, ce

qui leur permettait de vivre de façon assez aisée. Dès l'année suivante, ils ont fait venir leur fils et leur fille, qui étaient restés au village. Ils ont alors loué pour 200 yuans par mois un appartement avec télévision, climatisation et eau chaude. Ce logement n'était pas grand, mais les quatre membres de la famille y ont coulé des jours heureux. *"Tous les matins, on pouvait boire du lait !"*

Scolarisés à Xinhui, les deux enfants ont appris à la fois le mandarin et le cantonais. En les entendant parler, Li Yanyan, qui s'exprime surtout dans son dialecte local, avait souvent l'impression confuse qu'ils étaient devenus *"des gens de la ville"*.

La famille n'en gardait pas moins son identité paysanne : faute d'un statut de résident citadin, il leur fallait payer chaque trimestre 500 yuans de frais de dérogation à la carte scolaire pour les enfants, tout en sachant que ceux-ci n'auraient pas le droit de se présenter à l'examen d'entrée à l'université de leur province d'adoption. Autre handicap réservé aux travailleurs migrants : malgré les cotisations versées par la société qui les employait à un fonds d'assurance-vieillesse, ils ne pouvaient pas espérer toucher la moindre pension, ►

▲ Foire à l'emploi dans le Jiangsu, février 2005.



Ma Jian/ChinaFotoPress/Getty Images/AFP

► contrairement aux citadins, le jour où ils arriveraient à l'âge de la retraite [voir page suivante]. Au fil des ans, Li Yanyan et son mari ont fini par s'inquiéter de leur avenir. Ils ont donc décidé d'utiliser leurs économies pour se faire construire une maison neuve dans leur village, afin de parer à toute éventualité. C'est pour-quoi Li Yanyan a pris un mois de congé en août 2008.

Mais, lorsqu'elle est revenue à Xinhui pour travailler, la situation avait changé : son entreprise connaissait maintenant de brusques difficultés. Elle avait licencié un tiers de ses ouvriers et mis en congé forcé un autre tiers. Pas question de réintégrer Li Yanyan. Elle dut chercher un autre emploi dans la région. Mais les employeurs n'offraient plus que des salaires mensuels de 700 à 800 yuans, bien inférieurs à celui qu'elle touchait auparavant. Elle ne parvenait pas à s'en satisfaire. A force de tergiverser, elle a laissé passer des opportunités et n'a finalement pas réussi à trouver le moindre travail, même mal payé. Voyant s'approcher à grands pas la période des grandes vacances du nouvel an chinois [fin janvier] et craignant que les prix des billets de train ne s'envolent, Li Yanyan a fini par décider de rentrer définitivement au village avec son fils.

Et maintenant ? Li Yanyan ne sait plus trop que faire. Elle a du mal – et son fils plus encore – à s'habituer à la vie dans ce village quitté voilà six ans. Il y fait froid, il n'y a pas de chauffage et ils ont très vite les extré-

Difficile de récupérer les terres confiées à des proches

mités gelées dès qu'ils restent assis un peu longtemps. Quant à leurs terres, elles ont été depuis longtemps confiées à des proches auxquels il est délicat de demander de les récupérer. Il faut donc acheter les légumes comme la farine. “J’ai dit à mes oncles que, si je ne trouvais pas de travail après le nouvel an, j’aurais besoin de reprendre mes terres pour les cultiver”, précise Li Yanyan. Mais ce dernier projet n’est pas du goût de son fils. Ce jeune homme à la coupe de cheveux dernier cri, habillé selon la mode actuelle, nous a expliqué dans un mandarin à l’accent cantonnais qu’il voudrait, plus tard, être commerçant, et “surtout pas cultivateur” !

De peur de perdre son emploi, le mari de Li Yanyan n’a pas osé venir à la campagne avec sa fille pour passer les fêtes de nouvel an. La famille, écartelée, affronte l’hiver en économisant sur tout. Car l’entreprise qui employait jadis le couple, la société de conteneurs Xinhui CIMC, connaît des jours sombres. Dans un

vieil immeuble situé à 2 kilomètres de l’usine, nous avons rencontré le mari, Han Weidong, qui nous a reçus, en compagnie de sa fille, dans un salon d’une vingtaine de mètres carrés, meublé de façon très rudimentaire. Il nous a expliqué que son équipe de conducteurs de chariots élévateurs comportait au départ seize personnes faisant les trois-huit. Mais la direction de l’usine a pris plusieurs mesures pour accompagner la baisse d’activité depuis octobre : elle a commencé par supprimer le service de nuit ; elle a demandé à cinq conducteurs de prendre leurs vacances de façon anticipée ; et elle a finalement licencié six personnes. Quant au salaire de Han Weidong, il n’a cessé de se réduire depuis septembre et n’était plus que de 1 100 yuans le mois dernier [au lieu de 4 000 l’été dernier]. “Guère mieux qu’au chômage...” Or il lui faut malgré tout payer son loyer, la scolarité de sa fille et tous les frais de la vie quotidienne. “C’est fini le lait chaque matin !” soupire-t-il.

Aujourd’hui, il regrette amèrement d’avoir laissé sa femme partir un mois pour s’occuper de la construction de leur maison. Que faire à l’avenir ? S’il n’y a pas d’embellie et si son salaire reste à un niveau aussi bas, il devra sans doute repartir lui aussi au village. Il envisage de créer une usine de chaus-

◀ Marché de l’emploi à Zhengzhou, février 2005.

settes dans sa région natale. “Les chaussettes sont des produits d’usage courant ; il y a sûrement de l’argent à gagner dans ce secteur, mais le problème, c’est que je n’ai pas de capital

de départ”, nous a-t-il expliqué tout en nous interrogeant sur la politique de l’Etat en matière de micro-crédits pour les migrants [voir ci-dessous].

En revanche, il n’envisage pas de reprendre une activité de cultivateur, car cultiver les champs, selon lui, permet tout juste de manger à sa faim. “Ça veut dire ne manger que les légumes du jardin. Et, en hiver, il faut se contenter de légumes en saumure, en tirant un trait sur la viande ! Moi, les légumes en saumure, j’en ai mangé à en avoir la nausée !”

Les mésaventures de la famille de Li Yanyan ne constituent pas un cas isolé [les statistiques officielles indiquent que 20 millions de migrants sont à la recherche d’un emploi]. D’innombrables liens invisibles unissaient jusqu’à présent les campagnes de l’intérieur de la Chine aux usines des provinces côtières. D’innombrables Li Yanyan avaient trouvé loin de leur village natal un travail et un mode de vie qui leur étaient propres. Mais voilà que, sans prévenir, ces liens se sont brusquement rompus.

En octobre 2008, le 3^e Plénium du XVII^e Congrès du Parti communiste chinois s’est fixé pour objectif de faire doubler le revenu moyen des paysans d’ici à 2020. Autrement dit, au cours des douze prochaines années, il faudrait que celui-ci progresse de plus de 5,8 % en moyenne par an, hors inflation. Mais cet objectif semble aujourd’hui impossible à atteindre.

GLOSSAIRE Pas de couverture sociale, et des droits économiques réduits

ASSURANCE-VIEILLESSE Les entreprises versent pour leurs salariés une cotisation à l’assurance-vieillesse, la part patronale correspondant à 20 % du salaire annuel, et la part employé à 8 %. Mais les caisses sont locales et il est impossible aux travailleurs migrants de transférer les droits à la retraite, qu’ils n’obtiennent du reste qu’au bout de quinze ans de cotisations. Les paysans migrants

quittant un emploi ne peuvent que récupérer leur part de cotisation. Une consultation sur une nouvelle réglementation qui rendrait les fonds transférables a été annoncée en février 2009. Selon le même principe, les migrants perdent en général leurs cotisations chômage lorsqu’ils rentrent chez eux. Localement, il existe des systèmes de revenu minimal garanti pour les migrants au chô-

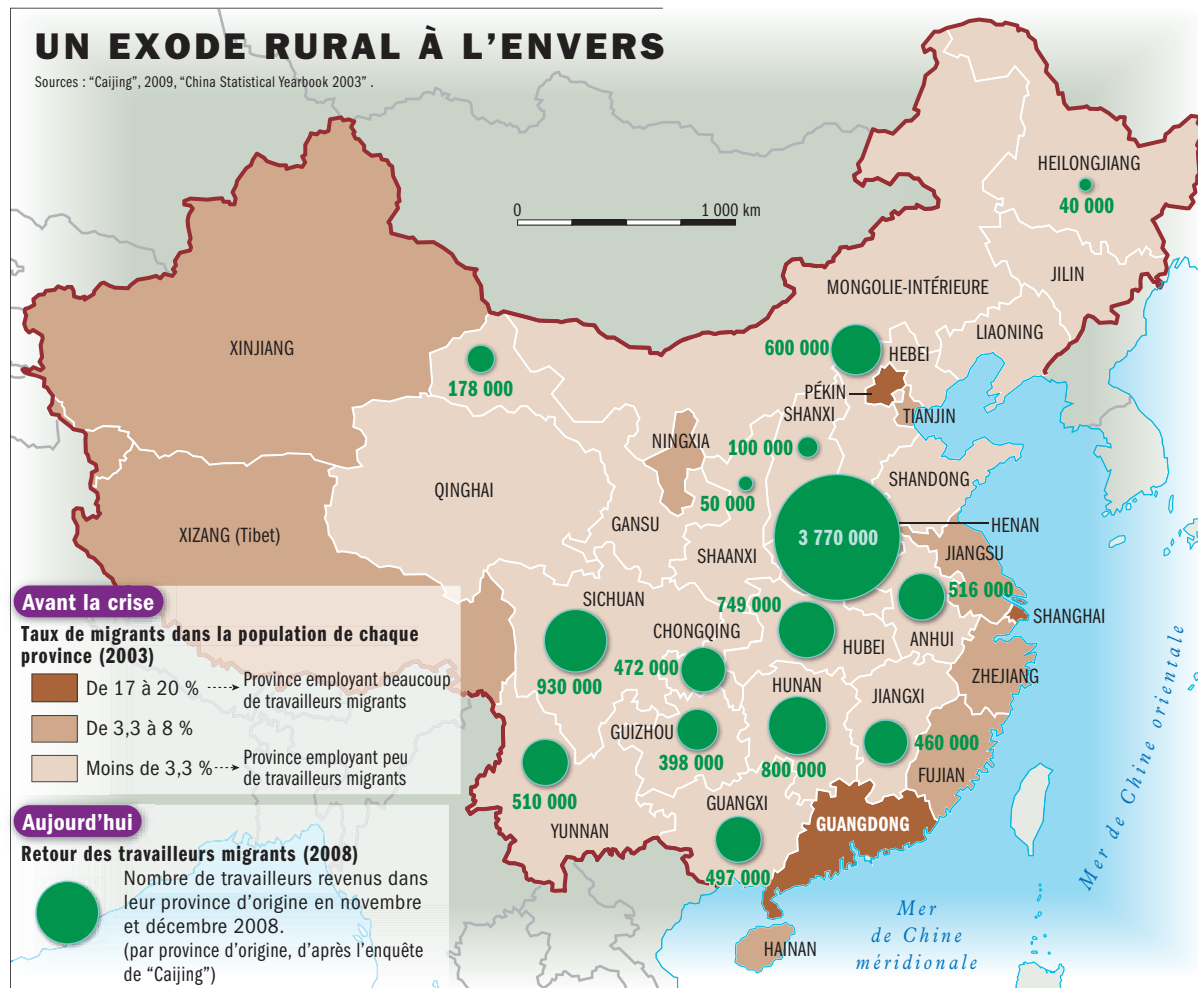
mage, mais sur une courte durée. **MICROCRÉDIT** Depuis 2008, la Chine a lancé une série d’expérimentations pour la création de sociétés de microcrédit – la plupart sous l’égide de banques locales. De son côté, le secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats chinois a annoncé, le 18 février, la constitution expérimentale de sociétés de microcrédit par les branches locales des

syndicats, qui pourraient prêter des sommes allant jusqu’à 30 000 yuans (3 200 euros) aux travailleurs migrants au chômage désirant créer une activité. **REVENU RURAL** Le revenu rural en Chine a trois provenances : le salaire, le revenu agricole, les transferts d’argent et transactions sur les biens. En 2008, le revenu rural moyen était de 4 700 yuans (530 euros) par an et par per-

sonne, dont 40 % provenaient des salaires, principalement ceux des migrants et, dans une moindre mesure, ceux des paysans ayant un emploi sur place. De 2004 à 2008, le revenu paysan moyen en Chine a progressé de plus de 6 % par an. Mais, d’après une étude effectuée en décembre 2008 à partir d’observatoires répartis dans 22 000 villages dans tout le pays, à l’initiative du minis-

UN EXODE RURAL À L'ENVERS

Sources : "Caijing", 2009, "China Statistical Yearbook 2003".



Retour dans le Henan, au village natal de Li Yanyan. "Tout au long de l'année, on se tue à la tâche, mais une fois déduit le coût d'achat des engrais et des semences, 1 mu de terrain rapporte à peine quelques centaines de yuans", nous explique un paysan du village de Li Yanyan. "Pour vivre, on dépend entièrement du travail de ceux qui sont partis en ville." Un travailleur migrant rentré au pays confirme : dans sa famille, plus des deux tiers des revenus annuels proviennent de son salaire. Plus généralement, les statistiques indiquent qu'en 2008 le revenu rural chinois provenait à 40 % des salaires des paysans devenus ouvriers. Autant dire que le revenu rural diminue aujourd'hui du fait du chômage dans les régions industrialisées [voir ci-dessous].

Le chômage des paysans migrants révèle par ailleurs toute l'étendue des conséquences des différences [de statut et de mode de vie] entre le monde rural et le monde citadin. D'après le deuxième recensement agricole (réalisé fin 2006 et publié en 2008), une écrasante majorité des 130 millions de paysans partis travailler en ville n'avaient pour tout bagage scolaire qu'un niveau de collège ; seuls 8,7 % étaient allés au lycée ; ensuite venait le groupe des individus ayant arrêté l'école à la fin de l'école primaire ; enfin, 1,2 % d'entre eux étaient illettrés. Si les zones rurales sont très en retard sur le plan de l'enseignement de base, la situation est encore pire en matière de formation professionnelle. De ce fait,

les travailleurs ruraux ont des choix très limités sur le marché de l'emploi et n'ont accès qu'à des secteurs à bas niveau de qualification, comme l'industrie manufacturière, le bâtiment, le transport, les exploitations minières, l'entretien ou la restauration. C'est une des raisons qui fait qu'un grand nombre de ceux qui sont mis au chômage n'ont d'autre choix aujourd'hui que de rentrer au bercail. [Dans le plan de relance gouvernemental de 4 000 milliards de yuans (428 milliards d'euros), le soutien à l'emploi des travailleurs migrants comporterait une enveloppe pour la formation professionnelle.]

Xi Shupeng, 30 ans, que nous avons rencontré en janvier dans le village de Houxi, représente un cas exemplaire. Il travaillait comme soudeur chez ATL (Amperex Technology Limited) à Dongguan, dans le Guangdong. "A la suite de la réduction du carnet de commandes, l'usine, qui n'avait plus besoin d'autant de salariés, a organisé un examen. Ceux qui l'ont raté ont été licenciés", explique

La plupart des migrants sont dans la force de l'âge

froidement Xi Shupeng, qui n'a guère d'autre choix que de rentrer dans son village natal.

A Chongqing [ouest du pays] – importante région d'exportation de main-d'œuvre –, le bureau municipal de protection du travail explique que plus de 95 % des travailleurs migrants qu'il voit rentrer n'ont suivi des études que jusqu'au collège ; seuls 4,8 % d'entre eux ont une formation professionnelle. La plupart ont travaillé dans des entreprises d'électronique, d'habillement, de jouets ou de chaussures.

La pyramide des âges permet également d'analyser sous un autre angle ce groupe social. La tranche des 30-45 ans est la plus importante. Autrement dit, la plupart des migrants rentrés dans leur région natale sont des personnes dans la force de l'âge, des soutiens de famille, qui doivent à la fois subvenir aux besoins de leurs vieux parents et financer la scolarité des jeunes, ce qui constitue une charge écrasante. Avec le tarissement de la source de revenus des travailleurs migrants, un assez grand nombre de familles risquent d'avoir du mal à joindre les deux bouts et pourraient même sombrer dans la misère.

Nous sommes allés, le 11 janvier dernier, au marché de l'emploi de Nanjimen, à Chongqing. A peine descendus du train qui les ramène des provinces côtières, croulant sous le poids de leurs bagages, de nombreux paysans s'y précipitent au lieu de poursuivre le voyage vers leurs villages. La période précédant la fête du Printemps est traditionnellement creuse pour le marché de l'emploi. Mais, cette année, les demandes d'emploi ont flambé, nous indiquent des membres du personnel. Plus de 20 % d'entre elles sont faites par des paysans migrants. Au demeurant, le nombre de demandeurs a été d'environ 30 % supérieur à celui de l'an dernier à la même époque. Il existe surtout une forte demande de la part de migrants jeunes ou d'âge moyen qui refusent de retourner aux champs et cherchent à rester en ville coûte que coûte. Cui Chuanyi, spécialiste des zones rurales au Centre de recherches sur le développement, qui dépend du gouvernement chinois, souligne à ce propos que les jeunes générations de travailleurs migrants n'ont quasiment aucune expérience du travail de la terre et même parfois aucun rudiment en agriculture. La plupart se sont habitués à la vie citadine, sans pour autant réussir totalement leur intégration. Le sociologue Zhao Shukai, secrétaire adjoint de la Fondation pour la recherche sur le développement de la Chine, indique pour sa part que le problème des travailleurs migrants licenciés qui refusent de rentrer au bercail risque de durer. Nombre d'entre eux vont en effet pouvoir vivre de petits boulots, en bénéficiant de l'aide de leur famille restée au village ou en puisant dans leurs économies. Mais, une fois qu'ils seront à bout de ressources, le mécontentement risque de monter dans leurs rangs. Le problème économique pourrait alors se transformer en problème social. ►

tère de l'Agriculture, les revenus des travailleurs migrants étaient en net recul au second semestre 2008 par rapport au premier semestre. En particulier, le salaire mensuel moyen des ruraux travaillant en ville a accusé une baisse moyenne de 28,7 % dans les régions du Centre et de 13,7 % dans les régions de l'Ouest.

POPULATION La définition de la population rurale chinoise donne

une image déformée de la réalité. Il y a officiellement 950 millions de ruraux en Chine, c'est-à-dire détenteurs d'un permis de résidence rural, dont 531 millions d'individus en âge de travailler. Ceux qui ont quitté la terre et travaillent dans des entreprises sont 210 millions, dont 130 millions de travailleurs migrants vers les villes et 80 millions restés près de leur village. Sont à la fois enregistrés comme "ruraux" et réel-

lement agriculteurs 320 millions d'individus.

A noter que, parmi ces derniers, le ministère de l'Agriculture estime que 100 millions de ruraux résidant effectivement à la campagne peuvent déjà être considérés comme de la main-d'œuvre excédentaire et cherchent à trouver un emploi, souligne Caijing, qui s'alarme du retour des travailleurs migrants sur des terres déjà suroccupées.

DROIT FONCIER Depuis trente ans, les paysans chinois disposent de droits d'exploitation sur les terres obtenues par contrat avec la collectivité locale, qui en reste propriétaire. L'impossibilité de céder la propriété des terres est contournée par des transactions sur les droits d'exploitation. Mais la pression foncière est énorme, du fait de l'urbanisation, et, bien souvent, ce sont les collectivités qui reprennent

les terres pour les céder à des promoteurs ou à des entreprises, ce qui entraîne de nombreux conflits. Une nouvelle loi foncière a vu le jour en 2008, reconnaissant aux paysans la possibilité de céder leurs droits d'exploitation, ce qui doit en principe faciliter la circulation des terres. Reste que la surface de terres arables disponibles est très limitée et laisse une grande quantité de ruraux sans travail.

► Le chômage à grande échelle des travailleurs migrants, qui constituent une élite parmi les 900 millions de ruraux, risque fort d'avoir des conséquences insoupçonnées. L'une des plus préoccupantes est sans doute la multiplication des conflits fonciers. D'après une étude réalisée conjointement en novembre 2008 par le bureau de l'agriculture et par le bureau du travail du district de Qianjiang, dans la municipalité de Chongqing, sur les 35 700 travailleurs migrants du district rentrés au pays, 8,23 % affirmaient avoir cédé leur droit d'exploitation d'un lopin de terre et par conséquent ne plus avoir les moyens de se consacrer à la production agricole.

A Houxi, le village de Li Yanyan, les tensions à propos des terres agricoles sont devenues fortes depuis le retour aux pays des travailleurs migrants, et souvent des heurts éclatent à ce sujet quand certains d'entre eux tentent de récupérer leurs droits sur leurs terrains. Prenons l'exemple de Han Guoqiang, un paysan qui ne dispose que de 2 *mu* de terres arables. C'est insuffisant pour nourrir les quatre bouches de son foyer : il a donc loué 6 *mu* de parcelles à des villageois partis travailler en ville. En contrepartie, chaque année, il leur donne environ 500 kilos de blé. Même si les détenteurs des droits d'exploitation des champs en question ne sont pas revenus pour l'instant, M. Han ne peut que s'inquiéter quand il voit de nombreux migrants demander à récupérer leurs parcelles. Nombreux sont ceux qui, avant de partir, avaient loué leurs terres ou les avaient confiées à la municipalité, qui les a parfois réattribuées à d'autres foyers. Les situations sont donc complexes et se prêtent à de nombreux conflits [voir page précédente].

Autre problème, encore plus délicat : celui des migrants qui n'ont jamais eu de terres et qui ne peuvent donc même pas espérer survivre en cultivant un petit lopin. Le cas est très courant dans la région de Chongqing, où de nombreux paysans avaient précisément émigré pour pallier ce manque de terres. Des enquêtes menées pendant trois ans auprès de 16 268 travailleurs migrants et leurs familles dans une vingtaine de districts relevant de dix provinces et municipalités du centre-est du pays montrent en outre que ces paysans déracinés ne peuvent compter sur aucune forme d'assurance-vieillesse. "En l'absence quasi généralisée de couverture sociale", souligne Feng Xiuqian, l'un des responsables de cette étude, "le chômage pose des problèmes de survie à ces travailleurs migrants dépourvus de terres. Si personne ne dispose de lopin dans la famille, il devient très difficile de subvenir aux besoins du foyer." Les tensions que génèrent ces situations individuelles commencent d'ailleurs à s'exprimer dans la rue. Pendant les trois jours que nous avons passé dans le district de Kai, nous avons pu observer par deux fois des mani-



Frederic J. Brown/AFIP

Les jeunes ne veulent plus être paysans et resteront en ville

festants bloquant des routes. Selon un fonctionnaire du bureau des migrations du district, les incidents sont désormais fréquents.

Des statistiques du ministère de la Sécurité publique indiquent que près de 950 millions de Chinois sont encore enregistrés à l'état civil en tant que ruraux. D'après une estimation que l'on peut faire à partir du taux d'urbanisation actuelle, ce chiffre devrait être en fait de seulement 730 millions [voir page précédente]. Si ces chiffres paraissent contradictoires, c'est parce que tout travailleur migrant d'origine rurale ayant passé plus de six mois en ville au cours de l'année est considéré par l'administration comme faisant partie de la population urbaine. Ce n'est pas pour autant qu'il est enregistré à l'état civil en tant que citoyen ; il ne peut donc bénéficier de la couverture sociale et des services publics offerts aux citoyens. Aux yeux de la loi, ces gens-là restent des "ruraux".

Le 16 décembre dernier, nous étions en fin de matinée à l'agence du bourg de Shijie du bureau de protection sociale de la municipalité de Dongguan. Les gens y faisaient la queue sur une centaine de mètres pour venir récupérer leurs cotisations d'assurance-vieillesse. La foule des demandeurs était telle que la police locale a dû intervenir pour la canaliser. Récu-

pérer ses cotisations d'assurance-vieillesse consiste pour les paysans migrants à reprendre les parts investies dans le fonds de retraite de leur ancien employeur. Li Yanyan, qui a effectué cette démarche à Jiangmen avant de rentrer dans le Henan, nous a expliqué qu'elle aurait aimé bénéficier du système de retraite des citoyens, mais qu'elle savait bien que, dans la pratique, celui-ci resterait inaccessible pour elle tant qu'elle ne pourrait pas être enregistrée à l'état civil avec le statut de citadine. Pour ne pas tout perdre, il lui fallait demander le reversement des cotisations prélevées par son employeur.

"Dans le cas où j'aurais simplement changé d'employeur, les cotisations versées précédemment n'auraient pas été transférées", explique-t-elle, résignée. A cause de la disparité de statut entre citoyens et ruraux, des gens comme elle ne parviennent pas à se sentir "appartenir" à la ville, que ce soit sur le plan de l'éducation, des soins médicaux et même des opportunités professionnelles. C'est également pour cela que, pour la grande majorité des paysans migrants, les villes ne sont qu'un lieu de travail leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille.

Depuis l'année 2000, le gouvernement chinois a pris plusieurs mesures visant à supprimer les discriminations afin d'encourager la mobilité de la main-d'œuvre rurale et l'urbanisation. Cependant, il existe un décalage évident entre les progrès réalisés dans la pratique et les besoins réels. Le problème est particulièrement saillant en matière d'urbanisme, de construction de logements neufs, de services publics ou de gestion résidentielle. Dans tous ces domaines, les besoins urgents des travailleurs migrants d'origine paysanne n'ont pas véritablement été pris en compte, et les investissements réalisés sont extrêmement limités.

C'est en grande partie par crainte que les installations urbaines ne puissent supporter la lourde charge que constitue l'afflux de migrants que le maintien de migrations saisonnières "dans les deux sens" s'est imposé comme un choix politique naturel et qu'une refonte complète du système a été ajournée. Dans le processus d'urbanisation, la majorité des paysans a été lésée. L'Etat a préféré miser sur leur installation dans les petites agglomérations.

Le directeur du Centre pour la réforme et le développement des petites villes (CERD), Li Tie, indique que, si l'on veut donner plus d'importance aux petites villes, il est indispensable de bien cerner le problème des paysans migrants. "Il faut stabiliser la situation de ces ruraux qui exercent depuis longtemps un métier en ville et y ont leur résidence." Il faut réfléchir aux emplois supplémentaires qu'on peut leur proposer ; pour cela, il faut prendre des mesures spécifiques et débloquer les financements correspondants.

De son côté, l'économiste Tang Min, secrétaire adjoint de la Fondation pour la recherche sur le développement de la Chine, préconise l'ouverture et le développement d'un nouveau marché de l'emploi pour les travailleurs migrants. Il est prouvé que les villes et les régions attirant une forte proportion de main-d'œuvre non locale sont plus compétitives sur le plan économique et se développent plus rapidement. Instaurer un seuil d'entrée trop élevé pour les travailleurs migrants revient au final à sacrifier le dynamisme du développement économique.

"Nous ne pouvons pas imaginer que les 4 000 milliards de yuans du plan de relance ne serviront qu'à financer le développement des voies ferrées, des grandes infrastructures ou des grands travaux, sans venir en aide à cette communauté pleine de créativité que forment les paysans migrants, ce qui permettrait véritablement de stimuler la consommation et de stabiliser le marché de l'emploi", remarque Li Tie.

Chang Hongxiao, Ren Bo, Deng Hai, Zhou Qiong, Li Wei'ao

**La semaine
prochaine,
numéro
spécial
96 pages**

**Courrier
INTERNATIONAL**
**L'anti-
crise**
**Manuel de survie
(et d'analyse)**

■ **économie**
Faire le bien,
et beaucoup
de profits p. 52

■ **multimédia**
Les journaux,
une espèce de
plus en plus
menacée p. 53

Des usines aux effectifs incompressibles

EMPLOI ■ Dans certains secteurs industriels, les petites entreprises américaines préfèrent diminuer le temps de travail plutôt que de dégraisser les effectifs. Par nécessité technique.

THE WALL STREET JOURNAL
New York

DE SPARTANBURG
(CAROLINE DU SUD)

Dans cette usine qui fabrique des pièces en plastique pour des objets en tout genre, de l'aérosol au détonateur, renvoyer ne serait-ce qu'un seul ouvrier n'en vaut sans doute pas la chandelle. Cette unité de production appartenant à la société Parker Hannifin Corp, de Cleveland, a tellement réduit ses effectifs en s'automatisant au cours des dix dernières années que nombre de ses lignes d'assemblage tournent avec seulement une poignée d'ouvriers hautement qualifiés. Alors que les vagues de licenciements collectifs ont fait grimper le chômage aux Etats-Unis à un taux jamais vu depuis vingt-six ans, Parker et des milliers d'autres entreprises, petites et grandes, un peu partout dans le pays, réagissent à la récession de façon chirurgicale, le plus souvent en réduisant le temps de travail ou en se défaisant de leurs travailleurs temporaires.

Cette logique de réduction sélective des charges explique l'une des curiosités de cette récession. Le secteur industriel souffre d'une sévère contraction de ses activités et supprime un grand nombre d'emplois – près de 1,3 million, selon un rapport sur l'emploi publié le 6 mars dernier par le ministère du Travail. Mais ce chiffre est inférieur à ce qu'il aurait pu être au vu de l'ampleur de la crise actuelle. Au mois de février, alors que la récession durait depuis quatorze mois, les industriels avaient réduit la masse salariale de 9,4 %. On est donc légèrement en dessous de la baisse de 9,5 % constatée quatorze mois après le début de la récession de l'an 2000, période à laquelle l'économie commençait son redressement.

PRODUIRE PLUS AVEC MOINS DE TRAVAILLEURS

Pourtant, la chute de la production et des commandes se révèle cette fois-ci bien plus marquée, ce qui témoigne de la volonté des entreprises de réduire les coûts par d'autres moyens que les seuls licenciements. Au mois de janvier, la production industrielle américaine avait reculé de 12,8 % depuis le début de cette récession, contre seulement 2,6 % au même moment lors de la crise de l'an 2000.

Il y a dix ans, la plupart des usines pratiquaient la production "par lots",



▲ Dessin de
Beard paru dans
El Periódico
de Catalunya,
Barcelone.

avec de grosses équipes se consacrant à la production de pièces identiques en grandes quantités. Les ouvriers étant nombreux à faire la même chose, il était plus facile de licencier lorsque l'activité ralentissait. Ce type de travail faisant appel à plus d'employés et à une proportion supérieure de travailleurs peu qualifiés s'est vu progressivement délocalisé vers des pays à moindre coût. Aujourd'hui, les entreprises américaines disposent de matériel neuf et d'une organisation rationalisée permettant de produire davantage avec des travailleurs moins nombreux mais plus qualifiés. Le secteur a perdu quelque 3,5 millions de postes, soit un sur cinq, entre janvier 2000 et le début de cette récession. Et, alors même que l'emploi reculait, la production a progressé sur la même période de 10 %.

"Quand on en arrive là où nous en sommes, avec une industrie qui représente moins de 10 % de l'emploi aux Etats-Unis, on ne peut tout simplement pas faire moins", fait remarquer Kurt Karl, économiste en chef spécialiste des Etats-Unis chez l'assureur Swiss Re. Selon lui, les industriels veillent particulièrement à retenir les salariés formés

sur des machines de plus en plus complexes. Ainsi, chez Parker, à Spartanburg, cinq ouvriers fabriquent les minuscules anneaux de plastique qui scellent les bombes aérosols. Chaque membre de l'équipe s'occupe d'un ensemble différent de machines-outils à grande vitesse exécutant une étape distincte de la production. L'entreprise a plusieurs moyens pour diminuer la production sans licencier. Deux ouvriers peuvent se charger des deux premières étapes un jour, et les trois autres terminer la fabrication le lendemain, ce qui diminue de moitié le temps de travail de chacun. Autre solution, les cinq ouvriers peuvent prendre simultanément des jours de congé. En revanche, il est bien plus compliqué de priver définitivement l'équipe d'un ou deux d'entre eux, car cela risquerait de mettre en péril toute la ligne de production. Donald Washkewicz assure que licencier un ouvrier dont il a financé la formation est bien la dernière chose dont il ait envie : "Ce sont des qualifications que nous voulons conserver."

39,6 HEURES CONTRE 41,2 HEURES L'ANNÉE DERNIÈRE

Reste que la diminution du temps de travail n'est pas forcément une solution à long terme. Donald Washkewicz se souvient que, durant la récession qui frappa les Etats-Unis au début des années 1980, il dirigeait une branche de Parker qui avait ramené la semaine de travail à quatre jours pour sauver des emplois. Cela ne fonctionna qu'un temps. Au bout de trois mois environ, de nombreux salariés finirent par avoir du mal à payer leurs factures avec seulement 80 % de leur salaire antérieur. Changeant de méthode, l'entreprise décida de licencier et de repasser à plein temps les employés restants. Aujourd'hui, nombre des salariés de Parker ayant vu leur temps de travail réduit disent préférer cela à un licenciement, sans toutefois se sentir parfaitement en sécurité. "J'essaie de ne pas m'inquiéter de la situation économique", explique Miriam Porter, qui a désormais deux jours de chômage technique par mois.

Début mars, Parker a annoncé un gel des salaires d'un an pour tous ses salariés dans le monde entier. Parallèlement, la société a déclaré diminuer de 10 % le temps de travail et le salaire de tous les employés de son siège de Cleveland d'ici à la fin juin 2009. Et la société Parker n'est pas un cas isolé. Selon le ministère du Travail, en février, les salariés du secteur industriel ont effectué en moyenne 39,6 heures de travail par semaine, contre 41,2 heures à la même époque l'année dernière. Dans une étude menée en février, 55 % des entreprises du secteur disent avoir diminué le temps de travail de leurs employés au cours du mois écoulé, contre seulement 30 % pour les entreprises des autres secteurs. Dans l'année à venir, elles sont 58 % à envisager de le faire, contre 32 % dans les secteurs hors industrie.

Timothy Appell et Justin Lahart

Faire le bien – et beaucoup de profits

HUMANITAIRE ■ Venir en aide au tiers-monde, ça peut rapporter gros. Meilleur exemple : la société danoise Vestergaard-Frandsen, qui commercialise des moustiquaires et des filtres à eau.

THE NEW YORK TIMES
New York

Tout a commencé avec des moustiquaires. Ou plutôt avec des filtres à vers. Ou peut-être avec 1 million de mètres de laine, dans les montagnes suédoises. Les fondations caritatives et les organisations gouvernementales au service des pauvres du monde sont légion, et nombre d'entre elles sont universellement célèbres, comme l'UNICEF ou la Fondation Bill & Melinda Gates. Mais les entreprises privées dont c'est là l'unique objet social sont rares. Même la plus connue d'entre elles porte un nom que tout le monde ou presque ignore : Vestergaard-Frandsen. Ses produits sont pourtant utilisés dans les camps de réfugiés et les zones sinistrées un peu partout dans le tiers-monde. Il s'agit du PermaNet, une moustiquaire imprégnée d'insecticide, du ZeroFly, une toile goudronnée de tente qui tue les moustiques, et du LifeStraw, un filtre que l'on porte autour du cou et qui rend potable l'eau la plus sale.

Certains ne sauvent pas seulement des vies, ils sont même beaux. Le LifeStraw, aux couleurs turquoise et



◀ Dessin d'Ingram Pinn paru dans le Financial Times, Londres.

bleu marine, figure dans des musées en raison de son esthétisme. "Vestergaard tranche avec toutes les autres entreprises avec lesquelles nous travaillons", commente Kevin Starace, expert en paludisme auprès de la Fondation des Nations unies. "Elle considère l'utilisateur final comme un consommateur plutôt qu'un malade ou une victime." Par exemple, explique-t-il, elle a ajouté une poche pour téléphone portable à ses moustiquaires de lit et fabrique des rideaux de fenêtre qui tuent les insectes.

L'entreprise, créée au Danemark il y a cinquante et un ans pour produire des uniformes professionnels, est actuellement dirigée par Mikkel Vestergaard-Frandsen, le petit-fils du fondateur. Une fois ses études secondaires terminées, en 1991, il envisagea de se rendre au Koweït pour combattre les incendies sur les champs pétroliers durant la guerre du Golfe.

Bloqué en Egypte, il y rencontra deux Nigériens qui l'ont convaincu de monter une affaire d'importation de voitures d'occasion à partir de l'Europe vers le Nigeria. Mais le chaos qui a suivi un coup d'Etat en 1993 l'a renvoyé au Danemark. Pendant ce temps, son père, Torben, avait conclu un accord pour l'achat d'un stock de la défense civile suédoise – environ 1 million de mètres de tissu en laine gris et vert olive. "La Suède avait, dans ses montagnes, des grottes remplies de tout ce dont elle aurait besoin en cas de troisième guerre mondiale, mais elle a estimé que le risque n'était plus aussi grand", raconte Vestergaard-Frandsen père. "L'étoffe devait servir à la confection d'uniformes militaires. C'était de la bonne qualité, de la laine très chère, mais si moche qu'aucune femme au foyer n'en voudrait sur son canapé." Mikkel accepta de prendre un bureau derrière l'usine et s'attela à l'étape suivante : il fit tailler dans le tissu des couvertures qu'il vendait à la Croix-Rouge. Une grande partie a fini par atterrir au Rwanda et au Kurdistan.

DES PIÈGES À MOUCHES TSÉ-TSÉ ET DES FILTRES À VERS

Par ailleurs, l'activité principale de la firme était confrontée à la concurrence asiatique. Aussi le père comme le fils ont jugé plus intéressant de travailler dans les secours d'urgence. L'exportation des vêtements de seconde main destinés à des camps de réfugiés était rentable. Il existait également un marché pour les pièges à mouches tsé-tsé : ces insectes, qui transmettent la maladie du sommeil, sont attirés par certaines longueurs d'onde de la lumière bleue, aussi l'entreprise devait-elle fabriquer un tissu qui aurait la teinte exacte, ne se décolorerait pas au soleil et, une fois imprégné d'insecticide, ne deviendrait pas fragile.

En 1998, la société s'est fait un nouveau client, le Carter Center fondé par l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter, qui était à l'avant-garde de la lutte contre la dracunculose, une maladie parasitaire également appelée "ver de Guinée". L'organisation avait besoin de filtres à mailles assez fines pour arrêter les larves mais assez so-

lides pour résister quand on l'étire par-dessus une jarre d'eau. Or Vestergaard fabriquait des filtres en Nylon renforcé de toile. L'entreprise est "très fiable et possède un bon contrôle qualité", estime Ernesto Ruiz-Tiben, le directeur du programme Ver de Guinée. "Nous lui avons acheté pour des millions de dollars de produits."

UNE CAMPAGNE DE DÉPISTAGE DU SIDA EN GUISE DE PUB

L'entreprise a également mis en pratique une idée que Ruiz-Tiben avait rapportée de chez les nomades touaregs du Mali : ajouter une courte pipette en plastique au filtre, de manière que l'utilisateur puisse s'allonger et boire dans la moindre flaque d'eau. Dans les dernières versions, le tissu est remplacé par une fine maille métallique. Le tube a inspiré la création du LifeStraw, un cylindre en plastique de 25 centimètres de long qui retient les bactéries, les parasites et certains virus, et dont la fabrication coûte moins de 3 dollars. Pour promouvoir la paille filtrante, Torben s'est fait filmer par des équipes de télévision en train d'aspirer l'eau de canaux de Copenhague et même de toilettes. "C'était horrible, avoue-t-il. C'était dans des toilettes pour femmes ; on y a mis un produit qui était censé atténuer la mauvaise odeur, mais LifeStraw n'élimine pas les substances chimiques." Les agences d'aide internationale ont acheté des dizaines de milliers de pailles filtrantes au lendemain du cyclone qui avait frappé le Myanmar et des séismes qui avaient ravagé l'Asie. L'entreprise produit maintenant une version plus grande qui filtre environ 19 litres d'eau en une heure et qui servira à une famille pendant trois ans.

En septembre dernier, pour marquer ses cinquante années d'existence, Vestergaard-Frandsen a lancé une expérience particulièrement audacieuse. Rares sont les Africains des campagnes à demander un test de dépistage du sida en raison de la honte qu'ils éprouvent. Mikkel a donc décidé de les soudoyer. Il a choisi un district sanitaire dans l'ouest du Kenya afin de proposer à tous ceux qui se font dépister un paquet contenant une moustiquaire, un purificateur d'eau, 60 préservatifs et des brochures d'informations sanitaires. De longues queues se sont formées dans les 30 dispensaires du district, et près de 50 000 personnes ont fait le test. En une semaine, le pourcentage d'adultes testés est passé de moins de 20 % à plus de 80 %. Le projet a coûté cher à l'entreprise : 3 millions de dollars. "Mais si j'ai osé, justifie Mikkel, c'est parce que c'est le seul moyen efficace, en dehors du porte-à-porte, qui permet d'obtenir un tel résultat."

Vestergaard-Frandsen est une entreprise familiale et ne publie pas d'informations financières, mais selon Mikkel, elle a vendu 165 millions de moustiquaires et se révèle bénéficiaire. Il se dit également passionné par son travail et par le défi qu'il s'est lancé d'inventer un nouveau produit chaque année.

Donald G. Mcnell

ILERI PARIS

L'Ecole des Relations Internationales

2 programmes en Relations Internationales

- ● ● Bachelor en Relations Internationales
- ● ● Master - Double diplôme - Diplôme d'Etat

● Master 2 de FILERI

● Affaires Internationales, Stratégie et Négociation

● Master 2 de l'Université Pierre Mendès France

Grenoble II

Droit International et Européen

www.ileri.fr

ILERI - IECT

65 avenue de Villiers, 75007 PARIS - FRANCE

Contact : Audrey LEROUX

Tél : +33 (0)1 40 33 30 44

Fax : +33 (0)1 40 33 30 19

E-mail : contact@ileri.fr

Institut d'Etudes des Relations Internationales

Etablissement d'enseignement supérieur privé

Institut de l'Economie et du Commerce International

Etablissement d'enseignement supérieur technique privé

Reconnu par l'Etat

Des études internationales

Sciences politiques, droit, géopolitique et sécurité internationale, diplomatie et négociation internationale, économie et affaires internationales.

Un réseau de professeurs d'exception

Professeurs d'universités, hauts fonctionnaires, experts, praticiens.

Une école à taille humaine

Frequence des échanges avec les professeurs et les étudiants.

La maîtrise de trois langues étrangères

Etudier l'anglais en LV1, une langue européenne en LV2 (allemand, espagnol, portugais, italien, une langue orientale en LV3 (arabe, chinois, hébreu, japonais, russe).

Les journaux, une espèce de plus en plus menacée

PRESSE ■ Outre-Atlantique, les mauvaises nouvelles se succèdent à un rythme jamais vu. Les fermetures de quotidiens se multiplient et l'horizon demeure bouché pour ceux qui restent.

THE NEW YORK TIMES
New York

Né plus de vingt ans avant la fondation de l'Etat de Washington, le *Seattle Post-Intelligencer* a publié son dernier numéro le 17 mars, après cent quarante-six ans d'existence (il n'est plus disponible que sur Internet). Et il n'est pas le seul quotidien à mettre la clé sous la porte. Le *Rocky Mountain News*, principal journal de Denver, a fermé le 27 février. Certes, Seattle ou Denver ont encore des quotidiens, mais, selon des économistes et des patrons de presse, de grandes villes américaines devraient se retrouver, d'ici peu, sans grand journal local. "C'est une terrible nouvelle pour une ville de perdre son principal quotidien, car c'est lui qui assure la plupart des reportages sérieux", estime Joel Kramer, l'ancien rédacteur en chef et éditeur du *Minneapolis Star Tribune*, aujourd'hui rédacteur en chef et directeur de *MinnPost.com*, un site d'information de Minneapolis.

Nul ne sait quelle sera la première grande ville à perdre son principal quotidien, mais les candidates ne manquent pas dans le pays. Le groupe de presse Hearst Corporation, qui était propriétaire du *Post-Intelligencer*, a également menacé de fermer le *San Francisco Chronicle*, qui a perdu plus de 1 million de dollars [736 000 euros] par semaine en 2008, s'il ne consentait pas des efforts importants de réduction des coûts. Un accord préalable a été conclu le 10 mars, en vertu duquel le principal syndicat du journal, le California Media Workers Guild, accepte une réduction des congés, une augmentation du temps de travail et une plus grande marge de manœuvre en matière de licenciements, indépendamment de l'ancienneté des salariés. A l'automne dernier, le groupe Advance Publications a lui aussi parlé de fermer le *Star-Ledger*, le principal quotidien du New Jersey, mais un plan de restructuration et des concessions faites par les syndicats ont permis au journal de survivre, bien qu'avec une équipe réduite. Les principaux quotidiens de nombreuses villes, comme *The Philadelphia Inquirer* et le *New Haven Register*, appartiennent à des entreprises qui ont fait faillite au cours des trois derniers mois. Les propriétaires assurent qu'ils n'ont aucune intention de fermer leurs journaux, mais les dirigeants qui font ces promesses risquent de ne plus être aux commandes après la restructuration de leur entreprise. Par ailleurs, plusieurs titres – du *Miami Herald* au *Chicago Sun-Times* – ont été mis en vente, mais aucun repreneur

► "Tout, vous saurez tout sur la disparition des journaux américains ! – En ligne." Sur la sacoche, un mélange de noms de journaux. Dessin de David Fitzsimmons paru dans *The Arizona Star*, Etats-Unis.

■ **Tendance**
Même les groupes de presse qui ne sont pas lourdement endettés ne se montrent guère optimistes pour l'avenir. En effet, même s'ils continuent à gagner de l'argent, leur marge bénéficiaire est en chute libre. D'après une étude réalisée par John Morton, un analyste indépendant, la marge d'exploitation des principales sociétés éditrices était d'environ 10 % en 2008, alors qu'elle était supérieure à 20 % en 2004.



Cagle Cartoons

ne s'est manifesté. Les recettes publicitaires, une ressource vitale pour les journaux, ont chuté d'environ 25 % au cours des deux dernières années, et cette tendance, aggravée par la récession, va se poursuivre en 2009. Des sites Internet comme Craigslist ont eu les mêmes conséquences pour les petites annonces que l'avènement du moteur à combustion interne pour les voitures à cheval.

PRESQUE TOUS LES QUOTIDIENS ONT RÉDUIT LEUR PAGINATION

Les cours des actions de la plupart des groupes de presse ont perdu plus de 90 % de leur valeur par rapport à leur niveau record. Et, très souvent, leurs difficultés sont exacerbées par un lourd endettement dû à la frénésie d'acquisition de titres dont ils ont été saisis entre 2005 et 2007, juste avant que les cours ne s'effondrent. En décembre 2008, le groupe Tribune Company, qui possède le *Chicago Tribune*, le *Los Angeles Times* et d'autres journaux, a dû se placer sous la protection de la loi sur les faillites en grande partie à cause de ses dettes.

La vague de restructurations qui frappe les journaux américains depuis près d'une décennie a pris l'allure d'un véritable raz de marée ces

dernières années. Le *Los Angeles Times* conserve l'une des équipes de rédaction les plus importantes du pays – environ 600 personnes –, mais elle était deux fois plus nombreuse à la fin des années 1990. Celle du *Washington Post*, qui comptait plus de 900 personnes il y a six ans, en a moins de 700 aujourd'hui. Gannett Company, le plus grand éditeur de journaux du pays, a supprimé plus de 8 300 emplois en 2007 et 2008. Et, le 11 mars, *The Miami Herald*, considéré récemment encore comme le fleuron du groupe Knight Ridder, a annoncé son intention de réduire une nouvelle fois ses effectifs. Presque tous les grands journaux du pays ont diminué leur pagination et le nombre de leurs articles, et beaucoup ont même supprimé des rubriques entières. Des bureaux ont été fermés dans les capitales étrangères, voire à Washington, et certains quotidiens ne publient plus de critiques cinématographiques ni littéraires et ne couvrent plus les nouvelles locales en dehors de leur fief. Pour réduire leurs dépenses, certains titres collaborent avec d'anciens concurrents.

Pendant plus de deux siècles, les journaux ont représenté une source indispensable d'informations

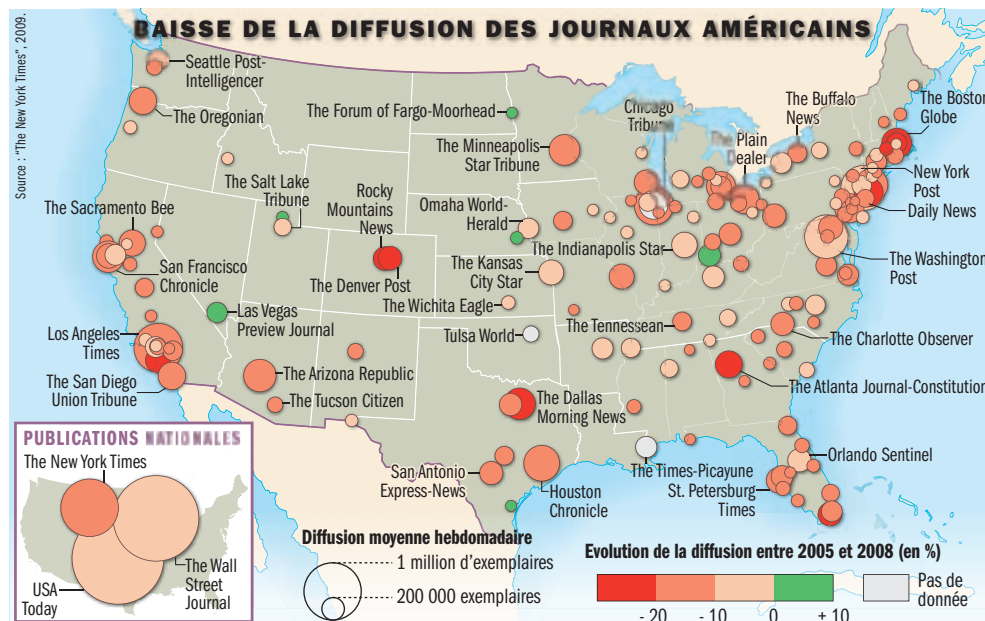
publiques et un frein aux dérives du gouvernement ou d'autres groupes d'intérêts puissants. Ils continuent pourtant à avoir un lectorat important et en progression. Le tirage des quotidiens est certes en baisse, mais le nombre de lecteurs en ligne ne cesse d'augmenter. Cependant, personne n'a encore réussi à financer d'importantes équipes de rédaction avec les seuls revenus d'Internet, ce qui laisse présager qu'à l'avenir les sources d'information seront de plus petite envergure, auront moins de pouvoir et seront moins à même de remplir leur traditionnelle fonction de gendarme de la nation. "Je ne peux imaginer ce que serait une société civile sans journaux", remarque Buzz Woolley, un riche homme d'affaires de San Diego très critique à l'égard du quotidien de sa ville, *The San Diego Union Tribune*, et qui finance un site d'information sur Internet, *VoiceofSanDiego.org*. "Je ne veux pas l'imaginer. Une foule d'informations ne seraient jamais publiées."

LES ÉDITEURS DE PRESSE VOIENT UN AVENIR SANS PAPIER

Ce n'est pas l'avis de tout le monde. Pour Jeff Jarvis, directeur du département de journalisme interactif à l'école de journalisme de l'université de la ville New York, la mort d'un journal devrait entraîner une prolifération de sources d'informations plus modestes sur la Toile. Selon lui, ces sources seront peut-être moins affinées, mais leur compétition mettra fin aux vieux monopoles des journaux. Un certain nombre de quotidiens déficitaires "devraient avoir le courage de cesser d'imprimer et de se mettre en ligne, affirme-t-il. Leur produit aura des dimensions beaucoup plus réduites, mais c'est ce qui nous attend de toute façon". Des patrons de presse qui hier encore tournaient en ridicule l'idée de n'exister qu'en ligne reconnaissent aujourd'hui qu'ils sont probablement en train de prendre cette direction, mais tous sont d'avis qu'en s'engageant sur cette voie dans un avenir proche les journaux deviendront des sources d'information beaucoup moins importantes.

Pour l'heure, ils prennent des mesures qui auraient été impensables il y a un an ou deux. Certains d'entre eux envisagent de faire payer l'accès en ligne à leurs lecteurs, comme le fait déjà *The Wall Street Journal*. A partir du 30 mars, les grands journaux de Detroit, le *Detroit Free Press* et le *News*, ne seront plus distribués aux abonnés que trois jours par semaine par souci d'économie sur les coûts d'impression et de livraison. Quant au *Christian Science Monitor*, il imprimera sa dernière édition quotidienne le 27 mars, après quoi il ne paraîtra plus qu'en ligne et ne conservera qu'un magazine hebdomadaire sur papier [voir CI n° 940, du 7 novembre 2008]. "Personne n'a vraiment de solution miracle", concède John Yemma, son rédacteur en chef, "mais tout le monde est si désespéré qu'on examine toutes les possibilités."

Richard Pérez-Peña



LE QUESTIONNEMENT D'UN JEUNE AUTEUR

Un monde meilleur

Ils rêvaient de libérer leur pays du joug japonais, ils ont fini par s'entre-tuer. A travers le sort tragique de résistants coréens des années 1930, Kim Yeonsu s'interroge sur le sens de l'engagement.

CHANGJAKKWA PIPYONG (extraits)

Séoul

Que signifie le progrès dans l'Histoire ? C'est la question qui vient naturellement à l'esprit quand on lit *Pamun noraehanda** [La nuit chante], le nouveau roman de Kim Yeonsu. Nous sommes dans les années 1930 dans l'est de la Mandchourie [dans le nord-est de l'actuelle Chine], à Kando [Jiandao, en chinois] : des jeunes Coréens périssent dans leur combat révolutionnaire pour la libération de leur pays, colonisé par le Japon [1910-1945]. Ils ont rêvé d'un paradis sur terre, mais n'ont connu qu'un enfer dans lequel ils se sont entre-tués.

Le roman s'inspire d'un épisode de l'histoire de la Corée connu sous le nom d'affaire Minsaengdan, qui s'est déroulé dans la région qui servait de base aux guérilleros coréens, la Mandchourie. *"Au moins 500 résistants y ont laissé leur peau, rappelle l'historien Han Hong-gu, dont la majorité n'ont pas été éliminés par les Japonais, mais se sont entre-tués."* Comment une telle chose a-t-elle été possible ?

Il y a là des éléments historiques complexes tels que le fait que les révolutionnaires coréens de Kando étaient sous les ordres du Parti communiste chinois, qui les a poussés à se dénoncer mutuellement à la suite de manigances des Japonais. Il sera peut-être possible, en approfondissant chacun de ces éléments, de s'approcher de la vérité. Mais aucune analyse scientifique ne pourra donner d'explication complète à la folie qui a régné dans cet enfer où des innocents aux idéaux communistes se sont vu accuser d'être des espions du Minsaengdan, une organisation créée par le Japon pour semer la zizanie entre les Coréens et les Chinois, et à la *"purge sanglante qui a duré six mois et qui n'a laissé qu'un seul survivant parmi une soixantaine de dirigeants"*, comme il est dit dans le roman. Et c'est sans doute là que la littérature peut relever un défi, même si elle doit susciter plus de questions que de réponses.

Le roman réussit à susciter un écho philosophique qu'un simple récit historique de type reportage ne pourrait éveiller. Cet écho sonne d'autant plus juste qu'il est sous-tendu par la conscience sociale de la génération de Kim Yeonsu, qui est celle des militants étudiants pour la démocratisation de la fin des années 1980. *"Qu'est-ce que tout cela ?"* s'interroge l'auteur dans la préface. *"Cette histoire de gens qui, après avoir juré de construire un monde*



■ Biographie

Considéré comme l'un des auteurs les plus talentueux de sa génération, Kim Yeonsu est né en 1970, dans le sud-ouest de la Corée du Sud. Auteur de six romans et de trois recueils de nouvelles, il est également poète, traducteur et critique musical. Contrairement au courant dominant de la littérature coréenne et malgré son passé d'étudiant militant de la fin des années 1980, il ne puise pas toujours directement son inspiration dans la réalité sociale du pays. Il préfère aborder ce sujet de façon détournée, comme dans sa biographie romancée d'un célèbre poète coréen du début du siècle, Yi Sang. L'œuvre de Kim Yeonsu est encore inédite en français.

meilleur, finissent par s'entre-tuer ! A quoi cela rime-t-il d'écrire un livre à ce sujet ? La première question, qui porte sur ce qui m'a amené à écrire ce roman, n'a toujours pas trouvé de réponse."

Kim Hae-yon, le héros du roman, se jette dans la tourmente de l'Histoire, à la suite de la mort de la femme qu'il aime, une militante communiste du nom de Yi Chong-hi. En septembre 1932, date à laquelle commence le roman, il est géomètre à Longjing [dans la province chinoise du Jilin], où il a été envoyé, et en août 1941, quand se clôt l'histoire, il y revient, alors qu'il est devenu un révolutionnaire communiste. Il est témoin et même acteur de la chasse aux sorcières contre le Minsaengdan. Il veut tuer Choe Tosik, celui qui a provoqué la mort de Yi Chong-hi. Alors qu'il s'apprête à sortir son revolver de son manteau pour tuer le traître devant chez lui, deux garçonnets surgissent de la maison. *"Ils n'avaient pas 10 ans, c'étaient sûrement ses fils, des enfants de la nouvelle ère [...] ne sachant pas quel personnage avait été leur père."*

L'auteur a achevé son roman en 2004 mais a longtemps hésité à le publier car il n'en était pas entièrement satisfait. Entre-temps, il a publié un autre roman, *Nega nugudum ulmana oeropdun* [Qui que tu sois, aussi seul sois-tu], paru en 2007, et a trouvé un semblant de réponse à la question qu'il se posait depuis sa jeunesse, à savoir : *"Pourquoi le monde ne change-t-il pas bien que nous le désirions ardemment ?"* et conclu que le désir existe indépendamment de son objet.

Le désir de l'homme rêvant d'un monde meilleur n'a jamais obtenu de satisfaction immédiate. Dans le roman, quatre jeunes voient réduit à néant le rêve de libération de leur pays. Ils s'entre-tuent et disparaissent de l'Histoire. Mais leurs enfants naissent et survivent. Le monstre qu'est l'Histoire continue avec eux. Le monde nouveau n'est pas celui dont ils avaient rêvé, mais il n'est pas non plus complètement étranger à leurs espoirs brisés. Il ressemble peut-être aux petites vagues du fleuve que Kim contemple depuis la colline : *"Les petites vagues faisaient éclater le soleil en mille morceaux. Ce n'est sans doute pas par une illusion d'optique que j'ai vu dans chacun de ces innombrables éclats de lumière une chronique interminable du désir humain qui naît et disparaît."*

Chong Hong-su

* Ed. Moonji, Séoul, 2008. Pas encore traduit en français.

épices et saveurs



CORÉE DU SUD

De la sève bonne pour les os

DE HADONG

A cette époque de l'année, quand les grenouilles commencent à sortir de leur sommeil hivernal et que les piverts se mettent à creuser l'écorce des arbres à la recherche de nouveaux insectes, les villageois sud-coréens gravissent les collines pour récolter un précieux élixir : la sève des érables, des arbres connus dans leur pays sous le nom de gorosoe, ou "arbres bons pour les os". *"Il faut que le temps s'y prête"*, précise Park Jeom-sik, 56 ans, qui transporte des tuyaux en plastique sur une pente moussue. *"La nuit, la température doit être inférieure à zéro et, dans la journée, il doit faire beau et chaud. S'il pleut, s'il y a des nuages ou du vent, les arbres ne donnent rien."*

Cela fait des siècles que les villageois sud-coréens exploitent les gorosoe. Et ils ne sont pas les seuls. On boit aussi la sève d'érable au Japon et dans le nord de la Chine, et la sève de bouleau a ses amateurs en Russie et dans certains pays d'Europe septentrionale. Mais nulle part le goût pour la sève d'érable n'est aussi prononcé qu'en Corée du Sud, où les gens en consomment de prodigieuses quantités.

"L'idéal est d'en boire un bidon entier [20 litres] en une seule occasion", explique Yeo Manyong, un paysan de 72 ans de Hadong, une ville située à 300 kilomètres au sud de Séoul. *"Vous vous réunissez en famille ou entre amis dans une pièce pourvue d'un parquet chauffé. Vous buvez pendant un moment, puis vous jouez aux cartes, par exemple. Pour aiguïser la soif, il vaut mieux accompagner la sève de poisson séché ou d'amuse-gueules salés. Le but est de transpirer pour faire sortir toutes les impuretés et les remplacer par la sève."*

Selon les historiens, les Coréens boivent de la sève depuis un millénaire. La légende veut que cette coutume ait été introduite par Doseon, un moine bouddhiste du IX^e siècle qui aurait atteint l'illumination sous un érable de la région. Incapable de marcher après plusieurs mois de méditation assis en position du lotus, il aurait résolu le problème en buvant de la sève, d'où le nom d'"arbre bon pour les os".

Pour Kang Ha-young, chercheur à l'Institut de recherche coréen, cette vertu reste à prouver, mais *"ce qui est clair, c'est que la sève d'érable est riche en minéraux tels que le calcium et qu'elle est salutaire pour les personnes souffrant par exemple d'ostéoporose. Aussi étonnant que cela puisse paraître, nos ancêtres savaient ce qu'ils faisaient quand ils ont baptisé cet arbre."*

Choe Sang-hun,
The New York Times, États-Unis

Assureur de jour, superhéros de nuit

La carrière de superhéros de Mr. Invisible a été tuée dans l'œuf par un coup de poing inattendu qui lui a aplati le nez. *"J'avais passé des mois à peaufiner mon costume et mes déplacements, et c'était la première semaine que je sortais dans la rue pour faire le superhéros. J'ai essayé de calmer un type qui hurlait. Sa copine, une fille toute petite, n'a pas apprécié : elle m'a tapé dessus, j'en ai encore des bleus. C'est dangereux dehors"*, confie notre aspirant superhéros. Seule consolation, son "costume d'invisibilité" – une combinaison grise – fonctionne à merveille. La preuve : un ivrogne lui a uriné dessus dans une ruelle. Mais Mr. Invisible craint désormais d'arpenter le centre de Los Angeles après la tombée de la nuit. Ce diplômé de 29 ans se "reconcentre" donc sur son emploi de jour : courtier en assurances.

Selon le tout nouveau *Registre mondial des superhéros*, plus de 200 hommes et quelques femmes sont prêts à se déguiser en héros de bandes dessinées pour patrouiller les rues des villes à la recherche de pickpockets et de gros durs. Cette communauté est née des cendres du 11 septembre, quand l'Américain lambda, mû par une série de films hollywoodiens à la gloire de superhéros, a commencé à vouloir s'engager. La campagne de Barack Obama a dopé les vocations : en un mois, on a vu se matérialiser une vingtaine de "Reals" – des "vrais de vrai". Les règles des superhéros sont simples. Ils doivent défendre le bien spontanément et bénévolement. Ils doivent créer leur propre costume sans violer les droits de *Marvel* ou de *DC Comics*, tout en adoptant des noms aussi exotiques que ceux de leurs personnages – Green Scorpion [le scorpion vert] en Arizona, Terrifica à New York, Mr. Xtreme à San Diego ou Mr. Silent [Silencieux] à Indianapolis. Ils ne doivent porter ni arme à feu ni arme blanche, pour ne pas risquer d'être arrêtés. Tant pis si leurs ennemis sont armés. Leur meilleure arme à eux, ce n'est pas la force physique mais Internet – où une page d'accueil prédit la fin des superméchants. Un site utile au cas où l'un d'eux serait arrêté ou envoyé dans un hôpital psychiatrique pour y subir des examens. C'est ce qui est arrivé à Black Owl [la chouette noire], un prédécesseur de Mr. Invisible à la carrière aussi courte, que sa fille a dû faire sortir l'été dernier d'un service psychiatrique. *"Quand il s'est retrouvé devant la police, Papa a oublié pendant un petit moment, rien qu'un moment, qu'il n'avait pas vraiment de superpouvoirs. Il n'a pas pu s'envoler"*, a déclaré l'ado-



lescente aux médecins. *"Tout ça est beaucoup plus sérieux que ça n'en a l'air"*, assure Citizen Prime, un homme d'affaires de l'Arizona qui se dissimule derrière un costume à 4 000 dollars – comprenant cape, masque et pistolet à impulsions électriques que son fiston trouve *"trop stylés"*. Citizen Prime patrouille dans certaines des rues les plus dangereuses de Phoenix. Mais, comme la plupart des Reals, cet adepte des arts martiaux répugne à évoquer les méchants qu'il a neutralisés. Il reconnaît toutefois avoir aidé quelqu'un à changer un pneu crevé. *"Les gosses adorent mon costume. Alors, plutôt que de devoir m'attaquer à eux demain, j'essaie de les tenir à l'écart des gangs aujourd'hui"*, explique-t-il. A 41 ans, Citizen Prime estime faire partie de la branche mature de la communauté des Reals. Il se méfie des dingues et des têtes brûlées. Jamais il n'agirait comme la Black Monday Society [Société du lundi noir] de Salt Lake City, qui s'im-

misce dans des ventes de drogue dans les jardins publics et s'oppose à des voyous armés. La police de l'Utah apprécie Ghost [Fantôme], un ouvrier de 33 ans, et ses homologues aux costumes pittoresques, Insignis, Oni, Ha! et Silver Dragon [Dragon d'argent]. D'autres services de police rappellent en revanche que les Crips et les Blood, les gangs les plus redoutés des Etats-Unis, avaient eux aussi un idéal quand ils ont vu le jour : défendre la communauté. La vie de superhéros peut être dangereuse. Master Legend [Maître Légende], de Winter Park, en Floride, qui est armé d'un pistolet à poivre propulsé par une bombe de déodorant, s'est fait attaquer par un homme armé d'un marteau. Et la déprime n'est jamais loin. Vêtu d'une cape rouge, Terrifica, 1,75 m, patrouille nuitamment dans les rues de New York pour secourir les filles ivres aux prises avec des types trop lourdingues. Mais elle méprise Sarah, son alter ego, *"faible, dépendante et larguée"*. Artemis, de San Diego, raconte sur son blog qu'il a entendu une femme hurler devant chez lui, mais que, le temps qu'il enfle son costume, la police était déjà là. Kevlex, 47 ans, Arizona, qui tient le *Registre des superhéros*, confie patrouiller plus en hiver qu'en été parce que son costume le gratte. La pire kryptonite, pour un superhéros, c'est cependant l'ennui.

"Je sortais toutes les nuits, de 8 heures du soir à 2 heures du matin ; je traînais dans tous les coins pourris et il ne se passait rien, que dalle, nada, se souvient Mr. Invisible. Il pleuvait, même les dealers étaient chez eux. Parfois, les flics font trop bien leur boulot."

The Sunday Times (extraits), Londres



Une avalanche ? Tirez sur la poignée

L'ivresse de la poudreuse, d'accord. Finir écrabouillé sous des tonnes de neige ? Moins excitant. En cas d'avalanche, actionnez votre Life Bag. Cet airbag portatif se gonfle en trois secondes grâce à une cartouche d'air comprimé. Il vous protège contre les chocs et vous maintient en surface, la tête hors de la

neige. *"Cet airbag accroît sensiblement les chances de survie en cas d'avalanche"*, indique la société suisse Snowpulse, qui recommande également aux amateurs de hors-piste de se munir d'une pelle, d'une sonde et d'un appareil de recherche de victime d'avalanche.

(Daily Mail, Londres)



(Presque) nue contre la crise

Otant son sobre manteau noir, elle s'est exhibée quasi nue sur les marches de la Bourse italienne. Objectif : dénoncer ceux qui jouent avec les économies des petits épargnants et fustiger *"les grands économistes qui pontifient sur la situation du pays"*. L'Italie *"se retrouve en slip"*, a clamé à plusieurs reprises Laura Perego, le corps peint aux couleurs du drapeau transalpin. La star du porno ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : elle entend se faire la *"porte-parole du peuple italien"* et se présenter aux élections européennes, rapporte le site de **Libero**.

La TV taille des costards

Tee-shirt ou chemise ? Jean ou costard ? Fini les états d'âme. Sur les plateaux de télévision turkmènes, tout le monde doit être habillé de façon identique : les hommes en costume noir, chemise blanche et cravate noire ; les femmes en costume et coiffe traditionnels. Vous n'avez pas la tenue ad hoc ? Les costumiers vous habillent de pied en cap. Les réfractaires sont privés de télé, rapporte le journal indépendant turkmène *Khronika Tourkmenistana*.

Il n'y a plus d'abonné au numéro que vous harcelez

Se débarrasser du pervers anonyme qui vous téléphone jour et nuit ? Un parcours du combattant. Aux Etats-Unis, inutile de porter plainte. Voici l'option anti-harcèlement téléphonique. Le TrapCall dévoile le numéro et le nom de votre persécuteur. A son insu, le fâcheux est classé indésirable et n'obtient plus qu'un message lui indiquant que votre ligne n'est plus en service. En un mois, cette option gratuite proposée par TelTech Systems a séduit 200 000 personnes, indique *The New York Times*.

Souvenir du futur

Texte et Mise en scène de Victor Dekyvere
assisté de Clémence Pitillon
avec Ph. Dupraz, A. Rohard, M. Waog

Du 3 au 5 avril
Essaïon Théâtre
6, rue Pierre au Lard
75004 Paris
01 42 78 46 42

TÊTU souvenirdufutur.fr **Courrier**

PUBLICITÉ

The New York Times, ABC, Chicago Tribune, La Vanguardia, Ta Nea...

Ne peut être vendu séparément

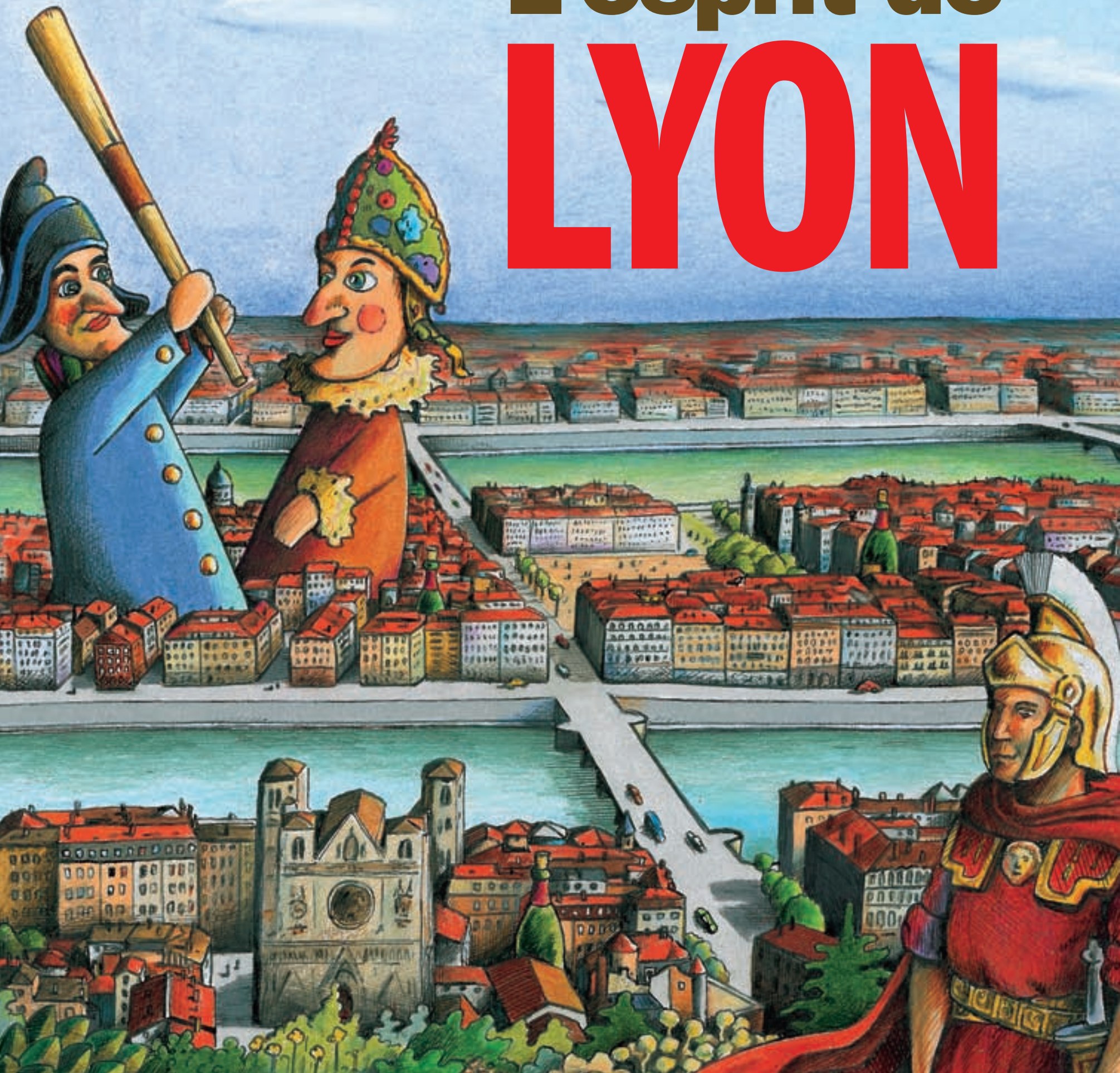
Courrier

INTERNATIONAL

www.courrierinternational.com

Supplément au n° 960 du 26 mars 2009

L'esprit de LYON



PUBLICITÉ



dossier

◀ Bertrand Gaudillere/Item, pour Courrier international.

LYON

vu par la presse étrangère

■ Bien sûr, il y a l'irremplaçable gastronomie lyonnaise. Mais le correspondant du *Chicago Tribune* a aussi goûté, avec délice, l'ambiance de la ville. ■ Lyon est également connu pour la Biennale de la danse, dont l'envergure a épaté *The New York Times*. Quant aux rives du Rhône, elles gardent le souvenir de Melina Mercouri. ■ Même Dubai a succombé aux charmes de la capitale des Gaules, au point de vouloir la cloner dans le désert, ironise *The Independent*.



Un Américain sous le charme

Le correspondant du prestigieux *Chicago Tribune* se souviendra de sa première visite dans ce "paradis gastronomique". Il en a même oublié Paris !

CHICAGO TRIBUNE (extraits)
Chicago

Rue Mercière, une ruelle de Lyon réputée pour ses restaurants, les serveurs mettent les chaises sur les tables et balayent les miettes. En bref, je débarque dans ce paradis de la gastronomie trop tard pour dîner. Affamé et désespéré, je me dirige vers une pizzeria. Au premier abord, l'endroit – bien qu'immanquablement français – me rappelle le *Night-hawk*, la cafétéria glauque peinte par Edward Hopper. Un type grassouillet est assis derrière un comptoir étroit et semble faire éternellement durer son expresso. Deux autres hommes, beaucoup plus jeunes, fourragent dans le four à pizza. L'éclairage est cru, et une énorme radio diffuse du rock'n'roll. D'ordi-

▲ La passerelle Saint-Georges. Au loin, Fourvière monte la garde.

Tous les dessins de ce dossier ont été réalisés par Cost, Bruxelles.

naire, je parle un peu français. Mais, ce soir-là, la fatigue a fini par noyer une grande partie de mon vocabulaire.

"Parlez-vous anglais ?

— Un peu."

Quelques sourires et quelques gestes, et c'est parti.

Je parviens à faire savoir que je désire une *calzone* et une bouteille de Cellier des Dauphins 2004. Pendant qu'un des jeunes s'affaire en cuisine, l'autre me bombarde de questions.

"Vous êtes anglais ?

— Non, américain.

— Oooh, Californie !"

Le cuisinier abandonne son four et se joint à nous. Il désigne son camarade en disant très fort : "Il veut aller aux États-Unis."

"La Californie, précise l'intéressé, là où il fait chaud.

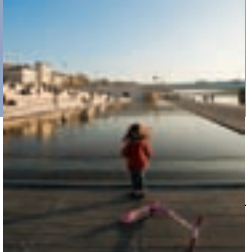
— Moi, je suis de Chicago. Là où il fait froid."

Le cuisinier montre le poste de radio installé dans un escalier étroit qui apparemment mène à une salle à l'étage.

"Vous savez ce que ça joue ? C'est les Doors !" s'enthousiasme le cuisinier. Il montre à nouveau son camarade du doigt. "Et lui, c'est le plus grand fan de Jim Morrison. Il est vice-président du Jim Morrison fan-club !"

Je demande au vice-président du Jim Morrison fan-club d'ouvrir ma bouteille de vin, mais impossible de mettre la main sur un tire-bouchon. L'homme à l'expresso nous sauve (ça, c'est bien français, me dis-je). Il le tend au gamin et lui propose généreusement de le garder. "Oooh, merci !" Sourires de toutes parts.

Peut-être mes premières heures à Lyon commençaient-elles plutôt mal d'un point de vue gastronomique, mais elles m'ont semblé largement aussi satisfaisantes que si l'on m'avait servi un plat de raviolis d'escargots : j'avais obtenu un plat chaud, un vin correct et l'honneur de rencontrer un haut dignitaire du Jim Morrison fan-club. Lyon n'aurait pu me souhaiter la bienvenue et un bon appétit de meilleure façon. Pour une ville française, Lyon a un côté un rien excentrique. Elle est, disons, un peu moins formelle que Paris ►



dossier

► ou Nice – sauf dans certains restaurants haut de gamme. Et, avec les bouchons, on ne risque pas de mourir de faim. Un bouchon, c'est un petit café avec une carte (ou une ardoise) qui insiste lourdement sur les spécialités locales, et, quand je dis lourdement, c'est au sens littéral : tripes frites, saucisses de porc, saucisse de veau, andouillette, pieds de mouton, cervelle de veau...

Un soir, j'ai compris que j'étais dans un bouchon, un établissement appelé *Les Enfants Terribles*, quand j'ai désigné au hasard un truc sur le menu et que la serveuse a secoué la tête obstinément en disant non. "*C'est fait avec des intestins et du sang*", m'a-t-elle prévenu. Je l'ai remerciée et ai opté pour la salade niçoise.

Le lendemain de mon arrivée, un jeudi, je me prépare à explorer la ville. Malheureusement, une fois de plus, le moment est mal choisi. "*C'est férié*", explique le réceptionniste de l'hôtel quand je lui tends ma clé, qui est attachée à un objet doré à glands qui doit peser pas loin d'une livre.

Et quand c'est férié en France, ça veut dire que tout ou presque est fermé : les magasins, beaucoup de restaurants, quantité d'attractions et, naturellement, l'office du tourisme. Je me contente donc de me laisser porter par l'excitation du printemps lyonnais. Place Bellecour, un ballon à air chaud flotte au-dessus de la statue équestre de Louis XIV pendant que des gens qui participent à une course quelconque font un parcours d'obstacles et que des haut-parleurs hurlent de la variété française. Il règne une sorte d'ambiance de carnaval. Je me serais bien joint à la fête, mais il y a tant d'autres choses à voir à Lyon.

C'est une bonne journée pour se promener au hasard en s'imprégnant de l'atmosphère, pour admirer les bâtiments du centre-ville et me perdre dans les petites ruelles médiévales du Vieux Lyon.

Le dimanche, à l'approche de l'heure du déjeuner, je vais jeter un œil au *Relais Gourmand Pierre Orsi*, sur la rive gauche du Rhône. Je pensais que lui aussi serait fermé, mais je voulais voir ce restaurant parce que Pierre Orsi a travaillé un moment à Chicago. Le vieux bâtiment de brique de la place Kléber a l'air bien propre, soigné et quelque peu déplacé dans cette artère remplie de pharmacies et de boutiques de mode. Au XVIII^e siècle, les hectares de terres agricoles alentour formaient un décor bien plus approprié. Je regarde par le panneau vitré de la porte et j'entends des voix ; je vois de vagues silhouettes circuler à l'intérieur.

Un homme bien habillé ouvre la porte et m'invite à entrer. Après un déjeuner somptueux dans un décor des plus chic, le maître d'hôtel me raccompagne à la porte. Je lui demande si les Lyonnais souffrent d'un quelconque complexe d'infériorité vis-à-vis de Paris. "*Non, Lyon, c'est très bien*", sourit-il. *Ce n'est pas aussi grand que Paris, mais bien assez grand tout de même. On peut être à la campagne en quelques minutes. Si on veut skier, les Alpes ne sont pas loin. Et on est à deux heures de la capitale en TGV.*" Il a raison. Pour ce énième voyage en France, je n'ai pas éprouvé le besoin de caser Paris dans mon itinéraire comme je le fais d'habitude. Lyon s'est révélé plus que suffisant. Il fait honneur au pays.

Robert Cross



Dubai sur Saône

Refaire Lyon dans le désert d'Arabie ? Le quotidien britannique *The Independent*, plutôt sceptique, conseille aux édiles de relire les classiques arabes.

THE INDEPENDENT

Londres

Dans les contes des *Mille et Une Nuits*, Aladin tente de séduire la fille du sultan en faisant surgir un superbe palais grâce à sa lampe merveilleuse. Peu après, un rival maure, jaloux, donne l'ordre à un autre magicien de transférer le palais en Afrique du Nord. "*Et en un clin d'œil, [...] le pavillon, avec tout ce qu'il contenait, fut transporté en terre africaine.*" La ville de Lyon est sur le point de subir un pareil voyage. En effet, la seconde ville de France, capitale des Gaules et épicentre de la gastronomie française, devrait être téléportée à Dubaï, dans le golfe Persique. Cette fois, le miracle sera accompli grâce à la magie de l'or noir. Et il ne se fera pas en un clin d'œil, mais tranquillement, en sept petites années.

Qu'on se rassure, Lyon restera à la place qu'elle occupe depuis deux millénaires, au confluent du Rhône et de la Saône. Une immense reproduction de la ville, deux fois grande comme la principauté de Monaco, trois fois celle de Hyde Park et les jardins du palais de Kensington réunis, va être construite en plein désert. Le projet est le dernier et le plus fou – d'aucuns diront le plus monstrueux – d'un foisonnement d'immenses sites culturels qui vont métamorphoser les pays du Golfe au fil des dix prochaines années. La municipalité de Lyon

▲ Comment imaginer Lyon sans ses célèbres bouchons ?

a accepté de collaborer en livrant ses connaissances urbanistiques et ses conseils culturels pour aider à créer cette ville artificielle de 1,8 milliard d'euros implantée à près de 5 000 kilomètres de là, à Dubaï, l'un des sept Etats des Emirats arabes unis. L'idée n'est pas de reproduire Lyon pierre par pierre, encore moins cours d'eau par cours d'eau. Lyon Dubai City sera une formation issue de l'ADN architectural et culturel de l'original français, une réplique de son style et de son esprit, non une reproduction fidèle de ses bâtiments.

La ville comptera 3 000 appartements dispersés dans de petites rues pavées sinueuses ou sur de grandes avenues. Il y aura des cafés et des bistrotts, des bureaux et des hôtels, des trams et des bus similaires à ceux de Lyon (mais, dans ce pays musulman, les cafés pourront-ils servir du vin ?). On y trouvera également des succursales du musée des Beaux-Arts et du musée des Tissus de Lyon, un institut universitaire francophone, une école de commerce, et peut-être même un centre d'entraînement de foot, piloté par l'Olympique lyonnais. Sans compter un musée du Film, ainsi qu'un restaurant et une école hôtelière dirigés par Paul Bocuse (mais l'école aura-t-elle le droit d'utiliser du porc, ingrédient incontournable de la cuisine lyonnaise ?).

Ce projet aladinesque de créer un mini-Lyon dans le golfe Persique a été imaginé par un homme d'affaires de Dubaï, Buti Saeed Al-Ghandi. Mais pourquoi Lyon ? Pourquoi pas Paris ? Ou Londres ? Ou Rome ? "*J'ai parcouru le monde entier et Lyon est une de ces villes où l'on se sent différent*", confie M. Ghandi, âgé de 40 ans. "*Les gens n'y vivent pas à toute allure. Il y a une sorte de rapport intime avec les touristes. L'histoire et la culture sont tellement présentes – les*

petites rues, les boutiques, les vieilles bâtisses.” M. Ghandi confie aussi que, de retour en octobre 2007 dans les rues de la ville avec son épouse, ils en sont à nouveau tombés amoureux. “C’est aussi pour cela que j’aime Lyon.” La municipalité de Lyon et l’homme d’affaires insistent, le projet n’aura rien d’un vulgaire Las Vegas ou un autre Disneyland. L’idée n’est pas de pasticher Lyon, mais de recréer son atmosphère, son esprit, sa culture, et même son âme.

COMMENT FAIRE COULER LE RHÔNE ET LA SAÔNE DANS LE DÉSERT ?

A Lyon, la notion de ville jumelle dans le désert a été plutôt bien accueillie. Certains Lyonnais espèrent que Lyon Dubai City attirera les investisseurs moyen-orientaux dans les deux villes. Mais d’autres, plus sceptiques, redoutent que Lyon puisse être dévalorisée par cette association. “J’ai du mal à concevoir que l’on puisse capter l’âme de la ville”, s’interroge Jacques Laffargues, le conservateur du Musée gallo-romain de Lyon-Fourvière. “Ici, la lumière est tendre, douce, comme dans un tableau de Turner. Dans le désert, elle est dure, brutale.” Au *New York Times*, il a confié qu’il aurait préféré que le projet soit une vraie copie, comme celle de la tour Eiffel à Las Vegas. “Au moins, il y a une honnêteté là-dedans, on sait clairement à quoi on a affaire.” Le charme de Lyon tient notamment à ses cours d’eau. Mais comment recréer le Rhône et la Saône au beau milieu du désert ? Officiellement, on ne prévoit rien de tel. Cependant, le maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, estime qu’une ville de Lyon sans eau est difficilement concevable. “Dubai a déjà construit des pistes de ski et des îles – alors pourquoi pas des rivières.” D’autres encore, peu convaincus par l’ampleur du projet, effarés même, conseilleront peut-être à M. Collomb de relire l’histoire d’Aladin. Son palais, à peine apparu dans le désert, disparaît aussitôt. Les promoteurs du clone de Lyon pourraient considérer le destin d’un autre personnage qui a voulu construire sur le sable, Ramsès II, et qui a inspiré ces vers au poète anglais Percy Bysshe Shelley :

“Mon nom est Ozymandias, roi des rois. Voyez
Mes œuvres, vous les Puissants, et désespérez !
Il ne reste rien d’autre. Autour de cette ruine,
Ce Colosse effondré dans l’étendue sans bornes,
Le sable lisse et nu s’étend seul au lointain.”

[Poèmes, traduction de Robert Ellrodt, Imprimerie nationale, 2006] **John Lichfield**

Danse avec le monde

En vingt-cinq ans d’existence, la Biennale de la danse est devenue l’un des événements artistiques les plus importants au monde. “Un véritable bonheur”, pour *The New York Times*, qui a rencontré son créateur, Guy Darnet.

THE NEW YORK TIMES
New York

Retour en avant”, tel était le thème de la Biennale de la danse de Lyon 2008, qui s’est achevée fin octobre après vingt-cinq jours de spectacle. Voilà encore une de ces expressions françaises riches en évocations – pour les Français. Traduite en anglais – “Past forward”, pouvait-on lire dans le dossier de presse –, elle donne une impression de vague, impression qui n’est peut-être pas étrangère aux objectifs de cette édition, la treizième depuis la création de la Biennale en 1984.

Au fil du temps, cet événement est véritablement devenu un des festivals de danse les plus importants et les plus ambitieux au

monde. Son envergure et l’ampleur de ses objectifs sont un véritable bonheur en ces temps où les financements accordés aux arts vivants fondent chaque jour un peu plus. Rappelons que les anciennes éditions se sont notamment attaquées aux thèmes de l’expressionnisme allemand, de la danse moderne américaine et de la diaspora africaine.

Même si Guy Darnet, qui dirige le festival depuis sa création, trouve que les temps sont durs en France, il est parvenu à augmenter le budget de la Biennale [2010] de 15 % environ, rassemblant quelque 9,6 millions de dollars [7 millions d’euros]. C’est ainsi que, pour souffler ses 25 bougies, le festival prévoit d’inviter 42 compagnies en provenance de 19 pays.

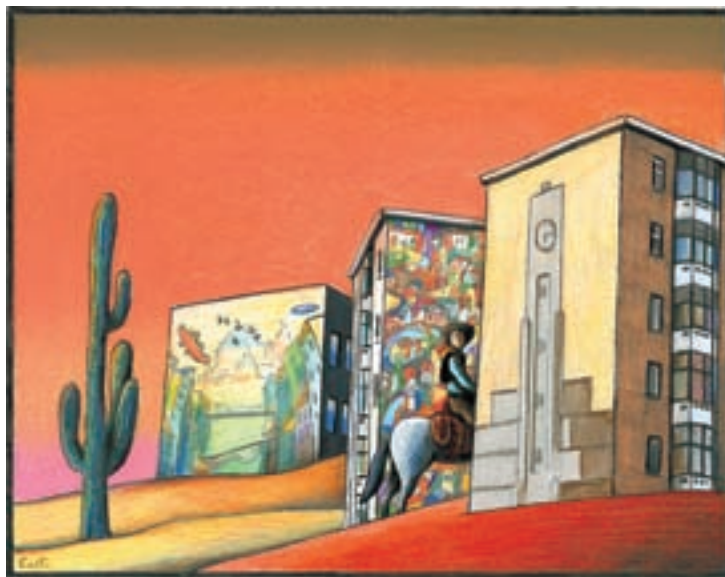
LA CULTURE REND LA VILLE PLUS ATTRAYANTE

“La culture n’est pas la priorité de notre président”, explique M. Darnet dans un entretien qui se déroule en face du magnifique palais du Commerce, qui abrite le QG de la Biennale. “Mais dans notre région, nous avons la chance d’avoir des responsables politiques qui comprennent que la culture rend une ville plus attrayante. Aujourd’hui, la danse est une spécialité lyonnaise, à l’instar des quenelles.” A Lyon, on adore les quenelles, une des nombreuses spécialités locales. On aime aussi la danse. Plus de 84 000 personnes ont en effet assisté aux innombrables spectacles dispersés dans la ville et sa périphérie.

Quant au traditionnel défilé, une sorte de parade de carnaval, il a attiré plus de 350 000 visiteurs. Aussi M. Darnet, qui a annoncé qu’il cesserait d’assurer la direction artistique du festival après l’édition 2010, a sans doute le droit de donner un peu dans le flou. “Le festival a 25 ans, explique-t-il. Il était temps de jeter un œil à toutes ces années qui ont été vitales pour la danse contemporaine française. La France possède-t-elle un répertoire de danse contemporaine ? Qu’advient-il des œuvres lorsque le chorégraphe n’est plus là ? Je voulais poser ces questions sur notre passé et, en même temps, que nous tournions notre regard vers l’avenir, en présentant plus de nouvelles œuvres que nous ne l’avons jamais fait.”

Roslyn Sulcas

▼ Le quartier des
Etats-Unis, construit
par l’architecte
Tony Garnier.



SPORT L’argent va si bien à l’OL

Pour négocier avec lui, il n’y a qu’un seul chemin : celui du tiroir-caisse. Jean-Michel Aulas, le président de l’Olympique lyonnais (OL), voit de l’argent partout autour de lui. Il utilise la même stratégie que José María del Nido [président du FC Séville], c’est-à-dire celle de l’usure ; cela lui permet d’engranger des bénéfices mirobolants en vendant les meilleurs joueurs du meilleur club français du moment.

Un club dont l’hégémonie est incontestée dans l’Hexagone depuis sept ans. Le dernier joyau de la couronne s’appelle Karim Benzema. La moitié de l’Europe

lui fait les yeux doux, mais le Real Madrid semble le mieux placé pour remporter les enchères.

Benzema n’est que la dernière d’une longue liste de stars du foot qui se sont servies de l’OL comme tremplin. Aulas accepte les règles du jeu mais, paradoxalement, c’est toujours lui qui gagne. Chaque été, il perd les piliers de son équipe, et, en échange, il remplit les caisses du club rhodanien pour reformer une équipe compétitive qui permettra à l’OL de poursuivre sa marche impériale en France et, peut-être, de briser la malédiction européenne qui le condamne à

ne jamais accéder aux demi-finales de la Ligue des champions.

Lorsque Jean-Michel Aulas atterrit à Lyon en 1987, l’OL est un club sans titres qui végète en deuxième division. Ancien associé de Bernard Tapie à la direction de l’Olympique de Marseille et homme d’affaires prospère, Aulas a commencé à préparer le terrain pour transformer l’équipe de sa ville en une “grande d’Europe”, un statut auquel elle n’a jamais pu accéder. S’il manque un grand trophée dans la vitrine d’Aulas, il est plutôt bien servi côté talents. Le match du 24 février dernier contre le Barça [FC Barcelone] a

été une occasion idéale pour Benzema de montrer ce qu’il savait faire. Aulas n’a plus qu’à se résigner et à espérer que son poulain continuera de briller pour, au moins, à terme, remplir une fois de plus les caisses du club. Il a déjà vendu Diarra au Real Madrid pour 28 millions d’euros, Essien et Malouda au Chelsea pour 38 et 21 millions, et Abidal au Barça pour 16 millions. Tous étaient “intransférables”, comme l’affirme aujourd’hui Benzema lui-même, mais, pour l’impitoyable président de l’OL, tout et tout le monde a un prix.

**Enrique Yunta,
ABC, Madrid**



dossier

Ah qu'il est beau, le débit du Rhône !

La capitale catalane a soif et lorgne du côté du puissant fleuve pour son salut. Mais que pensent les riverains de ce projet de transvasement ? Enquête.

LA VANGUARDIA
Barcelone

Il y a de l'eau, mais il faut la mériter. La majorité de ceux qui vivent au bord des 100 kilomètres de Rhône qui séparent Lyon de Valence ne savent pas qu'il existe un projet de transvasement d'eau du fleuve vers la Catalogne. Et le temps n'arrange pas les choses : sur les rives de l'un des cours d'eau les plus puissants d'Europe, la sécheresse commence à se faire sentir. Et pourtant, la nouvelle dont on parle le plus entre Lyon et Valence n'a rien à voir avec le transvasement. Le principal sujet de conversation porte sur les fortes pluies qui se sont abattues récemment sur Lyon. "Pour que tout redevienne comme avant, il faudrait qu'il pleuve beaucoup plus", affirme Max Gourju. Cet homme vit à Tournon, une étape obligée pour les touristes qui visitent les bords du Rhône. Max reconnaît que l'eau ne manque pas. Mais il dit aussi que les spécialistes constatent que le niveau des nappes phréatiques baisse et que de nombreux villages alentour risquent d'en souffrir. Pour ce qui est du transvasement d'eau du Rhône vers la Catalogne, il avoue que "c'est la première fois" qu'il en entend parler. Mais il fait tout de même observer que le débat n'arrive pas au meilleur moment, vu la sécheresse qui sévit dans le sud de la France. Max préfère laisser aux spécialistes le soin de peser le pour et le contre d'un chantier d'une telle envergure, mais il fait néanmoins preuve d'une belle solidarité lorsqu'on lui raconte la situation d'urgence provoquée par la sécheresse à Barcelone : "S'il y a de l'eau en trop ici, en donner à Barcelone ne devrait pas poser de problème, tranche-t-il. Après tout, nous sommes tous européens."

Roger Olagnon vit quelques kilomètres en amont, à Saint-Vallier. Lui, en revanche, a entendu parler du projet de transvasement. Il pense que si une opposition doit se manifester, ce sera plus au sud, près de l'embouchure du fleuve, où "il commence à y avoir de sérieux problèmes de sécheresse". Il le sait bien, parce qu'il a une maison dans le Languedoc, à peu de kilomètres de l'endroit où l'eau serait captée pour être acheminée par un énorme conduit sur presque 200 kilomètres, jusqu'au-delà des Pyrénées [sur 130 kilomètres]. "Entre Valence et Lyon, je ne crois pas que ce chantier inquiète beaucoup de gens même s'il pleut de moins en moins parce que, derrière le Rhône, il y a les Alpes", explique-t-il. Lorsqu'il traverse Saint-Vallier, le fleuve a plus de 15 mètres de profondeur. "Je l'ai presque toujours vu au même niveau et je ne crois pas que l'on puisse mettre en danger le fleuve en en transvasant une partie", ajoute Roger Olagnon. Mais ce dont il est sûr, c'est que si on fournit cette eau à Barcelone, il faudra faire payer le service. Très cher. "Si vous voulez avoir d'autres opinions, allez demander aux agriculteurs du coin, conseille Roger. Cette eau, ils la paient pour arroser leurs

► A la Part-Dieu, la Tour Oxygène voisinerait en 2010 avec la Tour Crayon.

WEB +

Plus d'infos sur courrierinternational.com

► En exclusivité pour les internautes, une balade gastronomique sur les traces de Paul Bocuse publiée par l'hebdomadaire allemand *Stern* et une ode à "l'esprit et au dynamisme lyonnais" dans les colonnes du quotidien italien des affaires *Il Sole-24 Ore*.



champs, et, si un jour il y en a moins, c'est à eux qu'elle manquera le plus. Ils ne voient peut-être pas les choses comme moi."

Il n'a pas tort. A mi-chemin entre Valence et Lyon, à Saint-Rambert-d'Albon, l'idée du transvasement n'est pas vue d'un très bon œil. La majorité de la population vit de l'agriculture. On cultive des fruits et des céréales. Pour les paysans d'ici comme pour ceux de Catalogne, l'eau

est vitale. Un agriculteur qui accepte de parler sous couvert de l'anonymat se montre catégorique : "Moi aussi j'ai des problèmes d'eau : j'arrose avec celle que je tire de mes puits, et ils sont de plus en plus souvent à sec." Son opinion fait mouche : "Ce qui ne serait pas logique, ce serait que la France donne de l'eau à l'Espagne pour son agriculture, et qu'encre plus de fruits et de légumes espagnols arrivent chez nous. C'est déjà ce qui se passe avec les fraises. Elles arrivent d'Espagne à 1 euro le kilo, un prix avec lequel on ne peut pas rivaliser."

Thierry René a lui aussi l'impression de nager en eau trouble. Il vit à Saint-Maurice, et il a passé la journée d'hier à pêcher dans le Rhône, à la hauteur du village de Limony, dans le département de l'Ardèche. Il n'avait jamais entendu parler du projet de transvasement et il ne cache pas sa surprise en l'apprenant : "Mais ici non plus il ne pleut pas !" s'exclame-t-il. Avant l'an 2000, explique-t-il, le Rhône était en crue entre dix et douze fois par printemps. "Maintenant, c'est déjà beaucoup s'il y a deux crues", déclare-t-il. Les Lyonnais prennent les choses avec beaucoup plus de hauteur. Ils affirment avec un certain aplomb qu'il y a toujours autant d'eau dans le Rhône et que le transfert ne devrait en rien affecter le débit du fleuve. Qui croire ?

Javier Ricou

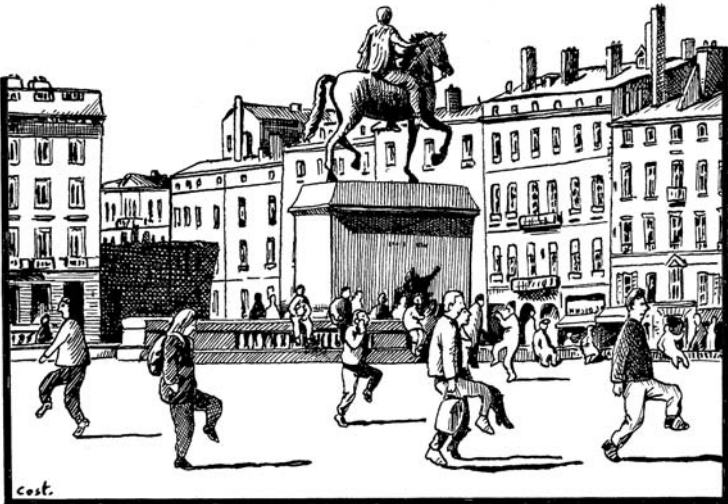


HOMMAGE La seconde patrie de Melina Mercouri

Morte il y a quinze ans, la star grecque aurait trouvé refuge dans le cœur des Lyonnais. Le quotidien athénien *Ta Nea* revient sur ce lien franco-grec.

Comment parler de Melina Mercouri sans parler de Lyon ? Il y a quinze ans tout juste, Melina Mercouri (1920-1994) disparaissait et laissait derrière elle une œuvre, une vie et de nombreux symboles. Nous n’avons pas été les seuls, en Grèce, à pleurer son départ. Les Français aussi aimaient notre première femme ministre de la Culture. A trois heures de train de Paris, à Lyon, Melina Mercouri est toujours vivante, et son nom est gravé à jamais dans les mémoires. Si l’on n’est pas amateur de football, cette ville française n’est pas la plus connue. Et pourtant, des Grecs y vivent et la diaspora hellénique s’est parfaitement intégrée à la société. Cette ville possède aussi des universités réputées, et elle est devenue au fil des ans un modèle interculturel européen. Bien entendu, plusieurs théâtres, rues et places de Grèce portent le nom de Melina Mercouri, mais la ville de Lyon

Contrainte de s’exiler quand les colonels ont pris le pouvoir en Grèce après un coup d’Etat, Paris lui a ouvert les bras et elle y a enregistré plusieurs chansons très politiquement engagées. Mais l’amour de Lyon va au-delà. Il dépasse le simple nom donné à un site. Sinon, le théâtre Melina-Mercouri de Montpellier pourrait faire de l’ombre à la capitale des Gaules. Non, à Lyon, Melina rime avec union franco-grecque. Amie de nombreux hommes politiques français, Melina s’est battue avec la France pour le retour des marbres du Parthénon en Grèce. La bataille n’est pas terminée et reprendra peut-être un jour. Mais revenons à la Melina de Lyon. Elle a été à l’origine d’initiatives culturelles entre les deux pays. Ainsi l’association franco-grecque lyonnaise “Dekaliona” a pu, il y deux ans, organiser une série de manifestations en hommage à Melina. Projections de films, exposition de photos, spectacles, toute la ville vivait au rythme de la chanteuse. L’association a son siège dans le Vieux Lyon et là aussi, ils font revivre Melina à travers ses musiques et chansons.



▲ Place Bellecour...

a su mieux que toute autre lui rendre hommage. Lyon a su apprécier ses deux visages – celui de l’artiste et celui de la femme politique. L’exemple caractéristique se retrouve dans la banlieue de Lyon. Depuis peu, la rive la plus fréquentée du Rhône porte le nom de la star grecque et a été baptisée “berge Melina Mercouri”. Une reconnaissance de la ville pour la contribution de l’actrice grecque à la culture européenne et un lieu incontournable pour les Lyonnais. Aucune autre Grecque ne l’aurait mieux porté, car rappelons que Melina Mercouri a vécu en France.

Les origines helléniques d’Alexandrine Pesson, la maire socialiste du V^e arrondissement de Lyon, ont peut-être aidé à la réalisation de divers programmes grecs, il n’empêche, les Lyonnais ont été conquis. Aujourd’hui encore, de nombreuses projections des films avec Melina Mercouri sont organisées à Lyon, un cinéma portera bientôt le nom de notre diva. Ce qui ne se voit que rarement en Grèce. Au moins, les Grecs savent que Lyon est lié à Melina... sauf le dimanche*.

Ta Nea, Athènes

* Allusion à *Jamais le dimanche*, film de 1960 réalisé par Jules Dassin, avec Melina Mercouri.

PUBLICITÉ